

# Mondes atlantiques

Thomas Calvo  
Charlotte de Castelnau L'Estoile  
Emily Clark  
Manuel Covo  
Armelle Enders  
Bertrand Forclaz  
Albane Forestier  
Philippe Hroděj  
Wim Klooster  
Susanne Lachenicht  
Catarina Madeira Santos  
Anthony Mangeon  
Robert Mankin  
Marguerite Martin  
Guy Martinière  
Silvia Marzagalli  
Antonio de Almeida Mendes  
Federica Morelli  
Natalia Muchnik  
Marco Platania  
Marie-Jeanne Rossignol  
Miranda Spieler  
Clément Thibaud  
Ibrahima Thioub  
Jean-Paul Zuniga



**Toby Green**

*The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*

Cambridge, Cambridge University Press, 2012, XXVI-333 p.

Le livre de Toby Green se distingue des thèses récentes sur l'histoire de la traite transatlantique. Le titre choisi par l'auteur ou par l'éditeur apparaît de ce point de vue bien trop réducteur tant la traite transatlantique, les Atlantiques américains et européens, sont peu présents dans l'ouvrage. La table des matières permet de saisir la véritable portée de l'ouvrage. L'auteur invite à lire posément l'histoire du premier Atlantique au rythme d'une géographie de la Haute-Guinée. Écrire une histoire « africanisée » des premiers siècles de la traite atlantique exige d'abord une relecture des sources européennes, ibériques notamment, et surtout une profonde connaissance des réalités africaines. C'est après plusieurs séjours en Guinée-Bissau que l'auteur prit conscience que la lecture de l'esclavage atlantique proposée par l'historiographie récente était incapable de répondre aux questions posées par ses interlocuteurs africains, et qu'elle n'expliquait pas les inégalités persistant aujourd'hui entre les différentes régions de la Guinée-Bissau. Il fallait dépasser les débats sur les chiffres et sur les catégories pour construire une géographie économique, politique, culturelle et sociale de la Haute-Guinée. Une géographie, car l'auteur s'emploie à spatialiser les phénomènes.

Le choix de la date inaugurale de 1300 répond à la volonté d'inscrire les réseaux, les frontières et les cultures dans des séquences historiques intra-africaines et précoloniales. Il s'agit de connecter les histoires de la Méditerranée,

de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne. Au Moyen Âge, les routes transsahariennes relient la frontière ibérique et la frontière sahélienne. Il en résulte que les esclaves qui ont quitté les côtes du Sénégal et de la Sierra Leone possédaient une identité culturelle forte et une identité créole. T. Green défend la thèse d'une culture créole à l'intérieur de l'espace sénégalais, qui serait le produit de l'histoire pré-atlantique et serait antérieure aux contacts avec les Portugais. Les sociétés de l'espace sénégalais, et dans une certaine mesure de l'archipel du Cap-Vert, partageaient des caractéristiques linguistiques, sociales et culturelles ; elles formaient un ensemble de croyances et de pratiques beaucoup plus cohérent que n'importe quel autre groupe de régions de l'Afrique de l'Ouest. La date de 1589 revêt une double signification. Elle indique que l'ouvrage porte sur les acteurs africains et euro-africains plutôt que sur les acteurs du *Middle Passage*, ainsi que sur les équilibres nouveaux qui se mettent en place sur les côtes africaines à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle.

Les littoraux de Haute-Guinée présentent par bien des aspects l'image d'une Afrique méditerranéenne qui accueille, au XVI<sup>e</sup> siècle, des centaines de juifs et de nouveaux-chrétiens portugais fuyant les persécutions et la misère dont ils sont victimes en Europe. Leurs descendants métis vont maintenir au siècle suivant des relations très étroites avec le monde ibérique. Ces littoraux constituent également une Afrique de l'insularité. Le fait dominant demeure une situation de seuil entre le port de Santiago, capitale économique de l'archipel du Cap-Vert, et le réseau des cours d'eau navigables qui alimentent l'intérieur de l'espace guinéen. Les évolutions étudiées par l'auteur s'étendent sur un siècle et demi, entre 1440 et

1589. Les logiques métisses qui se mettent en place avec l'arrivée des Portugais à la fin du XV<sup>e</sup> siècle sont fortement liées au territoire, aux gens qui vivent sur place et à l'essor que connaît l'économie esclavagiste à partir des années 1550. Les marchands d'origine portugaise, dont beaucoup ont une ascendance séfarade, connectent les sociétés insulaires du Cap-Vert, les communautés du littoral et les négociants envoyés dans l'intérieur du continent. Le processus d'« atlanticisation » des activités s'accompagne du remplacement des marchands africains par des négociants métis originaires de l'archipel du Cap-Vert. Ces intermédiaires, par leurs actions au quotidien et par les unions qu'ils concluent avec les populations locales, participent au processus de créolisation. C'est l'étude de ce phénomène culturel qui intéresse au premier chef l'auteur. T. Green met parfaitement en évidence le lien qui existe entre les vagues d'immigration portugaise et capverdienne, l'essor de la traite atlantique et la construction d'une identité créole. Cette identité demeura longtemps fragile car étroitement soumise aux aléas des réalités régionales. Les liens du sang qui, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, unissent des individus d'ascendance européenne, capverdienne et africaine atténuent les différences culturelles et religieuses. Ils ne les effacent pas. Le processus d'intégration des diversités dans un tout n'a pas été linéaire, il a pu donner lieu à des indécisions et à des retours en arrière. À la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, lorsque les revenus de la traite baissent, les rapports se tendent. L'intégration demeure étroitement liée aux conditions économiques.

Au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, les ports de la côte et de l'archipel du Cap-Vert commandent les arrière-pays. Les temps de la grande prospérité ont permis de dégager deux pôles : Cacheu et Santiago. Ces cités portuaires et leurs hinterlands configurent à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle deux micro-régions. Leurs élites marchandes entretiennent des relations transatlantiques avec les villes d'Amsterdam, de Carthagène des Indes (Colombie), de Lisbonne ou de Séville. Quel est alors leur poids dans l'économie générale de la Haute-Guinée ? L'arrivée sur la scène ouest-africaine des compagnies de commerce anglaises, françaises et hollandaises intègre ces ports dans les circuits marchands inter-

nationaux. Une élite marchande fortement intégrée aux flux transatlantiques de la traite voit le jour dans les ports de Guinée au début du XVII<sup>e</sup> siècle. La tentative de gestion des échanges par les métropoles européennes se double d'une culture traversée de préjugés raciaux et sociaux. La chasse aux descendants de nouveaux-chrétiens s'intensifie dans les comptoirs de la côte de Guinée, elle met à mal les processus de créolisation de ces sociétés et les équilibres qui s'étaient noués.

Ce livre offre une véritable histoire de la diversité des sociétés ouest-africaines avant le XVII<sup>e</sup> siècle. Les protagonistes en sont les esclaves, les femmes, les juifs, les métis, les Capverdiens et les marchands africains. Tous participèrent à la configuration de nouvelles identités. Le champ de réflexion ouvert par T. Green est riche d'enseignements pour penser la formation des sociétés ouest-africaines, les premiers échanges atlantiques et la configuration de nouvelles identités dans l'espace américain.

ANTONIO DE ALMEIDA MENDES

### **Carlos Alberto de Moura Ribeiro Zeron**

*Ligne de foi. La Compagnie de Jésus et l'esclavage dans le processus de formation de la société coloniale en Amérique portugaise, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*

Paris, Honoré Champion, 2009, 573 p.

Alors que l'historiographie jésuite a construit un discours sur l'opposition des jésuites du Brésil à l'esclavage indigène, et sur la limitation et l'humanisation de l'esclavage des noirs, cet ouvrage propose une version bien différente des rapports entre la Compagnie de Jésus et l'esclavage au Brésil et participe d'un renouvellement des études sur ce thème<sup>1</sup>. Le livre se compose de quatre gros chapitres. Le premier est consacré à la logique de l'expansion coloniale au Brésil, qui mène les jésuites autant que les colons à recourir de manière massive au travail servile africain et indien et à la tutelle des Indiens. Le deuxième chapitre examine le travail de construction et d'élaboration intellectuelle mené par les juristes et les théologiens jésuites du Portugal pour penser et finalement

justifier cette situation coloniale centrée sur l'esclavage. Le troisième chapitre analyse les lois indigénistes émises par la couronne portugaise de 1548 à 1611, en faisant le lien avec les positions des jésuites, missionnaires du Brésil ou théologiens au Portugal. Enfin, le dernier chapitre, plus rapide, examine l'écriture de la mémoire historique jésuite concernant l'esclavage. Comment les chroniqueurs ont-ils évité ou escamoté le thème de l'esclavage, fondant ainsi la tradition historique présentée au point de départ de son ouvrage et dont la révision critique constitue l'objet même de sa démarche ?

L'ouvrage de C. Zeron est important non seulement pour les brésilianistes, mais aussi pour tous ceux qui s'intéressent à l'expansion européenne de la période moderne. Il affronte la question de l'esclavage comme la question centrale de la construction des empires coloniaux, en abordant de manière parallèle l'esclavage des Amérindiens et des Africains, ce que les autres ouvrages sur la question ne font pas. Or c'est bien ainsi que la question s'est posée au XVI<sup>e</sup> siècle. L'autre originalité du livre est d'aborder la question de l'esclavage principalement sous l'angle intellectuel. Contrairement à ce qui a souvent été dit, il n'y a pas de silence pudique de la part de l'Église sur cette pratique, mais au contraire un effort intense pour la justifier sur le plan économique, juridique et théologique.

Les jésuites arrivent en 1549 au Brésil ; les colons, qui recherchent la rentabilisation mercantile du territoire, ont déjà délaissé les rapports de troc pour s'engager dans la réduction en esclavage des Indiens. Les jésuites ont été choisis par le roi Dom João III pour mettre en œuvre la politique indigéniste de la Couronne et moraliser la colonie.

Il existe au Portugal une forme de consensus social sur l'esclavage qui est perçue, depuis le xv<sup>e</sup> siècle, comme la conséquence légitime des guerres de défense de la population portugaise et de ses alliés indigènes. Il existe ainsi quatre titres légitimes de réduction d'autrui en esclavage : la guerre juste, le rachat des condamnés à mort, la vente de soi en cas d'extrême nécessité, la naissance. Cependant, d'emblée, les jésuites sont choqués par le désordre de la colonie et le fait que les colons et le clergé séculier ne respectent pas les titres légitimes et pratiquent toutes sortes d'abus.

Craignant que cette violence ne mette en échec leur politique d'évangélisation, ils dénoncent le caractère illégitime de la plupart des esclaves indigènes.

Parallèlement, les jésuites s'engagent dans la voie d'un pragmatisme économique. La Couronne ne versant pas les modestes aumônes royales, Manuel da Nóbrega fait rapidement le choix de l'autonomie économique de la mission, qui passe par l'achat de « nègres de Guinée », l'achat de bétail et l'engagement dans l'économie sucrière en pleine expansion. Ce recours au travail esclave divise la province, puisque le second provincial est adepte d'une voie ascétique et, surtout, se heurte à l'incompréhension des autorités de l'ordre, à Rome, qui demandent aux jésuites du Brésil de consulter les théologiens du Portugal sur le sujet.

De manière minutieuse, C. Zeron fait le récit de ces divisions au sein de la province et des débats avec le reste de la société. Certains pères, proches des positions des maîtres de moulin à sucre, souhaiteraient étendre les conditions légitimes de réduction d'autrui en esclavage, d'autres au contraire soulignent que la plupart des esclaves de Guinée sont illégitimes et que les enquêtes pour vérifier leur légitimité sont impossibles à réaliser.

La dimension locale, pragmatique et légaliste l'emporte. Les rigoristes sont renvoyés en Europe. Les quatre titres légitimes sont réaffirmés. Les positions romaines sont ignorées. Le lien avec l'Angola est renforcé après la conquête de Paulo Dias Novais à laquelle les jésuites ont participé ; c'est à la fin des années 1570 que l'Angola commence à devenir un important marché fournisseur d'esclaves. Les jésuites de Luanda occupent une place de choix sur ce marché, car ils reçoivent un tribut de 300 esclaves annuels qu'ils peuvent faire passer au Brésil sans payer les taxes royales sur la traite des vivants.

C. Zeron souligne une forme de fuite en avant avec une implication croissante des jésuites dans un système économique de production qui implique toujours plus d'esclaves. Dans les années 1590, Rome autorise les jésuites du Brésil à produire du sucre et valide ainsi l'inclusion de la politique missionnaire dans le système esclavagiste.

Au fur et à mesure de l'engagement dans la voie du pragmatisme économique et de l'esclavage des Africains, la position des jésuites évolue aussi sur les Indiens. Les jésuites n'ont jamais défendu une politique de liberté générale des Indiens, mais restent dans une approche légaliste des titres de réduction d'autrui en esclavage : ils considèrent qu'il y a donc des esclaves indiens légitimes. Mais surtout, ils vont développer l'idée d'une tutelle des Indiens. Déçus devant la difficulté de leur conversion, les jésuites mettent désormais au centre de la politique missionnaire le travail des Indiens, perçu comme une activité non seulement productrice de richesses mais aussi formatrice de la personnalité politique, civile, juridique et religieuse. Sur le plan théologique joue l'idée que la soumission doit être préalable à la conversion. La tutelle modérée est la forme d'autorité réservée aux Indiens. D'un projet antagoniste avec les colons, on passe à un projet jésuite concurrent, d'autant plus que les jésuites bénéficient de nombreux privilèges économiques.

Indépendance économique, recours aux esclaves légitimes indiens et africains, tutelle politique sur les Indiens libres, telles sont les conditions pour une pratique missionnaire adaptée au terrain colonial brésilien. Cette spécificité brésilienne était connue, mais le livre de C. Zeron montre comment l'engagement de la province dans l'esclavage fut le résultat d'un processus tâtonnant fait de débats, de requêtes. Ce ne fut pas une simple *realpolitik* mais le choix raisonné d'une stratégie. Du coup, la justification de cette stratégie par le recours aux autorités (les théologiens du Portugal) est essentielle, comme le montre la formule de Nóbrega : « Plût à Dieu que nous n'allions pas en enfer ! » (citée p. 440).

Les théologiens du XVI<sup>e</sup> siècle ont ainsi répondu aux questions de l'actualité coloniale : sur la nature des Indiens et sur les conditions légitimes de la mise en esclavage. Avant d'aborder les théologiens d'Évora et de Coimbra, C. Zeron expose la pensée de l'École de Paris avec John Mair et surtout l'École de Salamanque avec Francisco de Vitoria et Domingo de Soto. La question de la servitude des Indiens relève d'abord du droit naturel : les Indiens sont-ils les esclaves naturels dont parlait Aristote ? La seconde scolastique avec Vitoria

clôt ce débat sur le droit naturel – d'autant plus que le pape, en proclamant l'humanité des Indiens en 1537, y a mis un terme. La question de l'esclavage est alors abordée en termes de droit positif, en cherchant à déterminer rigoureusement les titres justes et légitimes de la réduction d'autrui en esclavage. De ce point de vue, Indiens et Africains sont traités d'une manière identique.

Ce long détour permet de mieux comprendre la formation des jésuites du Portugal et leur originalité. Car c'est sans conteste le grand apport du livre de C. Zeron de présenter la pensée des théologiens et juristes de la seconde scolastique des universités portugaises : Juan Azpicuelta Navarro, Fernão Perez, Luis de Molina, Fernão Rebello, João Baptista Fragoso. Ces théologiens, tous jésuites, sauf Navarro, lequel a des liens avec les jésuites du Brésil par l'intermédiaire de son neveu, enseignent dans les universités portugaises d'Évora et Coimbra. L'intérêt de leur pensée ne réside pas tant dans leur apport original sur le fond que dans leur commentaire de la réalité et de la politique contemporaines. Ces théologiens insistent plus que leurs confrères espagnols sur l'existence d'une traite légitime avec l'affirmation des fameux titres. Ils vont ensuite analyser la réalité pour examiner si les titres sont respectés dans la pratique effective de la traite.

Ces textes ne restent donc pas dans une approche spéculative, mais ils décrivent précisément les conditions de la première traite ibérique en Afrique à partir des témoignages des missionnaires, des marchands et même des officiers de la Couronne chargés de la taxation de la traite des hommes. Le *De Justitia et Jure* (1594) de Molina est particulièrement intéressant, livrant de véritables reportages sur les conditions réelles de la traite en Afrique, montrant l'ambition inhumaine des parents, l'habileté des trafiquants sans scrupule, la concurrence effrénée des négriers arabes, la faim qui frappe les Africains, l'ambition des négriers portugais, dressant ainsi un tableau illégal et immoral des rapports afro-portugais.

Cette articulation entre pensée théologico-juridique et actualité coloniale est saisissante et très précise. On peut ainsi rapprocher l'ouvrage de C. Zeron du beau livre devenu classique d'Anthony Pagden, *The Fall of Natu-*

*ral Man*<sup>2</sup>. Si les sources étaient en partie les mêmes, le sujet était tout autre, puisqu'il s'agissait de comprendre la révolution intellectuelle en Europe produite par la découverte de l'Amérique et par l'apparition d'une nouvelle humanité. A. Pagden n'analysait pas concrètement les sources d'information des universitaires européens et insistait sur le décalage entre pensée universitaire et monde colonial ainsi que sur l'absence de visées pratiques de ce savoir intellectuel produit en Europe. Sur le sujet précis de l'esclavage, C. Zeron montre une plus grande imbrication du monde colonial et du monde universitaire portugais.

Les conclusions de ces textes aux descriptions audacieuses produits au Portugal sont d'un grand conservatisme. Les théologiens jésuites finissent par conforter la souveraineté des décisions et la justice des actes. C'est là où C. Zeron parle de l'établissement d'une position hégémonique et d'une justification. En privilégiant la légitimité des titres, les théologiens confortent la possibilité d'une traite légitime. La conclusion de Molina est sur ce point surprenante. Les conditions de la traite légitime ne sont jamais mieux réunies que dans la traite jésuite : les esclaves du collège de Luanda sont sûrs car ils proviennent de la guerre juste (à l'origine des *sobas* on trouve le soulèvement illégitime d'anciens alliés des Portugais), la christianisation dont bénéficient les esclaves des jésuites est une compensation au mal de la servitude des corps, conséquence du péché, et une libération de l'âme.

La décision de la couronne portugaise incarnée par Philippe II d'Espagne en 1595 de confier aux jésuites le soin du contrôle des expéditions de descente d'Indiens sur le littoral de la colonie montre que le texte de Molina, paru un an auparavant, a pu avoir une influence réelle sur la politique indigéniste de la Couronne. Ce consensus et la construction d'une production hégémonique sont le fruit d'une stratégie délibérée, d'autres voix avaient prôné des solutions radicales de restitution des esclaves illégitimes.

Les jésuites du Brésil ont donc cherché à établir les bases de leur puissance sur la tutelle politique des Indiens et sur des activités économiques intensives rendues possibles par une main-d'œuvre esclave tant indienne qu'africaine. Cette voie pragmatique est égale-

ment le fruit d'une stratégie intellectuelle et politique. Sans remettre en question cette vision amplement démontrée dans le livre, les choix analytiques du livre font qu'il y a nécessairement des points qui restent dans l'ombre et qui auraient pu être évoqués par référence à une bibliographie récente sur les jésuites du Brésil et sur la société coloniale. On peut citer ainsi le rôle actif des Indiens dans les réajustements des stratégies indigénistes de la Couronne ou des jésuites, la diversité des situations locales dans lesquelles les rapports de force diffèrent grandement, ou la complexité du projet missionnaire où s'articule le projet de salut de l'Indien avec une réflexion sur la vocation et la rédemption du missionnaire.

Ces remarques n'enlèvent rien à l'apport du livre pour l'histoire atlantique des empires coloniaux. À travers cet exemple brésilien, l'on voit comment les jésuites ont tenté de concilier leurs pratiques coloniales avec l'orthodoxie catholique. On peut ainsi avancer l'idée que les sociétés coloniales de la première modernité ne se sont pas construites sur une absence de droit mais sur des constructions intellectuelles sophistiquées, répondant aux demandes de certains acteurs sociaux qui avaient intérêt, pour se justifier aux yeux des autres et s'autojustifier, à être dans le droit.

CHARLOTTE DE CASTELNAU L'ESTOILE

1 - Dauril ALDEN, *The Making of an Enterprise: The Society of Jesus in Portugal, Its Empire and Beyond, 1540-1750*, Stanford, Stanford University Press, 1996, et Luiz Felipe de ALENCASTRO, *O Trato dos Viventes. Formação do Brasil no Atlântico Sul séculos XVI e XVII*, São Paulo, Companhia das Letras, 2000.

2 - Anthony PAGDEN, *The Fall of Natural Man: The American Indian and the Origins of Comparative Ethnology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

### Willem Frijhoff

*Fulfilling God's Mission: The Two Worlds of Dominie Everardus Bogardus, 1607-1647*  
Leyde, Brill, 2007, xxvii-628 p.

Grâce à cette traduction abrégée et revue, un public international peut prendre connaissance de cet important ouvrage paru en 1995 en version originale. Willem Frijhoff est en effet l'un

des plus importants historiens modernistes néerlandais, et ses travaux, nourris de l'influence de ses maîtres, Alphonse Dupront et Michel de Certeau, ont profondément renouvelé l'historiographie culturelle et religieuse des Pays-Bas<sup>1</sup>. Le livre constitue ce que W. Frijhoff appelle une « biographie contextuelle » : son sujet en est Evert Bogaert, un orphelin qui eut des visions mystiques à l'adolescence, avant de devenir prêcheur réformé de ce qui était alors New Amsterdam – la future New York. Ces deux versants de la vie de son personnage se retrouvent dans le plan de l'ouvrage, construit en deux parties. L'auteur, ainsi qu'il l'explique dans un dense prologue consacré à l'expérience mystique de Bogaert, s'est également efforcé de montrer comment les deux phases étaient reliées, en analysant les chemins pris par Bogaert pour découvrir son identité et réaliser sa mission. W. Frijhoff insiste aussi, à juste titre, sur la nécessité d'étudier à la fois les choix possibles pour un individu et les limites imposées à la réalisation de ces choix – une tension qui est au cœur de sa démarche.

La première partie est consacrée à l'enfance et à l'adolescence de Bogaert. À travers une exposition minutieuse, fondée sur des recherches approfondies, W. Frijhoff présente tout d'abord Woerden, la petite ville de Hollande où son personnage a grandi, ainsi que son environnement familial ; ses hypothèses, solidement étayées, restituent de façon exemplaire le cheminement de l'enquête. L'auteur retrace ensuite le contexte culturel, religieux et social des visions de Bogaert : ses influences, les personnages qui l'ont soutenu, en particulier au sein des cercles calvinistes orthodoxes, l'orphelinat dans lequel il a grandi. Les chapitres suivants, tout à fait passionnants, reconstituent la culture biblique, visuelle et musicale de Bogaert, les enjeux théologiques et religieux dans lesquels s'inscrivent ses visions, ainsi que les dimensions sensorielles – jeûne, vision, audition... – de son expérience mystique. W. Frijhoff analyse ensuite le sens de cette expérience pour Bogaert, à la fois comme conversion personnelle et comme appel à la mission, avant de revenir à l'histoire sociale en étudiant la reconnaissance de l'orphelin dans sa communauté et la dissémination de son message à travers l'ensemble des Provinces-Unies par le biais d'un pamphlet.

Dans un intermède, l'auteur s'intéresse à l'année passée par Bogaert comme aumônier des malades en Guinée en 1631. Ce chapitre lui permet de présenter la Compagnie des Indes occidentales (WIC), fondée au début des années 1620 par des marchands néerlandais, en insistant sur sa motivation religieuse, et de relier les deux mondes de Bogaert, en s'interrogeant sur les raisons qui ont poussé son personnage, alors étudiant en théologie à Leyde, à interrompre ses études. Le principal facteur suggéré par W. Frijhoff, à savoir l'idéal théocratique de la WIC, est d'autant plus convaincant que Bogaert avait opté pour la branche orthodoxe du calvinisme, qui promouvait cet idéal.

La seconde partie est consacrée aux années passées par Bogaert comme prêcheur en Amérique. W. Frijhoff étudie tout d'abord son entrée dans le ministère et son identification avec le milieu lettré, attestée par la latinisation de son nom, avant de présenter les « Nouveaux Pays-Bas », et plus particulièrement New Amsterdam, où Bogaert arriva en 1633 : il relève notamment la pluralité confessionnelle et culturelle dans la colonie, au sein de laquelle l'Église réformée servait de lieu de rencontre entre les habitants. L'auteur s'intéresse ensuite au mariage de Bogaert avec une veuve luthérienne d'origine norvégienne, qui fit de lui un colon en l'attachant durablement au Nouveau Monde.

Dans les chapitres suivants, W. Frijhoff étudie les violents conflits qui opposèrent Bogaert aux officiers publics de New Amsterdam, dont il met en évidence les enjeux sous-jacents : d'une part, l'opposition, au sein même de la WIC, entre une faction marchande uniquement intéressée par le commerce avec l'Amérique et une faction favorable à la colonisation intensive des nouveaux territoires ; de l'autre, la confrontation entre deux autorités concurrentes, celle des pouvoirs publics et celle de l'Église, en compétition pour l'exercice du pouvoir dans la colonie. Bogaert, s'il se battit toujours pour la primauté du pouvoir ecclésiastique, devint – après avoir soutenu la faction marchande – un des partisans de la colonisation : une évolution qui alla de pair avec son enracinement dans la colonie. Une troisième ligne de fracture vint se greffer sur ces conflits, lorsque le directeur de la colonie attaqua ses voisins indiens,



déclenchant au début des années 1640 une guerre à laquelle le prêcheur s'opposa.

W. Frijhoff étudie ensuite son travail missionnaire, une dimension évidemment fondamentale de son ministère, et notamment le nombre exceptionnellement élevé de baptêmes et mariages d'esclaves noirs qu'il célébra, avant de présenter son voyage de retour aux Pays-Bas en 1647 – voyage au cours duquel il périt. Dans le dernier chapitre, l'auteur livre quelques hypothèses extrêmement intéressantes sur la vie émotionnelle de son personnage, avant de présenter sa « clé » de lecture de la vie de Bogaert, à savoir son piétisme, qui relie sa vie d'adulte à son expérience mystique, mais qui unit également la colonie à la Hollande du début du XVII<sup>e</sup> siècle. Un épilogue consacré à l'épouse de Bogaert et aux légendes qui se développèrent à son sujet en Amérique clôt l'ouvrage.

Ce livre très riche, dont il est impossible de discuter tous les apports historiographiques, constitue un tour de force méthodologique : en effet, Bogaert n'a pas laissé beaucoup de sources, puisque les récits de son expérience mystique ne sont pas de sa plume et que la majeure partie des documents qu'il écrivit pendant ses années américaines disparut avec lui. Toutefois, l'auteur a réussi à en broser un portrait convaincant et équilibré, en s'appuyant à la fois sur des sources variées – archives notariales, correspondances, généalogies, pamphlets, etc. – et sur une littérature secondaire imposante et parfaitement maîtrisée. Les historiens qui travaillent sur les Pays-Bas, mais aussi tous ceux qui s'intéressent à l'histoire religieuse liront avec profit cette œuvre magistrale et, en particulier, les analyses très riches de l'expérience mystique de Bogaert. Pour les historiens du monde atlantique enfin, ce livre se révèle extrêmement important, puisqu'il met en lumière des aspects fondamentaux, valables au-delà du cas néerlandais : la motivation religieuse de la colonisation à l'époque moderne, les conflits entre des conceptions divergentes du colonialisme, ou encore le métissage à l'œuvre dans les colonies, creusets de cultures et de confessions différentes, mais aussi zones de frontière – et donc de médiation et d'échange – avec les mondes indien et noir.

La « biographie contextuelle » pratiquée par W. Frijhoff représente enfin une contribution essentielle aux débats en cours sur la place de l'individuel et du collectif en histoire sociale.

BERTRAND FORCLAZ

1 - Voir notamment Willem FRIJHOFF, *La société néerlandaise et ses gradués, 1575-1814. Une recherche sérielle sur le statut des intellectuels à partir des registres universitaires*, Maarssen/Amsterdam, APA/Holland University Press, 1981 ; Willem FRIJHOFF, *Embodied Belief: Ten Essays on Religious Culture in Dutch History*, Hilversum, Verloren, 2002 ; Willem FRIJHOFF et Marijke SPIES, *Dutch Culture in a European Perspective*, vol. 1, 1650, *Hard-Won Unity*, Assen, Van Gorcum, 2004.

### Jonathan Schorsch

*Swimming the Christian Atlantic: Judeoconvertos, Afroiberians and Amerindians in the Seventeenth Century*  
Leyde, Brill, 2009, 2 vol., VI-564 p.

Spécialiste de la diaspora séfarade, Jonathan Schorsch a montré sa volonté d'échapper à l'enfermement monographique qui a longtemps caractérisé les *diaspora studies* en s'attaquant aux rapports entre juifs et noirs dans l'Europe moderne<sup>1</sup>. Suivant le postulat d'une histoire atlantique soucieuse d'envisager ensemble les deux rivages de l'océan et de réconcilier Nord et Sud, cet ouvrage fait le pari audacieux d'une comparaison à trois termes : les judéoconvers, descendants des juifs de la péninsule Ibérique convertis à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, les Afro-Ibériques et les Amérindiens. Trois « *subaltern groups* » – le qualificatif choisi est révélateur de la démarche de l'auteur – des empires espagnol et portugais, dont J. Schorsch s'attache à saisir les interactions et les regards croisés. Poursuivant son étude des relations entre juifs et noirs sur la longue durée, il s'intéresse plus largement aux manifestations de l'imaginaire « racial » parmi ces populations « dominées », entre elles et face à l'élite coloniale, au sein du système des *castas*, caractéristique des sociétés impériales ibériques des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles et d'un espace atlantique marqué par le christianisme.

Ces deux imposants volumes présentent d'emblée l'intérêt d'un riche appareil critique

et d'abondantes références documentaires tirées des fonds européens et sud-américains. Le versant africain, et en particulier les colonies portugaises qui ont pourtant suscité plusieurs travaux récents, n'est en revanche que très ponctuellement abordé. Le dispositif est complété par un index général relativement détaillé et surtout par une bibliographie d'une trentaine de pages qui, si elle est essentiellement anglophone, permet cependant de faire le point sur l'historiographie des trois champs concernés.

Les archives inquisitoriales forment l'essentiel du matériau de l'ouvrage. Si le recours à ces fonds pour approcher les populations africaines des empires ibériques n'est pas nouveau, J. Schorsch parvient néanmoins à contourner les pièges de ces documents doublement biaisés (par le notaire du tribunal, par l'accusé lui-même), en s'intéressant moins à la vie religieuse des individus qu'aux relations entre personnes de différentes « castes », les « *racial attitudes* » ou les conduites et les événements dans lesquels on peut deviner l'effet de ces « *racial attitudes* » (p. 82). On contestera la réduction simplificatrice du système ibérique des castes à une forme de racisme anachronique. L'auteur y place les judéoconvers sur le même plan que les métis, alors qu'ils répondent en réalité à la dissociation établie en domaine ibérique, à partir du milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, entre nouveaux et vieux-chrétiens par les statuts de pureté de sang ; une assimilation qu'il justifie de façon lapidaire par une fusion entre les deux systèmes, ne mentionnant que brièvement la question de la *limpieza de sangre* des Amérindiens et des Afro-Ibériques. Hormis quelques éléments fournis en introduction, la définition des principaux concepts utilisés (race, ethnicité...) et des groupes étudiés ne donne pas non plus lieu à une réelle analyse ; la catégorie des Afro-Ibériques apparaît pourtant particulièrement problématique.

L'étude se décompose en neuf chapitres réunis en deux parties d'inégale importance. La première repose sur plusieurs études de cas d'Afro-Ibériques et de judéoconvers, la seconde sur les écrits de « nouveaux-juifs » ayant vécu dans les empires ibériques avant d'intégrer une communauté officielle. Après avoir brossé les contours des processus identitaires des

Afro-Ibériques et des judéoconvers, tout en n'évoquant volontairement les Amérindiens qu'« en passant », à travers un bilan historiographique, J. Schorsch s'attaque aux interactions entre les deux premiers groupes, à partir d'exemples tirés des sources inquisitoriales publiées : alors que les judéoconvers semblent mettre en avant leur statut de blancs, les Afro-Ibériques insistent sur leur catholicité et n'hésitent pas à recourir à la menace du Saint-Office. Tous paraissent de ce fait adopter les conceptions de la société dominante. Ce postulat est exploré, dans le troisième chapitre, à travers la relation nouée dans les années 1620-1630 à Carthagène des Indes entre deux mulâtres, Diego Lopez et Rufina, une esclave, et un chirurgien judéoconvers, Blas de Paz Pinto.

Ce sont les rapports entre maîtres et maîtresses judéoconvers et esclaves afro-ibériques qui sont ensuite examinés : le conflit et la mobilisation du Saint-Office dans les stratégies individuelles de positionnement social ou de revanche des esclaves, d'un côté, l'affection et la loyauté de l'autre, donnant lieu à des pratiques de cryptojudaïsme parmi les esclaves et à des formes de collaboration au sein même des geôles inquisitoriales. Le cas d'Esperanza Rodriguez, née à Séville d'un père judéoconvers et d'une mère esclave africaine, arrivée aux Indes en 1602 et ayant fréquenté de nombreux marranes de Mexico – auxquels elle semble apparentée – jusqu'à son arrestation par l'Inquisition en 1642, permet d'envisager le cryptojudaïsme des Afro-Ibériques, dans les empires comme dans la péninsule Ibérique.

La seconde partie est centrée sur les écrits d'anciens judéoconvers (Daniel Levi de Barrios, Josef Penso de la Vega, Antonio Enríquez Gómez...), convertis au judaïsme dans l'une des congrégations judéo-ibériques européennes pour la plupart, à Amsterdam en particulier. Ces textes, qui datent généralement du XVII<sup>e</sup> siècle, sont d'autant plus intéressants qu'ils échappent au prisme inquisitorial. J. Schorsch montre que le regard qu'ils portent sur les Amérindiens et surtout sur les Africains partage à bien des égards l'imaginaire « racial » du reste de la population. L'auteur s'attache longuement, pour finir, au récit du fameux Aaron Lévi, *alias* Antonio de Montezinos, né au Portugal et passé en Nouvelle-Grenade qui, de passage à

Amsterdam en 1644, déclare avoir rencontré des Indiens judaïsants dans la région de Quito, descendants de la tribu de Reuben, l'une des « tribus perdues » d'Israël. Le texte, publié et commenté par le rabbin amstellodamois d'origine portugaise Menasseh ben Israel, suscite une intense polémique en Europe, tant chez les chrétiens que chez les juifs<sup>2</sup>.

Choisissant de ne pas insister sur les spécificités européennes ou coloniales, voire espagnoles ou portugaises, J. Schorsch privilégie la circulation des modèles et la similarité « structurelle » des relations (p. 10). C'est précisément le large éventail des mises en rapport de groupes habituellement abordés séparément qui fait toute la richesse de l'ouvrage. Il est toutefois dommage que l'étude se concentre quasi exclusivement sur les judéoconvers et les Afro-Ibériques, aux dépens des Amérindiens, moins visibles dans les sources inquisitoriales. On regrette également l'aspect parfois un peu décousu de la réflexion, que l'on doit sans doute imputer aux longues citations d'historiens et de sociologues contemporains ainsi qu'à la genèse du livre, à l'origine issu d'essais distincts, comme l'explique J. Schorsch dans son introduction.

NATALIA MUCHNIK

1 - Jonathan SCHORSCH, *Jews and Blacks in the Early Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

2 - MENASSEH BEN ISRAËL, *Espérance d'Israël*, trad. par H. Méchoulan et G. Nahon, Paris, J. Vrin, 1979.

### Herman L. Bennett

*Colonial Blackness: A History of Afro-Mexico*  
Bloomington, Indiana University Press,  
2011, XVI-228 p.

*Colonial Blackness* traite d'un sujet fondamental mais trop peu abordé par l'historiographie mexicaniste. En effet, privilégiant l'opposition Espagnols-Amérindiens, puis le récit de la construction de la « nation métisse » (hispano-indienne), les historiens mexicanistes ont négligé, si ce n'est occulté, « la troisième racine », terme consacré pour se référer aux sources africaines du Mexique contempo-

rain. Cette attitude explique le nombre très modeste d'études sur le sujet depuis l'œuvre fondatrice de Gonzalo Aguirre Beltrán dans les années 1940-1950. Si ce nouvel ouvrage de Herman Bennett doit sans doute être inscrit dans cette volonté de lutter contre un silence s'apparentant à une sorte de « mort sociale » académique, son propos va bien au-delà. Car l'objectif de H. Bennett, qui rejoint en cela les travaux de Paul Lovejoy, est de restituer aux victimes de la traite et à leurs descendants leur dimension en tant que personnes, sujets donc d'une histoire culturelle et sociale et non, seulement, objets de calculs en termes de force de travail ou de biens échangés dans le cadre du marché esclavagiste.

Bien que l'ouvrage couvre plus d'un siècle et demi (1606-1778), le cadre chronologique choisi privilégie le XVII<sup>e</sup> siècle, défini comme une double charnière. D'une part, cette période voit l'origine des déportés d'Afrique changer radicalement, une claire prépondérance « angolaise » succédant à un XVI<sup>e</sup> siècle où les esclaves déportés de la « côte de Guinée » étaient majoritaires. H. Bennett constate d'autre part que vers 1622, au bout d'un siècle de traite, la majeure partie des esclaves africains introduits en Nouvelle-Espagne était déjà là : les arrivées chutent sensiblement par la suite jusqu'en 1640, année marquant la fin de l'union hispano-portugaise et l'arrêt des importations massives d'esclaves noirs en Nouvelle-Espagne. Ce siècle est donc fondamental pour étudier tant le creuset de nouvelles identités africaines qu'a représenté la Nouvelle-Espagne que la cristallisation de différentes formes de créolité.

Pour l'auteur, le changement géographique et culturel dans la provenance des esclaves africains n'a pas été sans conséquences sur ces processus identitaires, les Afro-Créoles du début du XVII<sup>e</sup> siècle percevant les nouveaux venus d'Angola comme des étrangers. Ni l'expérience de la déportation, ni la condition servile ne semblent suffisantes pour servir de ciment à une identité commune. Pour l'auteur, c'est le christianisme qui rapproche petit à petit ces populations. Parrains, marraines, époux, épouses, témoins et amis réunis par et pour des célébrations religieuses sont ainsi les acteurs de la lente cristallisation de nouvelles communautés d'Afro-Mexicains.

D'où le choix de privilégier les sources ecclésiastiques (registres paroissiaux, enquêtes et dispenses matrimoniales, affaires de bigamie jugées par l'Inquisition, etc.) et de mobiliser les récits de vie comme outil d'analyse. H. Bennett montre ainsi que, si le mariage constitue une bonne mesure de l'existence d'un sentiment d'appartenance ethnique au sein des Angolais par exemple, ce sacrement éclaire également l'apparition de formes d'enracinement local particulièrement marquées chez les Afro-Créoles.

L'encadrement religieux des Africains et des Afro-Créoles fournit en même temps un moyen de déchiffrer l'expression de leurs subjectivités et les traces de leurs vies privées (leur « autonomie personnelle »). Si la question de la discipline des corps renvoie explicitement à Michel Foucault, c'est le Serge Gruzinski des jeunes années qui l'inspire dans sa méthode de lecture des sources ecclésiastiques<sup>1</sup> : H. Bennett cherche ainsi à lire entre les lignes de l'archive coloniale les efforts d'adaptation à la norme déployés par les Afro-Créoles, mais également tout ce que celle-ci révèle de la vie quotidienne, des amitiés, des affinités et du monde social que se sont construits les Africains, esclaves ou affranchis, et leurs descendants. En débusquant les énoncés des Afro-Créoles « capturés » par la documentation espagnole, H. Bennett refuse de considérer l'archive coloniale comme un simple reflet de la position des colonisateurs ou des dominants. Ce faisant, il montre, sans le dire ou le citer, qu'en la matière, les méthodes utilisées par Carlo Ginzburg pour entendre la voix de ceux qui n'ont pas la parole s'appliquent aussi aux « mondes coloniaux ».

H. Bennett cherche par ailleurs à se démarquer d'une bonne partie de l'historiographie dans ce domaine, qui lie directement la question des « identités » africaines à l'expérience de l'esclavage. Pour ce faire, il prend en compte le vécu des Afro-Créoles au-delà de l'expérience servile. Dans le sillage de son précédent livre<sup>2</sup>, l'auteur constate la contradiction existant entre le droit romain (l'esclave comme objet) et le droit canon (l'esclave comme âme digne de salut). Pour H. Bennett, cette contradiction signe l'ambiguïté de l'esclavagisme catholique qui permet de concevoir la possibilité d'une vie privée pour les victimes de

la traite, tout comme un rythme de transmissions relativement continu : au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, le nombre d'affranchis et de Créoles nés libres à Mexico était aussi important que celui des esclaves. L'histoire des Afro-Mexicains ne saurait donc être cantonnée à l'histoire de l'esclavage.

Ce parti pris le démarque de la notion de « mort sociale » définie par Orlando Patterson<sup>3</sup> : la figure d'un être déporté et dépourvu de la protection de sa famille, de sa parentèle ou de sa communauté, et ne connaissant qu'une seule relation sociale, celle de maître à esclave (*natal alienation*), ne parvient pas à rendre compte du vécu des Afro-Mexicains. Pour l'auteur, les univers relationnels familiaux, amicaux ou de co-résidence tissés par les Africains et leurs descendants révèlent les espaces d'autonomie personnelle qu'ils avaient réussi à conquérir. Ces espaces sont autant de fenêtres de liberté – y compris à l'intérieur de la condition servile – qu'un rempart contre l'objectivation que constitue la condition servile. Ils représentent par conséquent les premières expressions d'une « liberté noire » aux Amériques. Or, pour H. Bennett, tout comme la notion de liberté dans la modernité occidentale ne peut être lue séparément de ce que l'expérience de l'asservissement esclavagiste a représenté, l'expérience de la liberté de ces descendants d'Africains, bien avant les formulations des idéologies de la liberté de l'Âge des révolutions, doit également être intégrée à l'analyse. Il ne s'agit pas pour autant d'une approche abstraite ou décontextualisée de la notion de liberté, bien au contraire. Pour l'auteur, si dans l'idée de liberté que l'on voit émerger à travers les exigences des esclaves états-unis ou jamaïcains du XIX<sup>e</sup> siècle, l'accent était mis sur l'importance qu'ils accordaient à une totale autonomie des individus par rapport au contrôle d'autrui, une telle définition aurait été impensable pour les Afro-Créoles de la Nouvelle-Espagne au XVII<sup>e</sup> siècle : cette forme d'autonomie radicale se serait apparentée à une mort sociale. Les liens verticaux et horizontaux au sein desquels ils se trouvaient immergés à l'échelle locale étaient constitutifs de leur manière de penser la liberté.

Le livre, passionnant, est pourtant inégal : si l'auteur convainc lorsqu'il décline de manière

synchronique l'africanité mexicaine, l'évolution de ces formes d'identification dans le temps laisse un certain nombre de problèmes en suspens. Un des objectifs de H. Bennett était de s'attaquer à l'idée reçue selon laquelle, dans le monde colonial, la mobilité sociale prenait le pas sur la formation communautaire : en d'autres termes, qu'une « communauté noire » ne s'y serait pas véritablement développée car la mobilité sociale ascendante aurait été synonyme d'une fuite du groupe « africain ». Si la question est pertinente, elle suppose de définir le groupe en question, ce qui, malheureusement, n'est jamais fait clairement par H. Bennett dans son étude (elle porte en fait sur ceux que les sources présentent comme « noirs » ou afro-métis), alors même qu'il déclare s'intéresser uniquement aux comportements des « Africains » et des « Afro-Créoles » et non à la société coloniale. On peut dès lors se demander sur quoi repose cette « africanité » et, notamment, en quoi une femme ou un homme « mulâtre » serait plus le descendant d'un(e) Africain(e) que d'un(e) Européen(ne) ou d'un(e) Amérindien(ne), et en vertu de quel principe les formes de sa subjectivité et de ses réponses culturelles seraient plus attribuables à son ascendance africaine qu'aux autres composantes de sa généalogie ou de son environnement ? Ne faut-il pas s'intéresser, comme l'auteur le suggère pour les Angolais, au milieu de socialisation des Afro-Créoles avant de décider que leurs spécificités renverraient à leur « africanité » ? Si l'auteur se sert des pratiques matrimoniales des Angolais comme indicateur de la constitution d'un sentiment d'appartenance, pourquoi considère-t-il d'emblée des Créoles socialisés et mariés au sein de communautés amérindiennes (à l'instar du « mulâtre » Juan Luis) comme des « Afro-descendants » ? Ne risque-t-on pas de la sorte d'essentialiser un Africain générique – ce dont H. Bennett se défend par ailleurs – sous prétexte de vouloir mettre en avant ce que d'autres historiens ont systématiquement passé sous silence ? Ce choix « chromatique » est d'autant plus étrange que l'auteur réfute la possibilité d'une solidarité entre Angolais et Créoles descendant d'Africains de « Guinée » sur cette seule base.

Alors que la démarche de H. Bennett invite à s'intéresser au vécu des acteurs, il apparaît

que les parcours des Afro-Mexicains qu'il étudie à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ressemblent, à bien des égards, à ceux des « gens du commun » – métis, Indiens ou Espagnols – au milieu desquels ils vivaient. Si le titre *Colonial Blackness* suggère à tort que le livre contient la réponse à cette apparente contradiction, cet ouvrage n'en demeure pas moins une étude incontournable tant du point de vue théorique que méthodologique.

JEAN-PAUL ZUNIGA

1 - Serge GRUZINSKI, *La colonisation de l'imaginaire. Sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol, XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Gallimard, 1988.

2 - Herman L. BENNETT, *Africans in Colonial Mexico: Absolutism, Christianity, and Afro-Creole Consciousness, 1570-1640*, Bloomington/Chesham, Indiana University Press/Combined Academic, 2003.

3 - Orlando PATTERSON, *Slavery and Social Death: A Comparative Study*, Cambridge, Harvard University Press, 1982.

### Frederick C. Knight

*Working the Diaspora: The Impact of African Labor on the Anglo-American World, 1650-1850*

New York, New York University Press, 2010, xi-229 p.

Frederick Knight pose la question de l'impact du travail africain, agricole et artisanal, dans le développement de l'agriculture américaine, entre les débuts de la colonisation anglaise et la guerre de Sécession. Il s'agit de montrer que les esclaves arrivent en Amérique avec un certain nombre de savoir-faire et de compétences techniques acquis en Afrique, qu'ils intègrent tant dans le travail forcé sur les plantations que dans leurs pratiques privées, et ainsi d'insister sur la contribution apportée par les esclaves à la construction du Nouveau Monde. Les liens entre les pratiques agricoles et artisanales en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale et celles des esclaves noirs américains de l'empire colonial anglo-américain sont ainsi analysés en postulant l'existence d'une cer-

taine continuité entre l'expérience africaine et l'expérience américaine.

Cet ouvrage s'intègre dans l'entreprise plus large de revalorisation du rôle des Africains dans la construction de l'Amérique moderne, longtemps négligé ou minoré. C'est aussi un livre d'histoire atlantique, plus particulièrement centré sur l'Atlantique africain. F. Knight se rattache à un courant des *African American studies* dont l'insistance sur le rôle central des esclaves dans le développement de l'agriculture américaine a soulevé un vif débat, notamment après la publication de *Black Rice*, de la géographe Judith Carney, dans la filiation de laquelle F. Knight s'inscrit clairement<sup>1</sup>. Comme plusieurs historiens (Gwendolyn Midlo Hall, Peter Wood, Daniel Littlefield), cette dernière insiste sur le rôle décisif des savoirs techniques africains dans le développement de la culture du riz dans le Sud des États-Unis. F. Knight s'intéresse à d'autres aspects du travail agricole des esclaves (la culture du tabac, du coton, de l'indigo, les jardins d'esclaves), ainsi qu'à l'artisanat, et met en évidence que l'approche de J. Carney peut légitimement être élargie à de nombreux autres champs, prouvant ainsi d'autant plus que les esclaves africains « ont marqué d'une empreinte particulière le monde anglo-américain » (p. 29).

La démonstration repose sur le constat de l'existence d'une expérience commune africaine antérieure à l'envoi des esclaves aux Amériques. L'auteur part d'une description de la « vie matérielle » en Afrique centrale et de l'Ouest, caractérisée par la maîtrise du travail du fer, du bois, du cuir, de la poterie et des techniques agricoles de production en zone tropicale, notamment de cultures comme le riz, le coton ou l'indigo, ou encore le tabac et le maïs, importés d'Amérique au début de la colonisation européenne. Il confronte ensuite le résultat de cette étude aux cultures d'Amérique, soulignant que les esclaves africains connaissaient déjà la plupart des plantes cultivées sur les plantations coloniales et les travaux artisanaux qu'ils devaient effectuer pour leurs maîtres.

Dans leur pratique quotidienne de l'agriculture dans les plantations, les esclaves pouvaient ainsi se référer à un ensemble de savoirs

qui étaient certainement déjà les leurs en Afrique. Toutefois, ils arrivent dans un environnement transformé en partie par les pratiques des Indiens et des premiers arrivants anglais. F. Knight met en évidence la complexité des transferts et échanges de savoirs et de compétences en Amérique, qui reposent sur la prise en compte conjointe de l'expérience des Indiens, des Anglais, mais aussi des populations des empires français et espagnols, des Africains, ainsi que sur l'importation de techniques asiatiques, en étudiant successivement les cas du tabac, du coton et de l'indigo. Les Africains doivent en réalité intégrer de nouveaux savoir-faire et s'adapter aux nouvelles façons de travailler les cultures de plantes qu'ils avaient l'habitude de traiter autrement. Leur maîtrise de ces nouveaux savoir-faire en fait des travailleurs d'autant plus qualifiés. F. Knight insiste donc à la fois sur la permanence des références à l'expérience africaine et la nécessité d'une adaptation aux contraintes du système de plantation américain, qui repose, au-delà de l'exploitation d'une main-d'œuvre captive, sur une exigence de productivité accrue et une adaptation à la demande du marché européen. De l'étude de l'artisanat, il tire les mêmes conclusions. Il en déduit enfin l'existence d'une contribution significative des esclaves africains au développement de l'agriculture américaine.

D'autre part, se fondant sur l'importation et la culture de produits africains (igname, sorgho, pois), principalement dans les jardins d'esclaves, F. Knight montre que l'importation des savoirs africains ne se fait pas uniquement dans le cadre du travail forcé, pour le seul profit des planteurs qui bénéficient de l'expertise des esclaves habitués à la culture des plantes tropicales. Elle correspond également, en réalité, à la transmission d'éléments de la culture africaine, recomposés à partir de l'expérience américaine – ce que le dernier chapitre, consacré à la place de la nature dans les croyances afro-américaines, contribue, dans un autre registre, à mettre aussi en valeur.

L'étude approfondie du travail des esclaves permet de se représenter clairement l'importance de la maîtrise technique des processus de production, et vient contredire la représentation commune d'un travail des esclaves

reposant uniquement sur la force brute. Le parallèle dressé entre les cultures et les techniques africaines (notamment dans le cas de l'indigo) et américaines renforce l'hypothèse d'une importation en Amérique de savoirs africains au cours de la période étudiée et de leur incorporation dans les pratiques agricoles quotidiennes des esclaves.

Toutefois, la démonstration n'est pas menée à son terme : dans ce travail descriptif, manquent des exemples plus convaincants de la façon dont se produisent concrètement l'importation et le transfert de ces techniques d'Afrique en Amérique et des indices d'une contribution significative des techniques africaines au développement des cultures de plantation, qui auraient pu étayer l'hypothèse de départ de l'ouvrage. En dressant ce parallèle entre techniques africaines et américaines, F. Knight rassemble une série de preuves indirectes renforçant la probabilité d'un lien entre les deux sans jamais vraiment le démontrer, et n'étudie pas vraiment l'impact du travail africain sur l'agriculture américaine et les transferts techniques qui en résultent (en dépit de ses conclusions répétées en ce sens).

Le principal apport de son travail réside plutôt dans l'analyse de l'impact qu'ont les savoirs africains sur la façon dont les esclaves nord-américains font l'expérience de la vie dans les plantations. Centré avant tout sur l'expérience des Afro-Américains, l'ouvrage est une réflexion sur la façon dont ces derniers ont pu, dans un contexte coercitif, préserver une part de leurs savoirs et de leurs connaissances africaines en les réinterprétant à la lumière de leur expérience américaine. Cela apparaît clairement à la lecture de son dernier chapitre qui, autrement, pourrait paraître hors de propos. À cet égard, un chapitre conclusif aurait peut-être mieux mis en évidence la direction du propos, qui se décale peu à peu dans cette perspective.

Par ailleurs, en se centrant sur l'empire anglo-américain, F. Knight met de côté l'historiographie française et espagnole, qui aurait permis une approche comparative et une étude sur les circulations au sein de l'espace américain complétant utilement cet ouvrage.

1 - Judith A. CARNEY, *Black Rice: The African Origins of Rice Cultivation in the Americas*, Cambridge, Harvard University Press, 2001. Pour une présentation des différents courants de l'histoire de l'Atlantique africain aux États-Unis, voir Gunvor SIMONSEN, « Moving in Circles: African and Black History in the Atlantic World », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Coloquios, 2008, <http://nuevomundo.revues.org/42303>. Pour une critique du travail de Judith Canrey, on peut se reporter à l'article de David ELTIS, Philip MORGAN et David RICHARDSON, « Agency and Diaspora in Atlantic History: Reassessing the African Contribution to Rice Cultivation in the Americas », *The American Historical Review*, 112, 2007, <http://www.historycooperative.org/journals/ahr/112.5/eltis.html>.

### G. Ugo Nwokeji

*The Slave Trade and Culture in the Bight of Biafra: An African Society in the Atlantic World*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, XXI-279 p.

Pourquoi les sociétés africaines ont-elles favorablement répondu pendant des siècles à la demande américaine en force de travail, participant à l'exportation outre-Atlantique de millions de captifs ? Ugo Nwokeji s'interroge dans cet ouvrage sur les conditions d'organisation de ce commerce, ses implications politiques, sociales et culturelles, la composition des effectifs exportés en termes d'ethnie et de genre, et les effets de ce commerce sur les sociétés africaines qui y prirent part. L'ouvrage revisite ces questions à partir d'un observatoire privilégié : la baie du Biafra. En dépit de l'absence de grands États centralisés, cette région a eu le triste privilège d'être la troisième région exportatrice de captifs du continent vers l'Amérique. Le commerce de captifs y était organisé par les Aro, dont l'hégémonie a été jusqu'ici expliquée par le rôle joué par l'État qu'ils ont fondé dans une région largement structurée par des systèmes politiques lignagers. En redonnant tout son poids au facteur culturel et en réintégrant les mutations de l'hinterland dans la dynamique globale de l'Atlantique, l'ouvrage d'U. Nwokeji ouvre une perspective nouvelle dans l'étude de la traite des captifs. Il reconsidère la centralité

du rôle de l'État, à laquelle il substitue celle des diasporas marchandes Aro à l'origine d'un système sophistiqué, et efficace, qui a assuré leur suprématie commerciale.

Ce n'est pas l'unique remise en cause de l'historiographie qu'on doit à ce livre. Les études consacrées à la traite atlantique des esclaves ont privilégié les côtes au détriment de l'hinterland, les grandes constructions étatiques centralisées aux dépens des sociétés segmentaires et décentralisées. Elles sont, en outre, influencées par les mémoires des traites esclavagistes, qui opposent le jeu des facteurs externes et internes. L'importance des motivations économiques et des moyens politiques de la traite a également occulté les forces sociales et culturelles comme éléments déterminants de la dynamique d'ensemble. L'ouvrage d'U. Nwokeji questionne ces paradigmes dominants de la recherche. Il bat en brèche l'idée que l'arrière-pays s'est limité au rôle de pourvoyeur de captifs dans un système animé quasi exclusivement par des acteurs côtiers façonnant le marché selon leur propre agenda. Son analyse méticuleuse s'appuie sur une exploitation critique de sources internes, les sources orales, et externes, les sources archivistiques et littéraires de la région, et une discussion des théories élaborées par les spécialistes.

U. Nwokeji concède que le processus par lequel les Aro ont dominé le commerce de l'hinterland est assez connu. Cependant, établir le lien que ce processus a entretenu avec les tendances lourdes de la traite, et mettre en évidence ses repères chronologiques, constituent un tout autre défi. On convient avec lui que la recherche ne pouvait y parvenir tant qu'elle accordait un rôle mineur à l'hinterland, considéré comme un réceptacle passif des impulsions venant de la côte. U. Nwokeji montre que le succès des réseaux du commerce Aro tient, entre autres, à un système de valeurs et à des institutions culturelles qui informent leurs activités entrepreneuriales. La démonstration tourne autour du concept de diaspora marchande, qui a déjà révélé ailleurs son potentiel heuristique<sup>1</sup>. U. Nwokeji s'en sert pour montrer que, tout en conservant des liens forts autour des institutions culturelles et sociales de leur métropole, la diaspora Aro ne s'est pas aliénée le soutien des élites de leurs sociétés hôtes.

U. Nwokeji s'interroge sur la dimension sociale du système marchand Aro : pourquoi les Aro retiennent-ils des captifs dans leur société alors que ce commerce est la base de leur pouvoir et de leur richesse ? Pourquoi en vendent-ils alors que leur organisation sociale est fondée sur l'expansion démographique ? La réponse à ces questions est au cœur de la compréhension du système esclavagiste Aro, et de l'implication de cette société dans la traite atlantique. Chez les Aro, explique U. Nwokeji, les efforts constants en faveur d'une politique de promotion de la croissance démographique, à l'apogée de la traite des captifs, se réfèrent à la notion de *Mmuba* à laquelle U. Nwokeji donne le sens de « prolifération humaine » au service de la prospérité économique. Cette notion permet de rendre compte d'un paradoxe apparent : la facilité des affranchissements dans une société reposant sur la servilité. Les affranchis deviennent alors clients de leurs anciens maîtres et sont encouragés à acquérir de nouveaux captifs, renforçant ainsi le lignage par une croissance du nombre de dépendants. Toutefois, U. Nwokeji souligne que les Aro n'ont jamais eu l'intention de retenir tous leurs captifs. Outre les dimensions économiques et politiques, les décisions de vente obéissaient à des critères sociaux, culturels et idéologiques. Dans la baie du Biafra, comme partout ailleurs en Afrique, le destin du captif ne relevait ni de l'arbitraire, ni du hasard de la fortune individuelle, mais d'une politique délibérée des réseaux marchands Aro.

L'usage méthodique de la *Trans-Atlantic Slave Trade Database*<sup>2</sup> a permis à U. Nwokeji de suivre la dynamique régionale de certaines variables significatives dans l'étude de la traite. Avec la variable du genre, il explique pourquoi la baie du Biafra a exporté une proportion plus élevée de femmes, se distinguant ainsi du reste de l'Afrique atlantique et prenant à contre-pied la demande extérieure. Il cherche l'explication de cette spécificité dans la division sexuelle des rôles dans la production agricole d'une part, et dans l'isolement de la région par rapport aux réseaux transsahariens de commerce qui absorbent plus de femmes que d'hommes d'autre part. U. Nwokeji a alors raison de conclure que les seuls mécanismes du marché ou le jeu des forces politiques – absence ou



non de l'État centralisé – n'expliquent pas les réponses africaines aux sollicitations du monde atlantique.

Le système Aro atteint ses limites avec l'abolition de la traite et les difficultés éprouvées à s'ajuster à la nouvelle donne du XIX<sup>e</sup> siècle. Le passage à l'huile de palme comme principal produit du commerce d'exportation fait de la baie du Biafra le premier producteur mondial de cette denrée. Dans ce contexte, la lutte pour le contrôle de la terre débouche sur une croissance sans précédent de la violence exercée par les seigneurs de guerre qui se libèrent de plus en plus du contrôle de la métropole Aro. Il s'ensuit de nombreuses guerres civiles qui ravagent la région et affaiblissent la société Aro, laquelle tombe en décadence au début du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'intervention conquérante britannique qui reconfigure les relations politiques de la région.

On soulignera la faiblesse quantitative de l'usage de la cartographie, cela d'autant plus que l'auteur étudie des phénomènes inscrits dans l'espace, ou recourt à des données statistiques s'y prêtant. U. Nwokeji a montré de réels talents dans l'approche comparatiste mettant en regard différentes régions du continent dans la traite des captifs. Toutefois, on déplore les rapides généralisations qui simplifient des processus plutôt complexes. U. Nwokeji nie l'absence de tout lien de causalité entre les djihad ouest-africains du XIX<sup>e</sup> siècle et l'abolition de la traite. Même si cette région a connu des guerres saintes avant l'abolition, il reste indéniable que la crise consécutive à la fin de la traite fut une cause majeure des conflits militaires entre leaders musulmans et pouvoirs dynastiques ouest-africains.

Les innovations méthodologiques, et la critique des concepts et théories en cours dans ce champ d'étude, ont permis à l'auteur de redonner toute son épaisseur au sujet africain. L'ouvrage révèle la complexité des initiatives prises par une société africaine de l'intérieur, confrontant les facteurs externes de son histoire et usant des ressources culturelles locales, en tant qu'agent actif d'une histoire aussi dramatique que l'exportation forcée de millions d'êtres humains.

1 - Philip D. CURTIN, *Economic Change in Precolonial Africa: Senegambia in the Era of the Slave Trade*, Madison, University of Wisconsin Press, 1975.

2 - Slavevoyages.com.

### James H. Sweet

*Domingos Álvares, African Healing, and the Intellectual History of the Atlantic World*

Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2011, XVII-300 p.

Au cœur de ce livre se trouve un volumineux document inquisitorial du XVIII<sup>e</sup> siècle, conservé aux archives nationales de Lisbonne, qui traite de deux procès tenus contre Domingos Álvares. Ce personnage originaire du Dahomey, puis envoyé au Brésil comme esclave, était un guérisseur, spécialiste du vaudou, qui fut accusé de sorcellerie et jugé devant les tribunaux de Lisbonne et d'Évora. Cette source permet de reconstruire l'histoire de vie de cet esclave africain, qui se déploie sur trois continents (Afrique, Amérique et Europe) de 1727 à 1748. Il s'agit d'une source précieuse pour aborder les comportements et les savoirs des individus et des groupes subalternes. Les témoignages permettent d'entendre, bien que de manière biaisée, la voix des esclaves, des affranchis, des femmes, bref de tous ceux qui faisaient partie de la sociabilité de cet esclave guérisseur. James Sweet offre un récit à la fois passionnant et provocateur, qui nous interpelle par une réflexion critique sur les manières de faire l'histoire atlantique et coloniale.

Les différentes étapes de la vie d'Álvares (on ne connaît pas son nom africain) structurent le livre et sont parsemées d'événements qui pourraient facilement nourrir une fiction. Bien que cette étude concerne le monde atlantique, à plusieurs reprises elle rappelle la méthode indiciare et la micro-histoire. Cependant, J. Sweet offre davantage ce que lui-même appelle une « histoire feuilletée », une « *layered history* », qui commence au niveau micro d'Álvares, s'intéresse aux spécificités locales et régionales, pour finalement aborder les histoires plus larges de l'Atlantique. Cette « histoire feuilletée » est aussi une « micro-histoire en mouvement », puisque la vie

d'Álvares est inscrite dans l'histoire interconnectée de l'Atlantique et que chaque étape de son parcours est reconstituée et contextualisée par l'auteur. Le lecteur est alors entraîné dans des digressions qui l'éloignent du seul récit de vie, concernant par exemple les critères de sélection des esclaves en Afrique et les conditions du voyage vers l'Amérique ; la cruauté des plantations à sucre du Nordeste brésilien, le quotidien bouillonnant de la ville de Rio de Janeiro et les sociabilités des confréries ; enfin, les péripéties de la marche entre Lisbonne et les villages de l'exil au Sud du Portugal, le long des anciennes routes romaines. Cette démarche se révèle d'autant plus pertinente que les procès de l'Inquisition présentent des lacunes. L'auteur a dû mobiliser de nombreuses sources archivistiques et une bibliographie très diversifiée pour arriver à remplir les blancs du procès. Dans l'ensemble, ce sont les premiers temps en Afrique qui sont les plus difficiles à reconstituer. On sait notamment qu'Álvares avait subi les rites d'initiation puisque son corps présentait les marques du passage à l'âge adulte, qui sont décrites lors des procès. Mais les renseignements sur son entraînement spirituel pour devenir chef de la communauté font défaut. J. Sweet a donc tenté de reconstituer la formation d'Álvares en Afrique en croisant les sources européennes avec les traditions orales du Dahomey et l'examen des termes spécifiques Fon-Gbe qui apparaissent dans les documents de l'Inquisition. Cette méthode permettrait selon lui de déceler, dans les voix et les actions des acteurs, leurs expériences en Afrique. Par ce biais, s'enrichit notre connaissance sur la vie des esclaves en Amérique, mais aussi en Afrique. Cette méthode permet à l'auteur de conclure qu'en 1728, Álvares était déjà un chef politique et spirituel assez puissant au sein de sa communauté.

L'association entre l'histoire intellectuelle de l'Atlantique et l'histoire de vie d'un Africain mis en esclavage constitue le grand défi de ce livre. J. Sweet soulève très vite une controverse concernant l'histoire atlantique, et questionne l'utilisation d'un appareil conceptuel trop marqué, selon lui, par les catégories européennes et américaines. Tel est le cas des notions de « Créole atlantique », de « chrétiens africains » ou d'« Eurafriens », très répandues

dans l'historiographie récente<sup>1</sup>. Bien qu'il reconnaisse l'importance des études qui, ces dernières années, ont souligné l'appropriation des institutions européennes et impériales par les Africains, J. Sweet considère que l'intégration des perspectives historiques africaines est encore minoritaire, parce que les historiens ne reconnaissent pas ces catégories africaines comme pertinentes pour l'analyse de l'Atlantique. Par définition, les Africains sont généralement vus sur le chemin de l'euro-péisation et de l'américanisation, en dialogue avec les institutions et les idées européennes, mais très rarement africaines. Ils sont intégrés de manière mécanique dans le processus historique qui est prédéterminé par les limites de l'empire et du colonialisme européens. L'histoire atlantique est limitée au processus colonial européen et ne prend pas suffisamment en compte la dimension africaine. Cet effacement des catégories et des savoirs africains réduit l'histoire de l'Atlantique à un anachronisme européen-américain : la seule histoire d'un Atlantique noir à raconter est celle où les aspirations des Africains sont exprimées à travers le langage et les institutions coloniales européennes et américaines. De ce fait, dans le cadre du développement de l'épistémè atlantique, beaucoup des questions qui animaient les histoires de l'ancien monde impérial et colonial sont simplement recyclées dans un appareil conceptuel qui continue de privilégier les connexions européennes et américaines.

J. Sweet poursuit son raisonnement en déclarant qu'au contraire, les Africains qui font partie du monde atlantique transportent leurs propres catégories. L'auteur met en exergue l'impact des institutions et des idées africaines dans la construction des Amériques, et fait remarquer, par exemple, que pendant trois siècles, une partie des Africains qui a été mise en esclavage n'a pas appris les langues européennes. Leurs histoires offrent des formes alternatives de pensée et méritent d'être racontées de façon à rendre visible la polysémie du monde atlantique en construction. L'auteur pousse l'argument jusqu'à affirmer l'existence d'un discours politique alternatif au discours colonial. Álvares en est l'exemple : son discours politique de la santé et de la guérison est une alternative au discours impéria-

liste : il s'agit d'un discours de résistance. La démarche de J. Sweet se révèle sans aucun doute pertinente. Cependant, il faudrait rappeler l'importance du travail de John Thornton qui, dans les années 1990, a justement insisté sur cette dimension africaine de la construction de l'Atlantique<sup>2</sup>.

J. Sweet se propose ainsi de déceler la manière dont les catégories africaines ont participé à la construction du monde atlantique et cela, au moins, par trois biais : en reconstituant l'univers culturel et intellectuel d'Álvares, en identifiant des phénomènes de continuité entre la région du Dahomey et les sociabilités des communautés d'esclaves au Brésil, et, finalement, en saisissant la manière dont les catégories africaines modifient les catégories européennes. Quelques exemples permettent d'illustrer cette triple démarche. Lorsque Álvares a quitté le Dahomey, il était déjà initié et possédait des savoirs qui dépassaient largement ceux de la majorité des Africains. En ce sens, l'auteur considère qu'il était beaucoup plus un « intellectuel public » qu'un travailleur. En même temps, J. Sweet défend que son expérience africaine de l'exil, à la suite de la défaite devant le Dahomey, l'avait conduit à un destin insaisissable, mais pas à la « mort sociale », puisqu'il cherchait constamment à reconstituer sa communauté. Il était polyglotte, polythéiste, et flexible dans sa compréhension de la parenté : « ces outils lui seraient toujours utiles, n'importe où il irait » (p. 26). C'est une façon de dire que la mise en esclavage n'implique pas, comme il est généralement admis, la « mort sociale ».

Cependant, son savoir et son pouvoir étaient contingents, puisqu'ils dépendaient de l'existence d'une communauté de fidèles. Une des clés qui explique la formation des nouvelles communautés de guérison au Brésil est le fait que la « *língua geral* », parlée au Dahomey, à Ouidah, chez les Mahi et dans les provinces voisines (que l'auteur appelle une langue africaine créole), devient au XVIII<sup>e</sup> siècle la « *lingua franca* » de nombreuses communautés d'esclaves au Brésil. À Rio de Janeiro, cette communauté s'élargit et concerne un large éventail de personnes : des esclaves, des affranchis, des mulâtres et des membres de la société coloniale. Les maîtres d'esclaves

venaient aussi dans le *terreiro* (l'espace rituel), ce qui représentait un remarquable renversement de la hiérarchie raciale et sociale. Tout son parcours est ainsi décrit comme une lutte pour la reconstitution de cette communauté de guérison. Les pages sur l'exil au Sud du Portugal, lorsqu'Álvares abandonne son métier de guérisseur et s'engage dans la découverte des trésors romains, dévoilent cette impossibilité de reconstitution de la communauté. Rien ne pouvait modifier son statut social d'exilé, de paria et d'exclu.

Loin de l'obsession de la catégorisation ethnique et des étiquettes, J. Sweet montre que la pluralité des critères d'identification et d'auto-identification des Africains, esclaves ou affranchis, commençait par se poser en Afrique et se transmettait au Brésil. Certains Africains s'identifiaient premièrement avec leur village d'origine. Ainsi, les couches successives d'identité pouvaient fonctionner concentriquement depuis la « parenté natale » jusqu'aux signifiants méta-ethniques tels que l'appartenance à la communauté Mahi ou à une région de provenance, comme la « Costa da Mina ». Quand un esclave arrivait au Brésil, quel sens cela avait pour lui d'être appelé Mina ? Selon le témoignage d'une esclave, il s'agissait d'une désignation imposée par les marchands portugais, qui gommait les critères d'identification beaucoup plus ciblés et opératoires entre les esclaves. Les catégories coloniales étaient jugées trop générales : « on est censé être originaires de la même 'Costa da Mina', cependant je suis de la nation Arda et Domingos vient de Cobú. Ce sont des terres différentes » (p. 57).

Enfin, l'auteur nous donne une explication de l'africanisation de la religion catholique au Portugal. Álvares explique rationnellement ses capacités de divination devant les inquisiteurs, en avouant qu'il était capable de trouver l'origine des sorcelleries parce que les sorciers, connaissant son prestige, venaient lui raconter leurs procédures. Mais les inquisiteurs refusèrent ses explications, affirmant qu'au contraire, il possédait, de fait, des pouvoirs extraordinaires. L'Église, en réduisant les religions africaines aux interventions diaboliques, ouvrait la porte à une africanisation de la religion chrétienne.

Par cette opération de rétablissement des catégories africaines au cœur du discours histo-

rique sur la construction du monde atlantique, J. Sweet se propose d'élaborer une histoire intellectuelle de l'Atlantique. Elle n'est pas due aux acteurs européens ou occidentalisés, mais aux Africains qui, ayant été formés en Afrique, empruntent les routes et parcourent les paysages coloniaux.

CATARINA MADEIRA SANTOS

1 - Ira BERLIN, « From Creoles to African: Atlantic Creoles and the Origins of African-American Society in Mainland North America », *The William and Mary Quarterly*, 53-2, 1996, p. 251-288; John K. THORNTON et Linda M. HEYWOOD, *Central Africans, Atlantic Creoles, and the Foundation of the Americas, 1585-1660*, New York, Cambridge University Press, 2007.

2 - John K. THORNTON, *Africa and Africans in the Making of the Atlantic World, 1400-1680*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

### Madeleine Dobie

*Trading Places: Colonization and Slavery in Eighteenth-Century French Culture*  
Ithaca, Cornell University Press, 2010,  
xv-336 p.

Ce livre renoue avec la critique historiographique et littéraire qui remet en cause le rapport de la culture française de l'époque moderne à la traite des noirs et à leur esclavage. Madeleine Dobie se saisit notamment du problème du « silence » que cette culture aurait entretenu sur le système esclavagiste dans les colonies françaises. Pour ce faire, elle mobilise le concept de « déplacement », qu'elle a utilisé dans son précédent ouvrage<sup>1</sup>, et qu'elle emprunte à la notion freudienne de *Verschiebung* (le mécanisme par lequel la psyché humaine esquive le contenu qui trouble la conscience en lui substituant, dans les rêves, une représentation moins angoissante).

Adapté « souplement » au champ littéraire, cet outil analytique permet à l'auteur de repérer un double processus de « déplacement » dont l'esclavage aux colonies françaises fait l'objet à l'époque moderne. D'abord, le regard est détourné vers l'exploitation des esclaves dans un monde plus exotique et moins embarrassant pour la conscience européenne, notamment l'Orient, terre du « despotisme ». En

outre, la présence des esclaves aux colonies est évacuée par le biais de descriptions davantage focalisées sur les « sauvages » que sur les « nègres ». Par l'effet de ce double système de représentation, l'esclavage aux colonies françaises aurait constitué une véritable zone d'ombre dans la culture nationale, et ce, jusqu'aux années 1760.

Faire la lumière sur le silence culturel qui a occulté l'esclavage comporte des défis majeurs, notamment celui d'écrire l'histoire d'un non-dit. *Trading Places* ne se veut pas une « histoire négative » (p. 9 et 32). Néanmoins, dans la mesure où M. Dobie interroge les textes sur l'esclavage à travers la question des colonies françaises – même au-delà de leur contenu explicite, et ce, pour montrer que, finalement, ces textes n'ont pas saisi le monde colonial, ou ne l'ont pas mis en question –, l'histoire qu'elle écrit est « négative », comme l'analyse linguistique le prouve<sup>2</sup>.

Adoptant cette lecture « en contre-fil » (p. 156), *Trading Places* explore différents types de discours : les textes des philosophes, les récits de voyage, les histoires des colonies, les romans et les pièces de théâtre qui mettent en scène les esclaves. Deux chapitres révèlent en outre que le « déplacement » du système esclavagiste colonial concerne aussi les produits qui pénètrent dans la métropole (le mobilier, le coton, les couleurs). Ceux-ci ne portent, en effet, aucune trace de l'identité de leurs producteurs, mais abusent le public par des décors ou des appellations pseudo-orientales.

L'analyse ponctuelle que l'auteur propose des (non-)représentations de l'esclavage mériterait une discussion analytique qui n'a pas sa place ici. On se limitera donc à quelques remarques générales sur les éléments caractérisant *Trading Places*.

D'entrée, cette étude s'engage dans une déconstruction radicale du prétendu discours anti-esclavagiste du XVIII<sup>e</sup> siècle (assimilé à un produit historiographique créé *a posteriori* par le rassemblement de textes fragmentés en sous-estimant leurs zones d'ombre). Or, M. Dobie a raison d'insister sur le fait que les philosophes ne sont pas unanimes dans la condamnation de l'esclavage, et ceux qui le critiquent – à l'instar de Montesquieu et du Chevalier de Jaucourt – ne sont pas conséquents : ils ne vont pas jusqu'à mettre en cause

le monde colonial. Néanmoins, l'analyse de leurs textes paraît parfois poussée jusqu'à l'anachronisme, comme si la démarche de déconstruction de l'anti-esclavagisme entraînait une interprétation diamétralement opposée. Pourquoi greffer sur les critiques que Montesquieu avance contre l'esclavage en 1748 la justification du système esclavagiste des colonies que Jean-François Melon donne dans son *Essai politique sur le commerce* en 1734 ? Si le renversement chronologique de ces textes est revendiqué comme une démarche utile pour faire ressortir les points faibles du discours de l'*Esprit des lois*, une lecture respectueuse de leur enchaînement historique aurait permis de saisir la rupture opérée par Montesquieu avec les discours esclavagistes – bien que sa position critique puisse se révéler limitée par rapport à nos attentes.

L'analyse des pièces de théâtre et des romans épistolaires semble adopter la même démarche. Certes, cette littérature met en scène l'esclavage surtout en Orient ou dans l'Amérique espagnole (*Lettres de Zéila, jeune sauvage, esclave à Constantinople, à Valcour, officier français* par Claude-Joseph Dorat, *Alzire ou Les Américains* de Voltaire, *Le philosophe anglais, ou Histoire de M. Cleveland, fils naturel de Cromwell* de l'abbé Prévost), ou tout au plus évoque-t-elle les établissements français en Afrique ou dans les îles Mascareignes (Jacques-Henri Bernardin de Saint-Pierre). Pour autant, la signification explicitement anti-esclavagiste du *Cleveland*, et des écrits de Bernardin de Saint-Pierre, est bien signalée par l'auteur. Le lecteur s'attendrait par conséquent à ce que la posture critique de ces textes soit aussi prise en considération et articulée à l'analyse du non-dit sur l'esclavage. Toutefois, M. Dobie fait de l'insuffisante représentation des colonies atlantiques le dénominateur commun de cette littérature réticente, dans laquelle elle inscrit aussi les textes d'Olympe de Gouges et de Jean-François de Saint-Lambert. La distance est remarquable, à cet égard, avec l'étude de Christopher Miller qui peint un tableau varié des différents positionnements de la culture moderne envers l'esclavage, relevant de la complicité, de l'acceptation implicite, de la bonne conscience, mais aussi de l'attention à ce problème, et parfois de la critique ouverte<sup>3</sup>.

Le dernier chapitre de l'ouvrage saisit la montée des polémiques dont l'esclavage aux colonies fait l'objet dans la culture française à partir des années 1760, qui marquent sans aucun doute un tournant. M. Dobie s'attache à montrer qu'il subsistait une hésitation à condamner l'esclavage sur des bases morales, les critiques s'appuyant de manière prioritaire sur les raisons économiques. Cette attitude proviendrait du fait que la culture moderne n'ose pas encore se confronter à la vraie nature de l'esclavage. On remarque quand même que, parmi les passages cités (à l'instar d'une belle lettre de Anne-Robert-Jacques Turgot à Pierre Samuel Dupont de Nemours), certains montrent que les économistes ne sont pas dupes des limites des arguments qui s'attaquent à prouver la non-rentabilité du système esclavagiste – ceux-ci n'arrivant notamment pas à convaincre les planteurs. Confronté à ces limites, Turgot semble faire preuve de lucidité morale plutôt que de « déplacement » du regard en ce qu'il souligne qu'en dépit de toute vue utilitaire particulière, l'esclavage est une « abominable injustice ».

Qu'il soit permis, enfin, d'avancer quelques réflexions sur ce concept de « déplacement ». Celui-ci se révèle un outil analytique extraordinaire. Cependant, il a peut-être ses limites : la nature psychologique du processus qu'il décrit est difficile à dégager à partir de la simple lecture « en contre-fil » des textes. Ce concept aurait pu, par conséquent, être articulé à d'autres facteurs qui expliquent les formes de non-représentation de l'esclavage colonial, autrement que par un processus de mise à distance provoqué par l'embarras ou la difficulté à conceptualiser ce phénomène. Quelle serait ainsi la part de l'intérêt économique dans le processus de dissimulation de l'esclavage dans les colonies ? M. Dobie rappelle que les produits « orientaux » se vendaient à un prix plus élevé que les marchandises provenant de l'Occident. De même, des boiseries envoyées de l'Atlantique étaient décorées « à l'orientale » : comment alors distinguer l'intérêt économique de la censure morale ?

En outre, l'application de cet outil analytique aux récits de voyage et aux histoires coloniales – l'interprétation de M. Dobie se distingue, à cet égard, de celle proposée

par Doris Garraway<sup>4</sup> – rencontre des difficultés non négligeables : le système esclavagiste dans les Antilles françaises fait l'objet de descriptions détaillées, notamment dans l'*Histoire générale des Antilles habitées par les Français* de Jean-Baptiste Du Tertre et dans le *Nouveau voyage aux îles de l'Amérique* de Jean-Baptiste Labat. Ainsi, ce dernier livre un récit ponctuel des risques de mutilation, voire de décès, des esclaves à cause des accidents de travail auxquels le rythme de leur journée et la privation de sommeil les exposent. Et Labat ne passe pas sous silence les châtiments qu'ils subissent. Il s'agit, bien sûr, de descriptions apologétiques et moins fréquentes que les réflexions sur les « sauvages ». Mais cela suffit-il pour conclure que ce récit, en dépit de son réalisme, produit l'effet d'un « déplacement », voire qu'il contribue à maintenir le silence ou l'ignorance sur le système esclavagiste dans les colonies ?

*Trading Places* passionnera sans aucun doute ceux qui, estimant que tout ce qu'on pouvait dire contre les formes de l'esclavage au XVIII<sup>e</sup> siècle n'a pas été dit en son temps, se refusent à établir des filiations linéaires entre la culture moderne et la nôtre. Il sera peut-être une lecture moins captivante pour ceux qui s'efforcent de saisir les nuances au milieu des différentes facettes de cette culture moderne.

MARCO PLATANIA

1 - Madeleine DOBIE, *Foreign Bodies: Gender, Language, and Culture in French Orientalism*, Stanford, Stanford University Press, 2001, p. XII, 4-5, 17-20 et 38-43.

2 - À titre d'exemple : « When we begin to consider Bernardin's staging of slavery from the perspective of what it doesn't represent [...] » (p. 59) ; « Du Tertre does not fundamentally question [...] » (p. 133) ; « [...] Labat does not challenge this perspective » (p. 144) ; « Cleveland does not make the connection » (p. 157) ; « this colonial order is not represented » (p. 161) ; « There is no discussion of what [...] » (p. 165).

3 - Christopher L. MILLER, *The French Atlantic Triangle: Literature and Culture of the Slave Trade*, Durham, Duke University Press, 2007.

4 - Doris GARRAWAY, *The Libertine Colony: Creolization in the Early French Caribbean*, Durham, Duke University Press, 2005.

### Jeremy D. Popkin

*You Are All Free: The Haitian Revolution and the Abolition of Slavery*  
Cambridge, Cambridge University Press, 2010, xv-422 p.

*You Are All Free* raconte l'histoire de la première abolition de l'esclavage telle qu'elle fut déterminée par la période politique du temps. Partant de la constatation que « le monde actuel aurait un tout autre visage » si « une poignée de chefs politiques » (en particulier George Bush junior) n'avaient pas déclenché la guerre d'Irak, Jeremy Popkin en arrive à douter de l'importance des « grandes forces impersonnelles (structures sociales, paradigmes culturels, discours intellectuels) » dans les évolutions historiques. Il souligne au contraire l'importance « des individus, des cadres temporels courts et des événements contingents » (p. x). Comme il le rappelle souvent dans cet ouvrage, l'abolition de l'esclavage n'était ni « inévitable », ni « la simple conséquence logique de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen » (p. 19). Dans ce récit, ni les esclaves, ni les hommes de couleur, ni les commissaires civils de Saint-Domingue, ni les jacobins en métropole (à de rares exceptions près) n'envisageaient l'abolition générale et immédiate de l'esclavage. Puisqu'aucun de ceux qui furent engagés dans l'émancipation des esclaves ne semble avoir souhaité ce dénouement, on comprend que J. Popkin se soit intéressé de près à des choix spontanés provoqués par des événements inattendus.

J. Popkin étudie l'histoire révolutionnaire de Saint-Domingue afin de comprendre ses répercussions en France et en Amérique. Il s'intéresse avant tout à l'histoire du décret français d'émancipation de 1794. Les événements et les personnages qui ont acquis une valeur emblématique dans l'histoire nationale des origines d'Haïti ont une importance secondaire dans ce récit. Malgré son ampleur, le soulèvement des esclaves de 1791 dans le Nord de Saint-Domingue retient peu l'attention de J. Popkin qui affirme qu'il n'a joué qu'un rôle indirect dans la décision des législateurs français de libérer les esclaves par décret deux ans et demi plus tard.

Au lieu de la révolte, l'auteur considère l'incendie, en juin 1793, de Cap-Français, la

ville portuaire du Nord, comme la cause directe de l'abolition de l'esclavage par la Convention. En mettant en avant la destruction du port colonial, le livre de J. Popkin poursuit la réflexion initiée dans son précédent ouvrage qui relatait non seulement la révolte des esclaves de 1791, mais aussi la métamorphose du Cap en un terrifiant théâtre de pillages et de tueries<sup>1</sup>. En provoquant l'exode des Blancs, la destruction du Cap entraîna la disparition soudaine de la majorité de l'élite des planteurs, de la classe administrative et des forces militaires de la colonie. Alors qu'ils tentaient de repousser l'assaut de milliers de marins, les commissaires civils de Saint-Domingue prirent l'initiative décisive d'offrir la liberté aux esclaves qui acceptaient de défendre la ville. Pour J. Popkin, l'abolition ultérieure de l'esclavage par les commissaires à travers un décret local (en août et octobre 1793) et le décret général de la Convention (en février 1794) sont la conséquence de ces événements.

En reconsidérant les mobiles qui se cachent derrière l'attaque du Cap, l'ouvrage revient sur une lecture erronée de l'histoire de Saint-Domingue. L'assaut sur la ville est généralement considéré comme un projet royaliste. J. Popkin montre, au contraire, que les assaillants sont des sans-culottes enthousiastes, emmenés par un général républicain d'origine noble, François-Thomas Galbaud, dont la loyauté envers le régime révolutionnaire demeura inébranlable. Envoyé à Saint-Domingue par le Comité de salut public pour remplir la charge vacante de gouverneur, le général Galbaud attaqua le Cap-Français pour défendre l'État révolutionnaire, et non le renverser.

J. Popkin dépeint l'idéologie des esclaves rebelles comme contre-révolutionnaire. Il rejette l'hypothèse de Laurent Dubois selon laquelle une conception française des droits naturels est au cœur du soulèvement. J. Popkin constate au contraire que les rebelles envisageaient la liberté en termes individuels, non universels, et n'hésitaient pas à vendre leurs camarades comme esclaves en échange « de mousquets et de poudre » (p. 49). Dans sa vision des esclaves, J. Popkin suit David Geggus qui insiste également sur le royalisme et la religiosité des esclaves rebelles, dont la vision politique s'apparentait à celles des prêtres qui leur

servaient de scribes. Même après le décret du 21 juin 1793, les chefs rebelles demeurèrent, selon lui, hostiles aux « principes de la Révolution française », « aux Français et à leur politique » (p. 275).

J. Popkin décrit la population libre non-blanche de Saint-Domingue comme un groupe qui ne s'identifiait pas aux esclaves et ne cherchait pas non plus à obtenir leur affranchissement. Ils restèrent « au mieux mitigés à propos de l'abolition de l'esclavage » après 1789 (p. 187). J. Popkin suggère qu'ils étaient plus proches des blancs que des esclaves, jusqu'à ce que la haine raciale entre blancs et noirs n'explode « après le début de la Révolution française » (p. 117). J. Popkin extrapole à partir du cas des membres les plus privilégiés de la classe libre non-blanche pour décrire l'ensemble du groupe comme clairement distinct des esclaves, tant en ce qui concerne le statut que les idées et même l'apparence physique (ici les hommes libres sont toujours des mulâtres). Des documents notariés de Saint-Domingue et d'ailleurs montrent pourtant que ces catégories sociales étaient bien plus complexes et ambiguës qu'il ne l'affirme. Comme J. Popkin lui-même le constate, esclaves et hommes libres vivaient côte à côte dans le quartier noir du Cap-Français (Petite Guinée), où aucun blanc n'osait s'aventurer. Surtout, le portrait des catégories sociales de J. Popkin ne nous permet pas de comprendre ni Toussaint Louverture, homme libre au moment de la révolte, qui s'engage pour les esclaves, ni le Sénégalais Mars Belley, futur député à la Convention, également libre avant 1789.

D'après J. Popkin, la population du Cap sous l'Ancien Régime était comparable à Boston, avec peut-être 18 500 habitants, dont 10 000 étaient des esclaves et 1 800 des personnes libres non-blanches. Selon les statistiques de J. Popkin, 6 000 habitants non-blancs du Cap périrent en juin 1793. Or pas un seul noir ne meurt de la main d'un blanc dans cette analyse du « conflit urbain le plus meurtrier de toute l'histoire des Amériques » (p. 2). Les textes qu'il utilise pour reconstituer cet événement décrivent un pogrom anti-blanc durant lequel « aucun blanc n'osait montrer son visage », tandis que les esclaves et les hommes libres, armés de machettes, allaient de porte en

porte (p. 215). Pendant ce temps, les soldats blancs décidèrent de contourner complètement le quartier noir et s'enfuirent en bateau afin d'éviter une confrontation avec la nouvelle armée esclave. Bien que les chroniqueurs blancs fassent vaguement allusion à une bataille entre des blancs et « un flot régulier de noirs arrivant dans la ville », J. Popkin affirme que les noirs ne montèrent jamais un assaut organisé contre les troupes de Galbaud. Au lieu de cela, ils « se dispersèrent dans le chaos général qui s'étendit dans la ville » et se livrèrent au pillage. Résumant les dégâts subis par la ville, il constate que « les noirs [...] étaient tombés comme victimes de la conflagration, ou avaient trouvé refuge en dehors de la ville » (p. 228). Que veut-il dire par « conflagration » ? Ont-ils été brûlés vifs ? 6 000 personnes noires et métisses ont-elles été immolées par le feu pendant que des soldats blancs, des administrateurs et des marins s'enfuyaient ? En l'absence de détails sur le destin des habitants non-blancs du Cap, nous n'avons de cet incident sanguinaire qu'une image brouillée.

Alors que les précédents historiens de Saint-Domingue s'étaient focalisés sur des actions d'esclaves, peu visibles dans les archives, J. Popkin a choisi l'événement qui a laissé le plus de traces écrites grâce aux mémoires de blancs lettrés qui avaient fui aux États-Unis. À ces récits, J. Popkin ajoute des documents issus des archives du Comité des colonies et des journaux de l'époque. Ces sources permettent de reconstruire les pensées et les actions des administrateurs, des réfugiés et des lobbyistes influents travaillant au profit des planteurs ruinés dans le Paris révolutionnaire. J. Popkin fait un usage remarquable des sources archivistiques lorsqu'il décrit le climat politique tendu de Paris au moment de l'émancipation des esclaves en 1794. Toutefois, ayant choisi de se passer des sources notariales, municipales et des registres d'état civil du Cap, J. Popkin se révèle incapable de donner un visage aux citadins non-blancs lors de la destruction, à laquelle ce livre attache tant d'importance.

Alors que J. Popkin commence par prôner la responsabilité d'une « poignée de dirigeants politiques » dans la transformation du monde, l'ouvrage remet en cause la capacité des indivi-

du à agir comme des agents volontaires du changement historique. J. Popkin affirme ainsi que l'abolition de l'esclavage ne fut pas le résultat des « intentions conscientes et des actions des acteurs concernés » (p. 6). Cet ouvrage est un manifeste anti-théorique qui met en avant la puissance du hasard et des circonstances (la force des choses) dans le changement politique, au détriment des individus et des événements.

Le choix que fait J. Popkin d'omettre l'étude des « structures » et des « processus » affaiblit la portée de son affirmation concernant l'importance de la destruction du Cap. Un événement n'est décisif que lorsqu'il transforme quelque chose, à savoir les structures de vie, qu'elles soient sociales, politiques, culturelles ou économiques. Il est évident que les événements du Cap en juin 1793 ont eu d'immenses conséquences pour la structure coloniale du pouvoir. J. Popkin a ramené cet épisode, longtemps négligé, à l'attention des historiens. Toutefois, l'exploration du sens de cet événement est impossible sans avoir recours à une certaine forme d'analyse structurale.

MIRANDA SPIELER

Traduction de CÉCILE D'ALBIS

1 - Jeremy D. POPKIN (éd.), *Facing Racial Revolution: Eyewitness Accounts of the Haitian Insurrection*, Chicago, University of Chicago Press, 2007.

**Seymour Drescher  
et Pieter C. Emmer (éd.)**

*Who Abolished Slavery: Slave Revolts and Abolitionism: A Debate with João Pedro Marques*

New York, Berghahn Books, 2010,  
VIII-208 p.

Ce petit livre cherche à lancer un débat : des révoltes d'esclaves ou des abolitionnistes, qui est vraiment à l'origine de l'abolition de l'esclavage ? L'ouvrage est composé de la traduction d'un texte polémique de João Pedro Marques, historien de l'abolition portugaise, « *Slave Revolts and the Abolition of Slavery: An Overinterpretation* », suivi d'une série de



courtes réponses rédigées par des spécialistes du champ de l'esclavage et de l'abolition atlantiques. L'ouvrage se clôt par une ultime réponse de J. Marques qui constate que sa thèse a bien résisté aux commentaires de ses collègues.

Quelle est-elle ? J. Marques considère que l'UNESCO, divers groupes consacrés à la mémoire de l'esclavage, mais également des historiens, ont cherché ces dernières décennies à imposer l'idée que les esclaves rebelles auraient été les acteurs les plus importants de l'abolition de l'esclavage telle qu'elle s'est déroulée en Europe et dans les Amériques, du milieu du XVIII<sup>e</sup> à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais J. Marques estime que cette position ne peut être démontrée. Si les esclaves ont toujours résisté, ils ne cherchaient qu'à obtenir leur propre liberté, et non celle de toute la population servile. Ce qui a permis l'abolition, c'est bien l'émergence du mouvement abolitionniste dans l'Europe des révolutions. Certes, on peut repérer dans cette période de grandes insurrections, comme celle de Saint-Domingue, mais celles-ci trouvèrent plutôt leur inspiration dans le mouvement abolitionniste que l'inverse : les esclaves comprirent les enjeux égalitaires de l'abolition et, sauf à Saint-Domingue, ils évitèrent une violence excessive car contre-productive.

Si une autre lecture de la fin de l'esclavage s'est répandue ces dernières décennies, explique J. Marques, c'est pour des raisons idéologiques : des historiens marxistes (C. R. L. James, Eric Williams, Herbert Aptheker) ont « exagéré » la thèse de la résistance et ont fini par « reléguer les politiciens et les abolitionnistes blancs à un rôle secondaire et résiduel » (p. 71). Pour J. Marques – qui cite également les noms d'historiens plus récents –, cette historiographie est « souillée de manière substantielle par l'idéologie » (p. 72). En cherchant à rendre leur « dignité aux opprimés et à leurs descendants », ces historiens ont « manipulé l'histoire » (p. 75). Invités à répondre, les historiens qui se sont prêtés à l'exercice (parmi lesquels certains historiens critiqués, mais pas tous) adoptent soit une stratégie d'évitement, soit une attitude irritée face à une thèse et un ton aussi délibérément polémiques. Seul David Brion Davis applaudit à tout rompre.

David Geggus est contraint de rappeler que l'abolition de 1794 en France fut proclamée sous la pression directe des événements de Saint-Domingue. Même s'il admet que l'on prête actuellement trop d'importance à l'impact de la révolution haïtienne, J. Marques pratique selon lui des « distorsions » de l'histoire en la minimisant. David Eltis et Stanley Engerman expriment leur étonnement face à un projet qui force à choisir « entre les esclaves et les abolitionnistes » (p. 152). De son côté, Olivier Pétré-Grenouilleau rappelle que l'écriture de l'histoire de l'esclavage est passée d'un extrême à l'autre au cours du XX<sup>e</sup> siècle.

Dans la « réhabilitation logique et légitime de l'image de l'esclave » (p. 156), la perspective marxiste n'est pas la seule à avoir joué un rôle, il y eut également la Nouvelle Histoire, la micro-histoire ou l'étude du genre. S'il n'existe effectivement pas de lien de causalité direct entre la résistance des esclaves et l'abolition, il n'en reste pas moins que les deux phénomènes ont des relations complexes qu'il s'agit d'étudier plus en détail. Et comme le rappelle Robin Blackburn, les grandes figures des abolitionnistes noirs, souvent des rebelles, d'anciens esclaves en fuite, fournirent aux militants blancs une inspiration indispensable, même si l'anti-esclavagisme se nourrit également d'autres dynamiques. Vouloir rappeler l'importance du mouvement anti-esclavagiste tel qu'il se développa en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle est sans doute essentiel, puisque D. Brion Davis estime que ce mouvement a été victime de préjugés, mais R. Blackburn considère à juste titre que cela ne justifie pas les attaques de J. Marques contre certains historiens, dont Hilary Beckles.

En général, la facture éditoriale de l'ouvrage laisse à désirer : ce n'est qu'en conclusion que J. Marques précise qu'une première version de son texte était parue en 2006 en portugais, sans donner davantage de renseignements, et la brève biographie de la fin n'est guère plus explicite. L'ouvrage ouvre-t-il vraiment un débat, et surtout le fait-il avancer ? Bien déterminé à susciter la polémique, J. Marques réussit à irriter certaines de ses cibles déclarées (H. Beckles) plus qu'il ne lance une discussion et, au passage, il révèle les faiblesses de son

argumentation : par exemple, il laisse de côté une discussion du livre d'Eugene Genovese qui avait justement ouvert la thématique sur la résistance et la révolution dès 1979<sup>1</sup>. Ce sont les autres historiens qui commentent le livre d'E. Genovese, tandis que J. Marques se contente de l'évoquer.

Il est incontestable que l'histoire de l'esclavage et de l'abolition fait l'objet d'appropriations mémorielles et politiques. Mais il est également incontestable que cette histoire n'a cessé de s'enrichir et d'évoluer grâce à l'apport d'écoles historiographiques successives qui ont toutes – sous l'impulsion de l'idéologie ou non – apporté une pierre à un récit dont la richesse commence seulement à apparaître. Cette histoire complexe échappera nécessairement à tous ceux qui veulent la contraindre à s'adapter à la vision restreinte d'un seul groupe, ou d'une seule école.

MARIE-JEANNE ROSSIGNOL

1 - Eugene D. GENOVESE, *From Rebellion to Revolution: Afro-American Slave Revolts in the Making of the Modern World*, Baton-Rouge, Louisiana State University Press, 1979.

**Naana Opoku-Agyemang,  
Paul E. Lovejoy, David V. Trotman  
(éd.)**

*Africa and Trans-Atlantic Memories: Literary and Aesthetic Manifestations of Diaspora and History*

Trenton, Africa World Press, 2008,  
VII-477 p.

Cet ouvrage collectif réveille la sempiternelle question : est-il toujours nécessaire de publier les actes d'un colloque quand ce dernier repose sur un thème si vague qu'il renonce d'emblée à toute cohésion entre les communications ? Dans leur introduction, les trois éditeurs regrettent de n'avoir pu retenir tous les papiers présentés lors du symposium sur « Les manifestations littéraires de la diaspora africaine », qui eut lieu à l'université de Cape Coast (Ghana) en 2003. J'ignore sur quels critères ils ont opéré leur sélection, mais à la lecture suivie de ces vingt-quatre « chapitres » répartis en quatre sections (« La voix africaine

dans la diaspora », « Esthétiques et arts de la performance dans la diaspora », « Pédagogie du retour au pays natal », « La confrontation de l'identité et de la mémoire »), on cherche désespérément une cohérence d'ensemble et, pour peu qu'on soit familier avec les auteurs, artistes, ou thèmes traités, on reste déçu par la médiocrité, voire l'absence, de toute scientificité des « analyses » proposées.

Évidemment, en refusant de distinguer « l'histoire » (vécue et écrite) de la « littérature » conçue « au sens le plus large » – c'est-à-dire comme un fourre-tout censé nous révéler « sa véritable nature interdisciplinaire » (p. 1) –, on privilégiait d'emblée le descriptif à l'analytique, et ce n'est pas la récurrence d'une rhétorique de la « subversion » qui pouvait pallier ce manque de rigueur. Car par-delà certains artifices inévitables dans les regroupements (qu'est-ce qu'un article sur l'œuvre d'un « médecin des esclaves », l'Espagnol Francisco Barrera y Domingo, vient par exemple faire dans la première partie, supposément dédiée aux voix « africaines » qui ont exprimé leur expérience ou leur « mémoire » de la traite ?), on se lasse vite de l'absence fréquente de périodisation, de contextualisation et de différenciation. La traite est généralement réduite à une expérience commune – le *Middle Passage* – et il faut attendre le dernier essai (Lorrie Smith) pour lire enfin une théorisation, empruntée à Paul Gilroy (*L'Atlantique noir*), des cales négrières et des plantations esclavagistes comme matrices de nouvelles identités. Avec cet essai qui s'intéresse au thème du spectre (*ghost*) dans les réécritures fictionnelles de la traite, la boucle pourrait sembler bouclée, puisque le roman du Guyanais britannique Fred D'Aguiar<sup>1</sup> constitue une brillante reprise contemporaine à partir d'un événement historique attesté – le sacrifice de 132 esclaves, jetés par-dessus bord par le capitaine négrier du *Zong*, en 1781 – du nouveau genre littéraire apparu avec l'abolitionnisme : le récit d'esclave (*slave narrative*), qui faisait déjà l'objet des deux premiers chapitres consacrés aux autobiographies de Muhammad Kaba Saghanughu, Mahommah Gardo Baquaqua et Olaudah Equiano. Aucune tentative n'est cependant menée pour étudier exactement les rapports entre histoire et fiction à travers ces

différentes œuvres qui, au lieu d'être des textes à interpréter, deviennent des prétextes à la thèse défendue par les auteurs : « il y a une mémoire transatlantique car d'anciens esclaves sont revenus en Afrique ou ont laissé des témoignages ».

Plusieurs autres essais sont unis par cette volonté de montrer que le traumatisme historique, loin d'être une *tabula rasa*, fut à l'origine de multiples expressions et innovations artistiques dont l'évolution se poursuit aujourd'hui dans les arts de la performance (Capoiera brésilienne, Calypso trinidadienne, Dancehall jamaïcain...). Mais à force d'être pensée comme une simple « mémoire vive », la filiation historique entre créations d'hier et pratiques d'aujourd'hui est, au final, conçue comme un héritage inaltéré, tandis que les démarches d'adaptation ou de réappropriation sont conçues comme des stratégies aussi élaborées que délibérées de subversion, non seulement politiques mais épistémologiques ! Ainsi Sonjah Stanley-Niaah ne craint-elle pas l'anachronisme en faisant des *sound systems* en Jamaïque une résurgence du rituel *limbo*, apparu au XVII<sup>e</sup> siècle, sur le simple motif qu'une nouvelle chorégraphie fut ainsi rebaptisée dans les années 1990. De même, au chapitre vingt, l'histoire officielle du rastafarisme jamaïcain par Jahlan Bongo Niaah prétend lire les chansons de deejays du dancehall (Buju Banton, Sizzla, Anthony B.) comme des « essais » incarnant et promouvant le paradigme des *cultural studies*, ce qui constitue tout à la fois une méconnaissance de l'intelligence critique du Jamaïcain Stuart Hall et une flatterie envers des chanteurs qui se sont parfois moins illustrés pour leur ouverture que pour leur étroitesse d'esprit (homophobie, misogynie, voire racisme...). Comment, enfin, prendre au sérieux Muiwa Falaiye qui prétend retrouver l'image de « l'âme noire » dans la poésie de Langston Hughes, ou reconnaître dans la résistance des descendants d'esclaves un « esprit » et un « mode de connaissance spécifiquement africain » (p. 402) qu'il emprunte à « la négritude formulée par Senghor, Césaire et Demas » (*sic*, p. 403), dont ni lui ni les éditeurs ne savent visiblement orthographier les noms ?

Ce n'est certes pas rendre justice aux autres articles que de mettre ainsi l'accent sur

les plus mauvais ; mais je laisse les historiens qui tomberaient sur cet ouvrage découvrir par eux-mêmes son piètre intérêt ; la bibliographie finale reste peut-être la meilleure source à explorer.

ANTHONY MANGEON

1 - Fred D'AGUIAR, *Les cris de l'Océan*, trad. par J.-P. Aoustin, Paris, Mercure de France, [1997] 1999.

**Patrick O'Flanagan**

*Port Cities of Atlantic Iberia, c.1500-1900*  
Aldershot, Ashgate, 2008, 332 p.

Le titre du livre de Patrick O'Flanagan peut induire en erreur en attirant tous ceux qui s'intéressent aux *Atlantic studies*, car l'objet de cet ouvrage n'est pas tout à fait celui-là. Géographe, l'auteur souhaite également faire œuvre d'historien, et met au service de l'histoire urbaine les outils de sa discipline. C'est ainsi qu'il se propose d'analyser sur quatre siècles (du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle) l'évolution des villes portuaires de la façade atlantique de la péninsule Ibérique. Le cœur de l'ouvrage s'intéresse aux rapports entre les politiques publiques, les marchés et la croissance ou le déclin urbains ; P. O'Flanagan insiste notamment sur l'importance de choix politiques tels que celui d'accorder à certains ports le monopole du commerce colonial. Les décrets de libre commerce en Espagne dans le dernier tiers du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou la perte du Brésil par les Portugais au début du XIX<sup>e</sup> siècle, lui permettent ainsi de corréliser histoire portuaire et commerce colonial. Son but est de rechercher au sein des grandes options politiques et économiques des monarchies ibériques les conditions dans lesquelles a eu lieu le développement portuaire, sans s'intéresser spécifiquement à l'histoire sociale de ces villes ou aux réseaux locaux, notamment à l'éventuelle influence de l'action des édiles sur ces processus.

L'étude s'ouvre par un chapitre thématique sur les ports ibériques et l'Atlantique, présentant une discussion historiographique fort utile sur les travaux les plus récents, avant de se consacrer à la question de la typologie la

plus communément mobilisée pour classer les différents types de villes portuaires selon leurs fonctions spécifiques et leur évolution. Cette dynamique urbaine des villes portuaires est lue à l'aune des grandes transformations des structures politico-économiques : il s'agit par conséquent de connecter le développement portuaire de la péninsule Ibérique dans la longue durée à la construction concomitante d'empires transatlantiques, espagnol et portugais.

Ces réflexions générales sont suivies par l'analyse de cas types, séparée suivant une double typologie, les ports majeurs (Séville, Cadix et Lisbonne) et les ports de deuxième rang (Porto, La Corogne, Santander, Bilbao). Ces études de cas constituent autant de mises au point historiographiques, l'auteur dressant un bon panorama de la littérature concernant chacune de ces villes. P. O'Flanagan en tire deux conclusions principales.

La première concerne la mise en avant d'une typologie raisonnée, dessinant une sorte de trame réticulaire et hiérarchisée des villes portuaires. Celle-ci fait apparaître l'existence de grandes métropoles portuaires articulées à des ports secondaires, tantôt « inféodés » aux activités commerciales du port principal en des « complexes portuaires » (à l'instar du chapelet de ports entre l'Atlantique et le Guadalquivir en aval de Séville, ou d'Almada, Barreiro et Seixal par rapport à Lisbonne), tantôt fonctionnant comme de véritables avant-ports coloniaux (La Havane, Macau ou Manille par rapport aux grands ports de leurs métropoles par exemple). L'avant-pays des principales métropoles portuaires ibériques se déclinait ainsi selon l'auteur à l'échelle globale, et conférait en même temps à ces dernières un rôle crucial d'articulation entre le lointain et le local, qui faisait leur spécificité. En découlait par voie de conséquence un fort cosmopolitisme qui, bien que commun à tous les ports d'une certaine envergure, constitue ici l'une de leurs caractéristiques majeures, des marchands, des marins et des passagers de toute provenance marquant de leur empreinte ces grandes métropoles portuaires. Paradoxalement, ce rôle central dans la circulation des biens et des hommes était accompagné d'un sous-développement assez marqué des infrastructures (portuaires et routières notamment).

Par opposition, les ports secondaires pâtiennent de cette importance commerciale démesurée des métropoles portuaires. Ce n'est que lorsque celles-ci entrent en crise qu'ils peuvent se développer. Cette évolution constitue l'objet de sa seconde conclusion, qui se rapporte aux paramètres permettant d'expliquer l'essor ou le déclin de ces villes portuaires, et notamment la question essentielle du commerce colonial. En tant que charnière centrale de la circulation entre l'échelle impériale et les hinterlands régionaux et européens (productions agricoles, biens manufacturés de toute l'Europe à destination d'outre-Atlantique), le sort des centres urbains jouissant du monopole du commerce colonial était étroitement lié à leur statut d'exception. La fin du monopole signe ainsi la perte de vitesse de ces centres et le développement d'autres ports qui avaient été lésés jusque-là. C'est en particulier le cas de La Corogne ou de Bilbao, qui vivent des phases d'expansion (puis un véritable âge d'or) à partir des décrets de *Libre comercio* de 1765 et 1778. Seule des grandes métropoles, Lisbonne échappe à ce déclin, son rôle de capitale politique la préservant d'un ralentissement aussi net que celui connu par les ports andalous.

L'ambitieux livre de P. O'Flanagan tente ainsi d'inscrire l'histoire du développement urbain et économique des ports ibériques dans une perspective large, celle de l'ouverture des espaces atlantiques à l'époque moderne, ce à quoi on ne peut que souscrire. Le plan adopté peut cependant étonner : celui-ci répond certes à l'impératif de la construction d'une typologie des ports (un des buts recherchés par l'auteur), mais ce choix ne privilégie pas l'approche analytique, enfermant en quelque sorte chaque port dans une étude de cas, là où l'on aurait pu s'attendre à des études thématiques transversales. L'analyse en termes de centres portuaires péninsulaires et périphéries coloniales entraîne également une vision extrêmement étroite du domaine et des dynamiques impériales atlantiques. On regrette ainsi le choix explicite de décliner en termes exclusivement européens, à l'exception d'avant-postes tels que les Açores, Madère et les Canaries, ce « monde portuaire ibérique » : c'est à une histoire des rivages atlantiques de la péninsule

Ibérique (l'« *inner atlantic* ») et non à une « histoire atlantique » que nous sommes conviés. Le livre sera par conséquent plus utile pour l'histoire et la géographie urbaines *stricto sensu* que pour l'histoire du monde ibérique à l'époque moderne. Les historiens qui connaissent les travaux d'Antonio García Baquero sur l'Andalousie, par exemple, ne seront pas étonnés du tableau et de la chronologie d'essor et de déclin portuaires dépeint par P. O'Flanagan, mais regretteront, en revanche, cet effacement du monde atlantique.

JEAN-PAUL ZUNIGA

### Alejandro de la Fuente

*Havana and the Atlantic in the Sixteenth Century*

Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2008, XIII-287 p.

Comment La Havane est-elle devenue « la clé du Nouveau Monde, muraille avancée des Indes occidentales », ainsi que l'écrivait en 1761 l'un de ses thuriféraires et échevin, José Martín Félix de Arrate y Acosta ? Alejandro de la Fuente s'emploie à répondre à cette question d'une façon rigoureuse à partir de toutes les ressources que peut offrir une époque pré-statisticienne, notamment les *actas de cabildo* (délibérations du conseil municipal) et les registres notariaux. L'auteur choisit de se concentrer sur l'enfance du port, de 1550 à 1610, pour livrer une sorte d'histoire totale de la ville-port et de ses hinterlands, considérés à l'échelle de l'empire.

Il s'agit effectivement pour la ville d'une période vitale, sans beaucoup d'équivalents à l'époque : alors que Panama évolue peu, La Havane connaît une croissance spectaculaire au XVI<sup>e</sup> siècle, bondissant de 60 à 600 familles (*vecinos*), voire plus. Seule Carthagène des Indes, le second nœud maritime impérial, connaît une évolution comparable. La fonction portuaire de la ville est donc fondamentale : le port représentant un rouage essentiel de la route des Indes (*Carrera de Indias*) et fournissant tout ce dont la ville a besoin, protection, navires, main-d'œuvre, produits à consommer, débouchés. Par là, ses propriétaires terriens et

leurs produits, ses marchands, ses artisans, ses soldats, ses institutions (hôpital, confréries, couvents, églises, compagnies miliciennes), ses habitants (jusqu'aux marginaux et prostituées) trouvent à s'employer, s'enrichir pour beaucoup, survivre pour une bonne part.

La ville-port forme une symbiose dynamique, tout concourt à en faire un monde à part, en gestation, cosmopolite, exotique. Dans ses boutiques et sur ses quais transitent les produits alimentaires – biscuits, pain de cassave, maïs, viandes – de l'intérieur de Cuba et des îles proches ; les cuirs, tabac, sucre issus du commerce intercolonial (Caraïbes, Nouvelle-Espagne) ; enfin, les textiles chinois, italiens, français, les produits manufacturés, les vins des Canaries et l'huile d'Andalousie. Sans oublier les métaux précieux qu'il faut mettre à l'abri pendant les longs mois d'hivernage : pour cela, on ne construit pas moins de trois forts dans la seconde moitié du siècle, une imposante chaîne est installée à l'entrée de la baie, tandis que 450 soldats y sont postés en permanence. Francis Drake s'y cassera les dents en 1586. Cette fonction de protection est importante : entre 1572 et 1610, la ville reçoit plus de 21 millions de réaux pour financer forts et troupes, ce qui représente entre 10 et 25 % de l'économie de La Havane. De Manille à Séville, tout se croise sur les quais, apporté par des centaines de navires : 1 537 entre 1571 et 1610, dont 1 005 pour le commerce régional, 494 pour le transocéanique, et 38 pour le cubain, sans tenir évidemment compte du tonnage, plus favorable aux flottes atlantiques. Et on ne saurait oublier le commerce triangulaire qui, par le biais des Portugais, permet de peupler la ville et le port d'Africains. Vers 1610, sur les 8 000 à 10 000 habitants, la moitié sont des esclaves noirs ou mulâtres : La Havane anticipe sur la Cuba du début du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'esclavage est une façon d'entrer dans la compréhension d'une société sans doute raciste, esclavagiste du moins, où l'élément indien a été totalement arasé et où les travaux les plus pénibles sont réservés aux non-libres : ainsi pour ce qui concerne les fortifications construites avec l'argent de Nouvelle-Espagne et la sueur africaine. Mais ce n'est pas le cas de tous les serviles : certains disposent d'une réelle autonomie, comme les *ganadores* (ou

*ganadoras*) qui vendent de la nourriture et divers services par les rues, accumulant un pécule qui, au final, permettra leur rachat. Et le problème esclave se déplace vers celui de l'affranchi, atome libre, mais sous perpétuelle surveillance : ici l'auteur fait bon usage des « Ordonnances pour le bon gouvernement de La Havane » édictées par l'*oidor* (haut magistrat) Alonso de Cáceres (1574), monument du droit municipal hispanique.

Tout ceci renvoie à un fait essentiel : pour s'approprier la terre, la travailler, recevoir et ravitailler les flottes, construire et entretenir les bateaux, tirer bénéfice des produits transportés, protéger ou servir la population, il n'y a eu, tout au long de la période, d'autre option que l'immigration. Ce n'est point un fait nouveau aux Indes occidentales, si l'on oublie l'hécatombe des premiers habitants indiens. Mais ici divers éléments sont originaux, en lien avec la vocation portuaire et militaire de la ville : beaucoup de marins et de soldats sont d'origine non-hispanique, et avec eux apparaît l'instabilité (ainsi, par exemple, un marin sicilien, utilisant trois pseudonymes, s'est marié cinq fois dans divers ports de l'empire). Par-dessus tout, l'appel du commerce, la nécessité d'artisans habiles (pour la fonderie, la construction, l'affinage du sucre), le laxisme d'une société naissante font que les chances de promotion, même mesurées, ne sont pas négligeables : ainsi deux modestes propriétaires de moulins à sucre, qui en 1582 sont dits travailleurs manuels, réussissent vers 1600 à obtenir des charges dans la périphérie de l'échevinage. Bien entendu, l'élite des fils de *pobladores* (premiers venus), associée aux descendants des officiers de la Couronne, tient le haut du pavé, se réservant honneurs et prébendes : ils peuplent l'échevinage, institution qui accorde les concessions (*mercedes*) de terres. Mais soit par nécessité, soit par ouverture relative d'esprit – l'absence d'Indiens explique l'absence d'*encomenderos*, la caste la plus fermée qui soit –, ce groupe accepte assez bien de se mêler aux marchands et à leurs rejetons. Et les mulâtresses obtiennent même le droit, assez exceptionnel, de se montrer sous leurs plus beaux atours, c'est-à-dire recouvertes de soie et de bijoux en or, au cours de la Fête-Dieu (*Corpus Cristi*).

Le maniement habile des sources offre encore beaucoup d'autres points d'intérêt. Avec intelligence, l'auteur a compris que l'originalité qu'il traquait à La Havane devait être mise en parallèle avec d'autres univers à travers l'empire hispanique. Mais si La Havane est un cas unique, si les mécaniques de la *Carrera de Indias* y sont inexorablement ancrées, beaucoup des traits sociaux décrits (s'agissant des élites, des esclaves, des affranchis notamment) ont un air de déjà-vu. Ceci est une autre leçon à tirer du livre : le temps des histoires urbaines totales, même pour l'Amérique hispanique, est révolu. Et pourtant, il y en a eu fort peu depuis les années 1950. Les villes coloniales hispano-américaines ont pendant longtemps été abordées par le biais de leurs élites et leurs esclaves. Ici, l'étude d'un « système » apporte un indéniable renouveau.

THOMAS CALVO

### Filipa Ribeiro da Silva

*Dutch and Portuguese in Western Africa: Empires, Merchants and the Atlantic System, 1580-1674*

Leyde, Brill, 2011, 384 p.

Cet ouvrage s'attache à comparer les structures impériales du Portugal et des Provinces-Unies dans leurs possessions coloniales d'Afrique de l'Ouest. La lecture croisée des empires portugais et néerlandais que nous propose Filipa Ribeiro da Silva est stimulante. Elle comble une lacune dans l'histoire des empires. Il est vrai que la maîtrise de vastes historiographies et la dispersion des archives rendent l'entreprise particulièrement périlleuse pour un historien isolé. Seule exception notable : Charles Ralph Boxer. Sa parfaite connaissance des histoires portugaise et hollandaise lui permit de publier dans les années 1960 des ouvrages de référence sur la rivalité entre Portugais et Hollandais dans l'Atlantique<sup>1</sup>. L'historien britannique plaça alors au cœur de sa réflexion deux notions – l'empire et la nation – largement remises en cause ces trente dernières années par les historiens « atlanticistes », sous prétexte qu'elles faisaient l'impasse sur les

dynamiques inhérentes aux sociétés coloniales américaines et africaines.

Ce livre n'offre pas le récit linéaire des opérations des Portugais et des Hollandais en Afrique ou dans l'Atlantique, mais l'histoire de la construction d'un système atlantique, ou plutôt de deux systèmes. Le titre reflète ce choix, tout comme l'intitulé des deux parties autour desquelles s'organise le propos : « Construire des empires : les modèles de colonisation néerlandais et portugais en Afrique de l'Ouest » et « L'Afrique de l'Ouest dans les économies atlantiques néerlandaise et portugaise ». On ne peut qu'être admiratif devant l'ampleur du cadre géographique couvert, l'éventail des questions soulevées et la documentation mobilisée par F. Ribeiro da Silva. L'enquête s'étend du Sénégal à l'Angola actuels, en passant par les archipels atlantiques ; elle interroge les dimensions économique, politique, religieuse, militaire et humaine des politiques coloniales portugaise et néerlandaise. L'étude minutieuse des antécédents coloniaux médiévaux et modernes, des flux, des contacts, des transactions et des administrations coloniales offre une comparaison entre les deux formations impériales et la saisie de leurs transformations internes. On perçoit qu'il n'y a pas eu une, mais plusieurs manières de gérer efficacement les empires et de cohabiter avec les peuples « colonisés ». L'impressionnant travail d'archives permet au lecteur d'avoir une vue globale du fonctionnement institutionnel des empires et des enjeux économiques des entreprises coloniales.

Or, si les arguments d'ordre structurel mobilisés par F. Ribeiro da Silva expliquent certes l'implantation des Portugais dans les îles et sur les littoraux d'Afrique de l'Ouest, puis leur éviction au profit des marchands de la république des Provinces-Unies, ils ne répondent que partiellement aux questions posées en introduction : comment expliquer que les empires portugais et hollandais connurent, entre la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, des parcours divergents ? Pourquoi les Hollandais ne réussirent-ils pas à créer, en dépit de moyens matériels et financiers supérieurs à ceux de leurs concurrents, des colonies de peuplement durables sur les littoraux africains ? L'analyse des structures religieuses,

administratives, judiciaires, économiques ou politiques métropolitaines et du contexte européen est essentielle pour comprendre la formation de deux modèles coloniaux. L'annexion du royaume du Portugal à la Castille en 1580, son incapacité à mobiliser des capitaux et des hommes, à mettre sur pied une armée de professionnels, à bâtir une marine de guerre, conditionnèrent la fin du monopole portugais dans l'Atlantique africain. Mais comment expliquer l'échec des Hollandais à se fixer durablement en Afrique de l'Ouest et le faible nombre d'unions interraciales ? Selon F. Ribeiro da Silva, par le peu d'intérêt des élites politiques néerlandaises pour l'aventure africaine, et la force d'une idéologie discriminante qui les aurait conduits, très tôt, à promouvoir des sociétés fondées sur la race et sur la couleur.

Les précédents coloniaux des Portugais en Méditerranée, dans les îles de l'Atlantique proche (Açores et Madère) et au Maroc, à la fin du Moyen Âge et au début de l'ère moderne, constituèrent des laboratoires modernes pour la formation ultérieure de sociétés métissées et multiculturelles dans les îles du Cap-Vert et de São Tomé. L'implication directe de l'Église et de l'État ibériques a pu rendre les relations interraciales plus fluides dans les colonies portugaises. Cependant, comme tendent à le démontrer les recherches les plus récentes, plus que les facteurs culturels, ce sont surtout les facteurs démographiques et économiques qui expliquent les variations. Les politiques élaborées dans la péninsule Ibérique ou sur les rives de la mer du Nord eurent un impact sur les modèles impériaux. La faiblesse du tissu industriel et la crise de l'État portugais limitèrent l'afflux de capitaux vers l'outre-mer portugais, tandis que les investissements privés de la Compagnie des Indes occidentales (WIC) précédèrent l'établissement d'un contrôle strict de l'État néerlandais en Afrique de l'Ouest. Mais dans ce jeu entre les centres et les périphéries, les lignes de partage furent en constante évolution. Quand, à partir de 1630, les navires de la WIC déportaient des dizaines de milliers d'esclaves africains à travers l'Atlantique, vers le Nordeste brésilien puis vers l'île de Curaçao, les navires portugais se dirigeaient vers les Amériques espagnoles et vers Lisbonne, qui demeurait

toujours l'une des plaques tournantes de la traite des esclaves africains. Les acteurs locaux, individuels ou collectifs, agissant souvent pour leur propre compte et en marge des empires, jouèrent un rôle capital dans la gestion des empires.

Si l'Atlantique des Portugais et des Hollandais, avec ses étapes, ses comptoirs et ses agents, est omniprésent, les acteurs du jeu africain ont été oubliés. Certes, l'auteur aborde de façon détaillée la question des migrations, des métissages, du travail contraint et des agents commerciaux. On perçoit que les intermédiaires, souvent issus des minorités comme ce fut le cas pour les juifs portugais, furent des éléments fondamentaux des empires portugais et hollandais aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles. Or il manque une étude fine des interconnexions et des échanges qui s'établirent dans les zones de front qui échappaient en grande partie à la domination des États européens, mais aussi des États africains. Aucun empire ne fut capable de gouverner un domaine dont les territoires étaient éparpillés sur des milliers de kilomètres par simple transfert d'institutions métropolitaines. Les marchands et les métropoles avaient besoin d'avoir sur place des intermédiaires qui, par leurs actions quotidiennes et leurs expéditions dans l'intérieur des terres, ont contribué à la cohésion des empires et à leur fonctionnement, en tissant des liens ou en créant un riche tissu relationnel. L'évolution de l'identité de ces communautés issues du métissage entre blancs et noirs, entre libres et esclaves, a évolué en fonction de la géopolitique atlantique mais aussi des évolutions politiques en Haute-Guinée ou en Afrique centrale. Les élites locales, les populations métisses ou les marchands européens entretenirent des relations ambiguës avec les métropoles, pas seulement d'attachement et de fidélité<sup>2</sup>.

Placer les hommes plus que les structures au centre du récit historique, penser les Portugais, les Hollandais et les Africains au pluriel et en couleurs, réfléchir à une collaboration possible entre des individus qui partagent un même espace plus qu'une identité assignée, aurait permis d'être plus attentif à des phénomènes qui échappent aux cadres nationaux. Le processus d'intégration des États

africains dans des « systèmes » atlantiques portugais et hollandais ne peut pas être seulement analysé sur des bases économiques ou politiques. Sinon, le risque est d'écrire une histoire de l'Atlantique des Européens ou, au contraire, de l'Atlantique des Africains qui ne serait qu'une variante d'une histoire impériale eurocentrée.

ANTONIO DE ALMEIDA MENDES

1 - Charles Ralph BOXER, *The Dutch Seaborn Empire, 1600-1800*, Londres, Hutchinson, 1966, et *The Portuguese Seaborn Empire, 1415-1825*, Londres, Hutchinson, 1969.

2 - Voir à ce sujet l'ouvrage récent de Toby GREEN, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589*, New York, Cambridge University Press, 2012.

#### **Peter Mark et Jose da Silva Horta**

*The Forgotten Diaspora: Jewish Communities in West Africa and the Making of the Atlantic World*

Cambridge, Cambridge University Press, 2011, xv-262 p.

Peter Mark et José da Silva Horta sont deux spécialistes reconnus de l'histoire de l'Afrique précoloniale. Un minutieux travail d'enquête dans les dépôts d'archives portugais et hollandais leur permet aujourd'hui de retracer l'histoire de deux communautés de « convertis » au judaïsme et de juifs d'origine ibérique qui, dans les premières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle, s'installent dans les ports de Joal et de Portudal, sur la Petite-Côte du Sénégal. En Haute-Guinée, ces hommes construisent un riche réseau relationnel. Ils établissent des relations de confiance et de partenariat avec les élites africaines locales, qui leur accordent leur protection et les autorisent à pratiquer le judaïsme dans une situation de relative liberté. Cet ouvrage raconte l'histoire de la survivance de ces communautés de « juifs portugais » en Afrique, l'histoire de la construction et de la perpétuation d'une identité juive dans un contexte et dans un milieu qui, à l'origine, n'y étaient pas particulièrement propices. L'histoire de ces « juifs » de Guinée est celle d'un



combat pour rester fidèle à une langue, à des traditions et à une religion.

Le portrait que P. Mark et J. da Silva Horta brossent de ce milieu juif de Sénégal est fascinant. Le choix de la micro-histoire permet au lecteur de suivre des parcours de vie dans leurs singularités. De nombreuses recherches ont été menées ces trente dernières années sur le volet africain de la diaspora séfarade, mais aucune n'était parvenue à un tel degré de connaissance des liens qui s'établirent entre ces communautés juives de Guinée et les rois africains. Les auteurs ne réduisent pas le rôle et l'identité de ce groupe à ceux de simples intermédiaires, ils démontrent, de façon convaincante, que ces hommes furent localement des acteurs actifs du changement. Pendant un demi-siècle, du début au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, les juifs de Guinée ont relié les États de Haute-Guinée à Amsterdam, Carthagène des Indes (en Colombie), Lisbonne, Livourne, le Nordeste du Brésil et le Sud du Maroc, ils les ont aussi connectés à l'Afrique du Nord.

Les six chapitres qui composent le livre décrivent les pratiques religieuses, la vie matérielle, les activités économiques de ces individus pendant un demi-siècle, entre 1600 et 1650 environ. Le premier constat est que ces hommes firent preuve d'une formidable capacité d'adaptation et d'abnégation. S'il n'y a pas eu de document officiel qui vaille un décret d'autorisation des juifs, une série de décisions des souverains africains de la côte africaine contribue à avaliser une présence juive indispensable en ces royaumes. Ces hommes servent ainsi d'intermédiaires entre les autorités africaines, les marchands capverdiens, portugais et hollandais, entre les côtes sénégalaises et l'arrière-pays sahélier. La tolérance dont les juifs bénéficient est suspendue au sentiment d'utilité des services qu'ils rendent.

Comment ces communautés marchandes ont-elles fait pour ne pas être totalement assimilées par les sociétés littorales africaines de Sénégal ? En effet, ces individus faisaient partie de communautés marchandes masculines à leur arrivée, ils vécurent et se marièrent avec des femmes noires, et démontrèrent un grand dynamisme dans la transmission des pra-

tiques culturelles, vestimentaires ou alimentaires de leurs ancêtres. Ils surent faire valoir leurs droits et ne cessèrent de renégocier les relations avec les chefs africains. Il fallait, pour survivre, faire à la fois preuve d'acculturation et d'une capacité de résistance à l'assimilation. Et si les juifs revêtaient les habits des Africains de la côte et s'insèrent dans les réseaux sociaux, ils continuent aussi à manier le portugais, à pratiquer les cérémonies du judaïsme qu'ils s'efforcent de transmettre à leurs descendants. La présence d'un rabbin venu d'Amsterdam et l'existence d'une synagogue sur la Petite-Côte permettent une pratique intensive du judaïsme. Dans un premier temps, l'identité juive a été localement transmise aux enfants par les pères, comme cela fut le cas, semble-t-il, au sein de la communauté juive du Suriname. Suivant les auteurs, l'identification à « la nation portugaise » et l'édification d'une conscience commune, qui maintiendrait vivace dans l'exil la mémoire collective d'un passé juif, expliquent la transmission de l'héritage juif par la voie patrilinéaire. La symbolique festive du judaïsme et l'exercice d'activités spécifiques (le commerce des esclaves et des épées) ont également permis à des individus originaires des diverses régions d'Europe du Sud et du Nord de s'identifier les uns aux autres. Éclaire-t-elle la manière dont se sont consolidées ces deux communautés de Joal et de Portudal à partir de populations aussi éparses et mobiles que l'étaient ces juifs portugais de Guinée ?

La documentation fait apercevoir peu de chose de la vie interne de ces deux communautés. On devine cependant que des hiérarchies s'instaurent très vite entre les hommes. Certains juifs deviennent les relais des pouvoirs africains, d'autres déploient des stratégies personnelles et agissent pour leur propre compte. La volonté d'ébaucher le portrait d'un groupe conduit parfois les auteurs à ne pas assez prendre en compte les aspirations personnelles de ces individus. Les solidarités horizontales ont pu laisser place aux enjeux de la politique locale ; les juifs portugais ont pu, dans certaines circonstances, agir en fonction de leurs intérêts particuliers plutôt qu'au nom de la communauté. C'est ainsi que la conjoncture locale dans laquelle s'inscrit le départ des

juifs de Guinée dans les années 1650 mériteraient d'être explorée. N'y a-t-il pas des liens à établir avec le décret d'expulsion des juifs ibériques du Maroc en 1669 et le déclin des communautés de Joal et de Portudal ? Les juifs de Guinée furent des acteurs du marché africain dans sa globalité : leur rôle dans l'essor de la traite des esclaves vers les Amériques espagnoles a été largement mis en avant par les recherches les plus récentes. On ignorait jusqu'alors leur implication dans la connexion économique entre les côtes de Guinée, le *sertão* africain et le Maroc. La mise en évidence par P. Mark et J. da Silva Horta d'un intense trafic d'armes blanches et d'ustensiles en ivoire, de part et d'autre de la frontière sahélienne, apporte de nouveaux éléments pour penser les circulations intra-africaines. La politique des Espagnols au Maroc dans les années 1667-1669 et l'évolution des données locales ont ainsi pu additionner leurs effets négatifs et décider bon nombre de juifs de Guinée à repartir vers Amsterdam ou, au contraire, à accélérer leur assimilation aux sociétés séné-gambiennes.

Rédigé dans un langage clair et précis, cet ouvrage intéressera les spécialistes d'histoire européenne comme d'histoire africaine, les historiens et les anthropologues. Les pistes de recherche ouvertes par P. Mark et J. da Silva Horta permettent de poser en d'autres termes les processus de métissage, de créolisation et d'acculturation à l'échelle globale de l'Atlantique, mais aussi des sociétés africaines et nord-africaines.

ANTONIO DE ALMEIDA MENDES

**Christian J. Koot**

*Empire at the Periphery: British Colonists, Anglo-Dutch Trade, and the Development of the British Atlantic, 1621-1713*

New York, New York University Press, 2011, xv-293 p.

Quelle fut l'importance des échanges transnationaux dans les empires atlantiques du début de l'époque moderne ? Il existe de nombreux documents attestant du rôle capital joué

par les Génois dans la création de l'empire espagnol, depuis la colonisation des Canaries jusqu'aux débuts du développement de l'Amérique hispanique. L'empire britannique semble, au contraire, avoir été exclusivement construit par des hommes et des femmes venus des îles Britanniques. Christian Koot s'oppose à cette hypothèse. Selon lui, les négociants néerlandais ont joué, aux côtés des colons anglais, un rôle essentiel dans la fondation de l'Atlantique britannique.

Dans cet ouvrage, C. Koot examine une période étendue qui s'ouvre avec l'implantation des premières colonies anglaises dans les années 1620 et se termine avec le traité d'Utrecht en 1713. C. Koot se penche sur trois régions distinctes de l'Atlantique britannique : New York, la Barbade et les îles Sous-le-Vent – un groupe d'îles appartenant aux Petites Antilles, un archipel dont font partie Saint-Christophe et Antigua. Il fait largement l'impasse sur la baie de Chesapeake, dont l'historienne April Hatfield a mis en évidence les connexions néerlandaises dans son livre *Atlantic Virginia*<sup>1</sup>.

Dans chacune de ces trois régions, le commerce anglo-néerlandais a revêtu une forme et des rythmes différents. Les îles Sous-le-Vent satisfaisaient tout particulièrement aux besoins des deux puissances qui profitaient des vents et des courants atlantiques favorables. Les navires des armateurs des Provinces-Unies y faisaient souvent escale pour y échanger leur cargaison contre du tabac en provenance des plantations locales. Du fait des facilités de crédit qu'ils offraient, de leurs bas prix et de la qualité supérieure de leurs marchandises, les négociants néerlandais étaient vus d'un œil favorable : certains d'entre eux finirent par s'établir dans les îles et par y ouvrir leurs propres entrepôts. C. Koot souligne le fait que l'introduction de mesures protectionnistes par les Actes de navigation ne mit pas un terme aux échanges anglo-néerlandais dans ces îles ou ailleurs. Comme le commerce légal proposait des prix trop élevés et manquait d'une distribution suffisante, le commerce néerlandais se maintenait le plus souvent de manière illégale et les colons anglais s'efforçaient de préserver leurs liens avec les Néerlandais alors même que le gouvernement de la Restauration

cherchait à les éliminer. La Deuxième Guerre anglo-néerlandaise provoqua des pénuries et des crises économiques qui, paradoxalement, favorisèrent la survie du commerce néerlandais.

Comme il était plus difficile d'introduire clandestinement des marchandises à la Barbade, les négociants néerlandais ne remportèrent qu'une part réduite des marchés de l'île. À la différence des îles Sous-le-Vent, la Barbade connut une transition rapide vers l'économie sucrière, qui attira une multitude de commerçants anglais. Les marchands néerlandais n'eurent jamais l'opportunité de s'y établir en nombre conséquent ou d'y posséder des entrepôts. Les planteurs locaux fonctionnaient suivant un système de commissions qui les contraignait d'envoyer leurs marchandises en Grande-Bretagne afin de satisfaire leurs créanciers. Les navires armés par les Provinces-Unies se firent rares à partir des années 1680, lorsque le commerce informel devint impossible : les Néerlandais se trouvèrent contraints de dépendre d'agents anglais ou de devenir eux-mêmes résidents. Toutefois, les échanges inter-coloniaux continuèrent d'exister, renforcés à cette époque par l'émergence d'un comptoir régional à Saint-Eustache.

Comme cela s'était produit précédemment à la Barbade, le développement de la culture du sucre dans les îles Sous-le-Vent, survenu au XVII<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'afflux d'intérêts commerciaux britanniques qui en résulta, sonnèrent la fin de l'influence néerlandaise. L'une des manifestations de ce processus fut la suprématie croissante des planteurs d'élite liés aux intérêts britanniques, qui dépassèrent en compétence les cultivateurs de petite et moyenne taille dont les réseaux avaient toujours été néerlandais.

C. Koot montre que, si les négociants néerlandais des Antilles poursuivaient des opportunités commerciales aux confins de l'empire britannique, leur situation en Amérique du Nord n'était pas fondamentalement différente. Ils avaient certes le statut de négociants résidents dans une colonie néerlandaise (la Nouvelle-Néerlande), mais dès le moment où les colons anglais de Nouvelle-Angleterre eurent acquis le contrôle du *wampum* nécessaire à la traite des fourrures, les Anglais adoptèrent le rôle de vendeurs et les Néerlandais

celui d'acheteurs, comme dans les mers des Antilles. Les négociants de New Amsterdam commencèrent également à acheter le tabac aux Anglais, important les feuilles depuis la Virginie dans des navires armés par des négociants néerlandais de métropole, qui tiraient avantage de la chute des prix du tabac et de la guerre civile anglaise. Bientôt, cependant, les colons néerlandais commencèrent à armer leurs propres navires pour importer le tabac.

Comme dans les autres régions, les Actes de navigation ne parvinrent pas à stopper le commerce néerlandais, pas plus que la prise par les Anglais de New Amsterdam. Des dizaines de négociants établis à New York continuèrent de faire du commerce avec les Provinces-Unies dans les décennies suivantes. La préférence culturelle que portaient les colons d'origine néerlandaise aux produits venus de leur pays natal jouait bien évidemment un rôle. Mais un facteur plus important fut la réticence qu'éprouvaient les gouverneurs anglais à éradiquer le commerce avec les Pays-Bas. Le seul gouverneur qui s'efforça de faire appliquer le règlement officiel fit face à une sévère résistance de la part des négociants comme des résidents locaux, qui avaient investi dans le commerce néerlandais en achetant des parts dans des navires ou en plaçant des cargaisons sur des navires appartenant à d'autres armateurs. Cependant, petit à petit, le cadre légal imposé par les Actes de navigation commença à se mettre en place. Les négociants originaires des Pays-Bas jouèrent un rôle central dans ce processus, s'associant avec des Anglais récemment arrivés pour utiliser des navires anglais sur la route New York-Amsterdam. Par ailleurs, alors que les colonies françaises des Antilles parvenaient à maturité, les New-Yorkais développèrent leurs échanges commerciaux avec les îles françaises, ce qui réduisit l'importance du réseau néerlandais. Les planteurs des Antilles parvenaient de plus en plus tendance, du fait de la menace que représentait la production sucrière française, à rechercher activement la protection de l'État anglais, ce qui allait aussi à l'encontre des intérêts néerlandais.

C. Koot livre un ouvrage minutieux et éclairant, qui examine les stratégies mercantiles dans le contexte de marchés changeants et de politiques métropolitaines en mutation.

Il explique la prospérité du commerce entre les Anglais et les Néerlandais en ayant recours à la fois au contexte métropolitain anglais et aux conditions locales dans les Amériques. Son étude souligne le fait que les colons n'obéissaient pas nécessairement aux lois de la métropole, mais qu'ils ont toujours contribué à façonner les pratiques impériales, et ce avec l'aide de négociants néerlandais omniprésents.

WIM KLOOSTER

Traduction de VALENTINE LEYS

1 - April L. HATFIELD, *Atlantic Virginia: Inter-colonial Relations in the Seventeenth Century*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, c.2004.

### Nuala Zahedieh

*The Capital and the Colonies: London and the Atlantic Economy, 1660-1700*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, XVII-329 p.

Spécialiste d'histoire économique et notamment du commerce colonial anglais, Nuala Zahedieh publie son premier ouvrage concernant le rôle de Londres et de ses marchands coloniaux dans la révolution commerciale anglaise de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Ce livre rigoureux va devenir une référence importante dans la mesure où il développe un sujet jusqu'à présent négligé. En effet, malgré le poids de la capitale anglaise dans l'économie atlantique après la Restauration, notre connaissance reste tributaire de la disparition de la plupart des sources. Pour pallier ces lacunes, N. Zahedieh utilise le *portbook* de Londres de 1686, un registre des taxes douanières, qu'elle recoupe avec de nombreuses autres sources (testaments, inventaires, archives judiciaires et archives commerciales privées) afin de construire une base de données de 59 marchands actifs dans le secteur colonial. À ce propos, on regrette l'absence d'un traitement plus détaillé de ces données en annexe. Le livre se veut ainsi autant une recherche prosopographique sur les grandes familles de négociants londoniens qu'une analyse des flux commerciaux et de l'activité maritime du port de Londres.

Un des principaux résultats de N. Zahedieh est de montrer que la montée en puissance commerciale de l'Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle résulte plus largement des négociants et des acteurs privés de cette économie mercantiliste que de sa législation et de ses compagnies à monopole. Sa réflexion se situe dans le débat historiographique plus large des théories « institutionnalistes ». Ces dernières attribuent aux institutions, entendues comme « systèmes d'organisation des sociétés humaines », et comprenant aussi bien des organisations étatiques et des réseaux familiaux et commerciaux que des normes de comportement, un rôle important dans la régulation et le fonctionnement de l'activité économique. L'auteur ménage également une place importante aux questions historiographiques qui font le lien entre révolution commerciale et révolution industrielle anglaises. Sans se perdre dans les polémiques sur les données chiffrées, N. Zahedieh apporte des éléments importants pour comprendre le rôle de l'économie coloniale de plantation dans des transformations économiques propices au déclenchement de la révolution industrielle.

Du cas londonien, le lecteur retiendra que les marchands anglais surent se saisir des opportunités créées par les colonies américaines, et augmentèrent de façon significative leur productivité dans ce secteur, grâce au développement de leurs compétences entrepreneuriales. Cet argument, qui n'avait jusque-là pas été clairement établi, permet d'expliquer la compétitivité des marchands anglais par rapport à leurs concurrents européens. Les preuves de cette compétitivité sont avant tout qualitatives, par exemple le fait que, selon l'auteur, les marchands anglais avaient peu recours à la contrebande, alors même que l'État n'était pas en mesure de faire appliquer les lois protectionnistes. Ainsi, le difficile problème d'obtenir des informations sur les flux de contrebande n'est qu'effleuré, et N. Zahedieh donne peu d'éléments permettant d'étayer la thèse selon laquelle les Anglais se conformaient majoritairement aux Actes de navigation.

L'auteur apporte un soin particulier à décrire l'organisation et la structure du milieu marchand londonien. À l'issue d'un travail minutieux sur les sources, il apparaît clairement

que le secteur colonial était relativement concurrentiel à cause de la faiblesse des droits d'entrée, ce qui conforte l'image d'un ensemble dynamique. Concernant les négociants étudiés, l'auteur tente de repérer leurs caractéristiques communes dans leurs origines et leurs itinéraires, ou leur lieu de résidence. Ses observations sur l'organisation de ces familles en réseaux de parenté et d'associés sont en adéquation avec ce que l'analyse de réseaux a récemment appris aux historiens. Ces réseaux étaient plus performants que ceux de leurs compétiteurs, mais l'absence de toute démarche comparative, malgré l'existence de travaux sur les autres grands ports de la façade atlantique à la même époque, empêche de répondre à cette question. Ainsi, la capacité de ces négociants à obtenir des informations sur les marchés, à contrôler leurs agents et à faire respecter leurs contrats est trop brièvement évoquée.

Cette section du livre revient également sur les grandes innovations. Ces dernières, perçues comme les signes incontestables de l'essor entrepreneurial des Londoniens sur lequel insiste beaucoup l'auteur, viennent révolutionner les pratiques marchandes à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. N. Zahedieh s'attache à décrire les grands changements dans les processus de commercialisation et de distribution des marchandises, l'émergence d'un secteur des assurances de premier plan et le développement du marché du crédit autour de la lettre de change. À ce propos, l'auteur se démarque des travaux précédents sur la Glorieuse Révolution. En effet, même si elle admet que la création de la Banque d'Angleterre en 1694 favorisa le marché du crédit, N. Zahedieh propose une lecture de l'impact de la révolution de 1689 sur l'économie anglaise plus nuancée que ne le font certains historiens comme Douglass North et Barry Weingast, qui tendent à ne voir dans cette révolution financière que des bénéfices économiques<sup>1</sup>. Ainsi, elle suggère que la collusion entre élites commerçantes et pouvoir politique qui s'ensuivit entraîna la monopolisation des ressources entre les mains de quelques familles, ce qui eut pour conséquence une baisse de la compétitivité du secteur colonial jusqu'au milieu du siècle suivant.

Dans la seconde partie du livre, l'auteur décrit en trois chapitres les différentes branches commerciales du secteur colonial. À cet égard, le chapitre sur le transport maritime offre une analyse profondément éclairante sur la manière dont les Anglais réussirent, grâce à des changements organisationnels et à l'apport des colonies américaines, à détrôner les Hollandais dans le secteur de la construction navale et dans la maîtrise du transport maritime, permettant à Londres de devenir la capitale commerciale de l'Europe au XVIII<sup>e</sup> siècle. Des éléments précieux sur les réalités quotidiennes du travail des marchands intéresseront aussi bien les spécialistes d'histoire économique que ceux d'histoire urbaine, qui seront particulièrement captivés par l'analyse du fonctionnement du port de Londres, notamment des problèmes concrets rencontrés par les marchands dans la gestion des docks et l'avitaillement des navires.

Les deux derniers chapitres sur les importations et les exportations, bien que de facture plus classique, produisent des analyses très intéressantes sur les liens entre révolution industrielle et commerce colonial. Par exemple, N. Zahedieh expose très clairement les avantages que l'Angleterre a tirés de ses colonies américaines, qui lui ont notamment permis de surmonter une partie de son déficit énergétique. De même, l'auteur contribue au débat sur le rôle des exportations dans l'industrialisation anglaise en montrant comment l'Angleterre a profité de l'ouverture de nouveaux marchés pour diversifier son offre industrielle, initiant ainsi des changements radicaux dans son économie.

L'auteur conclut sur les grands facteurs qui peuvent expliquer le succès économique anglais à l'aube de la révolution industrielle. Elle invite le lecteur à se pencher sur deux arguments qui ne sont que très peu évoqués dans le livre : l'intégration de l'économie anglaise au niveau domestique, grâce au développement du réseau des transports, et la promotion du savoir mathématique et technique, qui sous-tend la révolution industrielle. Au-delà de l'étude d'un port et d'une communauté de marchands, ce livre offre donc une analyse approfondie de la transformation de l'économie anglaise et apporte des réponses long-

temps attendus concernant le rôle joué par les marchands londoniens, acteurs de premier plan de la construction du projet impérial anglais, dans ces changements.

ALBANE FORESTIER

1 - Douglass C. NORTH et Barry R. WEINGAST, « Constitutions and Commitment: The Evolution of Institutions Governing Public Choice in Seventeenth-Century in England », *The Journal of Economic History*, 49-4, 1989, p. 803-832.

### Olivier Le Gouic

*Lyon et la mer au XVIII<sup>e</sup> siècle.*

*Connexions atlantiques et commerce colonial*

Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011, 384 p.

Issu d'une thèse, cet ouvrage se propose de montrer les connexions entre la place de Lyon et les espaces outre-atlantique et coloniaux au XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi qu'avec les ports français et Cadix, relais incontournables des échanges maritimes d'une ville de l'intérieur. À cet effet, l'auteur a mené son enquête dans les principaux ports français et à Lyon, puisant dans une masse considérable de papiers de marchands et de minutes notariales, ainsi que dans les archives d'outre-mer, dans les fonds des amirautés et dans les sources consulaires pour Cadix. Il livre une histoire qui se situe essentiellement au niveau des acteurs, saisis au fil d'une procuration ou d'une transaction, et dont il sait faire revivre les espoirs et les préoccupations quant à la saturation des marchés, aux inconvénients du transport, aux règlements financiers et aux mille tracés qui jalonnent les phases de toute transaction commerciale. Derrière leurs agissements, émergent ainsi les tissus relationnels et les circuits commerciaux.

L'ouvrage commence par retracer l'évolution du commerce lyonnais et ses liens avec les ports français à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, puis se penche sur les stratégies qui ont permis aux Lyonnais d'entrer en relation avec les grands ports du royaume au XVIII<sup>e</sup> siècle, qui sont aussi bien des marchés de consommation que les interfaces ouvrant vers les marchés extérieurs, coloniaux en l'occurrence. L'auteur

montre au passage, de manière convaincante, les changements qui se sont opérés dans le rapport entre Lyon et la mer : la grande place qui finançait jadis les opérations maritimes semble désormais tributaire du négoce portuaire pour écouler ses marchandises et acheter les produits coloniaux. Les Lyonnais se montrent très prudents face aux risques liés aux investissements maritimes et coloniaux, bien que des exceptions existent, notamment au sein de l'internationale protestante suisse de Lyon.

Du chapitre trois au chapitre cinq, l'auteur analyse de manière fouillée les différents aspects des relations entre Lyon et les marchés antillais au XVIII<sup>e</sup> siècle. Sans négliger les autres ports, il montre que ces échanges passent essentiellement par Bordeaux et, de manière croissante, par Marseille. Il examine alors, à partir des pratiques constatées sur le terrain, les trois principales modalités par lesquelles les firmes lyonnaises écoulent leurs produits sur les marchés coloniaux : vente à un négociant bordelais ou marseillais, participation en compte à demi et recours à un agent ou commissionnaire aux Antilles. Il illustre ensuite, par de multiples exemples, l'approvisionnement de Lyon en produits coloniaux et il suit enfin les voies terrestres et fluviales d'acheminement de ces produits, en s'efforçant de mettre en évidence leur coût, leurs avantages et leurs inconvénients.

Le chapitre six se penche sur les investissements lyonnais dans l'armement maritime, dont il démontre la relative modestie. Le chapitre sept est consacré aux relations entre Lyon et l'océan Indien, au temps de la Compagnie des Indes comme après la libéralisation relative des échanges en 1769. Suit un chapitre qui traque, au prix de dépouillements chronophages, chaque trace d'émigrés lyonnais vers les colonies. Ce chapitre prouve que la contribution lyonnaise au peuplement des colonies de plantation (le Canada n'ayant pas été pris en compte) a été insignifiante, au point que l'on finit par se demander si ce chantier n'aurait pas dû être rapidement abandonné, d'autant plus que, pour nombre de ces émigrés, on ne connaît guère que leur identité.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage se penchent sur les relations entre Lyon

et Cadix et, par-delà, les marchés hispano-américains et leurs « fabuleux trésors ». L'on peut comprendre, étant donné que l'empire espagnol représente un marché bien plus important pour l'industrie lyonnaise que le marché antillais, que l'auteur ait souhaité aborder ce thème. Mais l'on ne peut que regretter que son surinvestissement sur des chantiers plus marginaux, comme l'émigration des engagés lyonnais, l'ait empêché de dépouiller les sources gaditaines, dont la belle thèse d'Arnaud Bartolomei, ici ignorée, avait mis en avant tout l'apport pour l'étude du négoce français<sup>1</sup>. L'élargissement du sujet aux marchés impériaux non-français pose par ailleurs le problème de l'exclusion du champ de cette thèse des autres interfaces ouvrant vers les mondes extra-européens. Après tout, les états de la balance du commerce de Bordeaux que l'auteur n'a pas exploités montrent qu'au milieu des années 1770, le port girondin exporte plus d'étoffes et bas de soie vers l'Angleterre que vers l'Espagne... Certes, les produits destinés à Cadix passent de préférence par Marseille, mais la délimitation des espaces atlantiques et coloniaux avec lesquels Lyon entre en relation laisse un goût d'inachevé, alors que la prise en compte des seuls marchés français aurait fait sens.

Au-delà de ses indéniables apports et du plaisir réel qu'on peut prendre à la lecture de cet ouvrage original, le lecteur finit par se demander quelle problématique ce livre entend traiter. En fait, l'ouvrage est tout à la fois une histoire de l'évolution des marchés et de la demande de produits manufacturés lyonnais (et accessoirement de tout autre bien produit dans la région) dans les villes portuaires ; une histoire des maisons de commerce lyonnaises et de leurs relations avec les maisons des grands ports français, mais aussi de Cadix (et par moments d'autres ports espagnols qui n'ont pas de relations coloniales) ; une histoire de l'émigration lyonnaise vers les colonies ; une histoire des modalités des circulations à l'intérieur de la France. Beaucoup d'autres aspects encore y sont abordés, de manière claire et précise, avec une méthode sûre, sans jamais forcer l'interprétation au-delà de ce que les sources permettent d'affirmer.

Mais le livre n'est pas, en revanche, ce que la lecture du titre laissait espérer, à savoir une contribution au grand débat historiographique qui traverse toute la production sur le monde atlantique et dont l'auteur semble à peine entrevoir l'importance, à en juger par quelques affirmations générales, dépourvues de toute référence bibliographique en conclusion. Quelle contribution les mondes coloniaux ont-ils apportée à l'économie européenne, en dehors des effets visibles de la prospérité des ports atlantiques ? Le débat, qui remonte à Karl Marx voire même à Adam Smith, a lieu depuis plus d'un demi-siècle. Relancée par Eric Williams, la question de l'apport des colonies esclavagistes à l'essor industriel de l'Europe occidentale a trouvé des détracteurs aguerris qui, à l'instar de Patrick O'Brian, ont affirmé le rôle marginal des périphéries extra-européennes, et nié toute influence des échanges atlantiques sur l'économie du continent, comme récemment Pieter Emmer et Olivier Pétré-Grenouilleau. Des positions plus nuancées, que l'on ne saurait négliger (Patrick Verley, Kenneth Pomeranz), sont apparues au cours de la dernière décennie. Nourri de ces enjeux, l'examen des relations entre une grande ville manufacturière de l'intérieur et les mondes atlantiques, réduits ici précisément à leur seule dimension coloniale, aurait pris tout son sens, et aurait permis à l'auteur de recentrer son propos en trouvant un fil rouge autour duquel articuler les différentes facettes de sa réflexion.

Olivier Le Gouic démontre, certes, que Lyon entretient des liens avec les mondes extra-européens, aussi bien pour écouler sa production que pour s'approvisionner en produits coloniaux. Les Lyonnais consomment des produits coloniaux – et comment pourrait-il en être autrement ? L'auteur sait reconstruire finement les voies et les modalités qui permettent au sucre, au café, à l'indigo, aux cotonnades et à l'argent de parvenir jusqu'à Lyon. Mais la vraie question, du point de vue économique, est de savoir si les colonies avaient besoin de l'existence de Lyon pour soutenir leur production, et là, la réponse est négative et sans appel – d'autant plus que l'on sait depuis longtemps que l'essentiel des produits coloniaux parvenus à Bordeaux ou à

Marseille est réexporté à l'étranger. Côté débouchés, les sources mobilisées par l'auteur permettent de constater des relations, pas de les quantifier. Les Antilles auraient ainsi absorbé 7 à 9% de la production de la Grande Fabrique Lyonnaise destinée à l'étranger, et Cadix plus d'un quart. En se fondant sur ces estimations, on parvient à la conclusion que les deux tiers de la production lyonnaise exportée ne sont pas destinés aux marchés coloniaux, sans compter la part (majoritaire) de la production destinée à satisfaire la demande nationale, dont une petite partie seulement est liée à la prospérité des élites négociantes. Est-ce que la Grande Fabrique aurait périéclité sans les débouchés américains? On peut en douter. Ainsi, même si l'auteur affirme à plusieurs reprises l'importance « non négligeable » (mais rarement quantifiable) du commerce atlantique pour l'économie lyonnaise, le doute persiste.

On devine aisément, à la lecture de ce travail, le véritable tour de force qu'ont dû représenter ces recherches tous azimuts dans des fonds archivistiques extrêmement riches, à la recherche de la moindre trace d'une relation entre Lyon et les marchés coloniaux. Le livre apporte assurément une contribution intéressante sur le commerce lyonnais et il sait mettre de la chair sur une structure dont on connaissait les grandes lignes par des travaux plus anciens mobilisés de manière judicieuse. On sait particulièrement gré à l'auteur de la belle exploitation des fonds marchands et notariaux dans lesquels il s'est plongé, qui fournissent au lecteur un matériel abondant, une foule de noms d'acteurs grands et petits, pour lesquels on regrette juste l'absence d'un index. Ce sont ces avancées dans l'histoire des comptoirs et les agissements des négociants, producteurs et marchands – car les figures de moindre envergure n'ont nullement été négligées –, qui constituent l'apport principal de cet ouvrage.

SILVIA MARZAGALLI

1 - Arnaud BARTOLOMEI, « La Bourse et la vie. Destin collectif et trajectoires individuelles des marchands français de Cadix de l'instauration du *comercio* libre à la disparition de l'empire espagnol (1778-1824) », thèse, université Aix-Marseille, 2007.

### James Livesey

*Civil Society and Empire: Ireland and Scotland in the Eighteenth-Century Atlantic World*

New Haven, Yale University Press, 2009, x-294 p.

Voici un petit livre d'un genre qu'il serait bon de cultiver. Pouvoir lire une étude complète en l'espace de quelques heures fait resurgir l'inventivité et la spontanéité du monde de l'essai, des cycles de conférences ou de certains cours magistraux, mais avec l'appareil scientifique en prime. Dans le cas présent, s'il n'y a aucunement la place pour un développement systématique du concept de « société civile », le format convient à un agencement de six « contextes » forts qui permettent de mieux saisir cette variation importante sur la *polis* des citoyens. À en croire l'auteur, spécialiste de la France révolutionnaire, la société civile provient de différentes structures associatives qui voient le jour au cours du long XVIII<sup>e</sup> siècle britannique. C'est l'empire britannique et ses dislocations qui donnèrent naissance à cette nouvelle forme d'appartenance, qui gagne une Europe encore habituée à raisonner en termes de nations.

Malgré son intention de livrer « l'histoire d'une idée » (p. 22), pour James Livesey, la société civile n'est point un concept dont il retrace l'évolution. Dans la culture anglophone, un tel récit commence avec l'idée de « société politique » (dont la société civile est une variante) et ses liens avec la tradition de la loi naturelle. Cette formule déterminante chez John Locke est toujours dominante chez David Hume, ce qui veut dire que la société civile à laquelle s'intéresse J. Livesey ne s'affirme pas encore en tant que lexique. Il s'agit davantage d'une pratique considérée à quelques moments prégnants de son histoire. Elle est clairement, aussi, un discours de substitution. Tout d'abord, les « associations » qui fournissent la base de cette nouvelle pratique opèrent un pas de côté par rapport à un monde organisé en corporations de métier et en municipalités. Ensuite, si l'origine britannique de ce développement est affirmée, celle-ci n'a rien de simple. Le titre de l'ouvrage en est la preuve. L'Irlande tient le rôle majeur dans ces six chapitres, mais l'Écosse est relativement



peu présente et « le monde atlantique » l'est encore moins (sauf en ce qui concerne sa finalité révolutionnaire). C'est que l'opération de substitution est un décentrement : le discours de la société civile s'annonce sur les marges du monde britannique (*British world*) et va à l'encontre de ses structures les plus compréhensives (une monarchie établie sur plusieurs nations, la constitution impériale après 1689 et 1707, et même la géographie d'un ensemble qui serait les îles Britanniques).

Ainsi, chacun des six contextes étudiés se trouve aux marges du monde britannique et *a fortiori* du monde anglais. Pourtant, le sujet du premier chapitre – l'apparition des *coffee houses* à Oxford puis à Londres au XVII<sup>e</sup> siècle – signale de nouveau la complexité de cette vision, car il semble enregistrer d'emblée une exception. C'est dire peut-être jusqu'à quel point les *coffee houses* transformaient la vie anglaise. D'ailleurs, même si ce nouveau lieu de sociabilité informelle se propage en Europe à partir de l'Angleterre, J. Livesey insiste sur le fait que cette mode renvoie à l'Orient, notamment à la Turquie et la Perse. Il ne s'agit pas simplement d'une nouvelle boisson, mais d'un lieu et de pratiques qui dépassent la société politique. Les voyageurs anglais dans ces pays témoignent de conversations dignes de l'intérêt d'un Jürgen Habermas !

La substitution la plus conséquente opérée par cette étude vise bien sûr la politique et « la société politique ». La société civile serait la réaction de populations marginales, une réaction qui constate l'épuisement du politique en termes d'institutions et de langages (la loi naturelle, mais aussi l'humanisme civique). Dans ce contexte « colonial », la simple accusation d'impérialisme n'aurait pas lieu d'être ; il faudrait également parler de distance et d'un nouveau provincialisme. J. Livesey décrit la montée en puissance des associations de progrès socio-économique et moral (*societies of improvement*) en Irlande, ainsi que les questionnements théoriques et plus officiels (autour de l'écrivain économique Charles Davenant) sur le rôle qu'il convient de laisser à cette île conquise, ayant des droits civiques mais pas politiques (chap. 2). Un idéal de bonheur et d'utilité remplace, pour certains, une revendication de libertés. À partir de ces termes, le chapitre trois explore les discours éco-

nomiques et sociaux de la majorité catholique de l'Irlande, offrant une véritable anthologie de ce que seraient les Lumières catholiques, et parfois jacobites, du monde anglophone. Nous voyons se transformer la confiance en l'utilité, encensée par certains discours protestants, en un souci de justice sociale. L'auteur contraste le destin « social » des jacobites (évincés par le modèle britannique) avec la disparition, puis la politisation du jansénisme français, mais surtout il nous donne une occasion de recoller les morceaux discursifs d'un monde virtuel qui serait celui des Lumières britanniques.

Le chapitre quatre examine le cas d'une famille de marchands de Belfast installée aussi à Bordeaux, dans plusieurs autres villes de l'Irlande, sur l'île de Man, et par ailleurs éparpillée à travers l'espace atlantique. La lecture de leur correspondance atteste une identité « britannique » sans commune mesure avec celle de métropole, qui se transforme en engagement au nom de « la société » tout court. Si un membre de cette famille, le chimiste Joseph Black, fait une grande carrière en Écosse, ce n'est que dans le chapitre cinq que ce pays, et en particulier la contribution de Hume, devient essentiel à l'argument. L'auteur souligne le rôle moteur que les discours sur la situation économique de l'Irlande auraient joué dans la réflexion du jeune Hume, et il présente l'apport des Lumières écossaises plus généralement comme une tentative de « réécrire la communauté » (p. 170) et de doter la vie quotidienne d'une base dans un univers commercial britannique, mais également français. Fort de la pensée civique écossaise, le chapitre six examine la réaction des Irlandais face à la Révolution française. Certains la voient comme le triomphe de la société civile. Le républicain (et futur militaire napoléonien) Arthur O'Connor l'exprime ainsi : « Une révolution a eu lieu dans la société civile à travers l'Europe, dont la Révolution française n'est qu'une manifestation [...] quand on la considère, elle démontre que le système monopoliste et exclusif (*exclusionary*) n'a plus d'avenir » (p. 180 et 206). Déjà, à la fin du siècle, la société civile ne semblait plus un produit purement britannique. En outre, la réussite de ce discours (devenu la doxa de tous les partis) entraîne en même temps sa « chute ».

L'incapacité à faire avancer la cause de la société favorise non pas l'émergence d'un Napoléon, mais « l'effondrement de la civilité en Irlande » (p. 202) et le retour du politique : l'union avec la Grande-Bretagne en 1801, ou la radicalisation.

Il semble regrettable que J. Livesey parte de la présupposition que son sujet se situe si loin de l'Angleterre. Si cette idée est démentie par moments, l'auteur a également tendance à minorer d'autres thématiques aptes à faire apparaître les effets de l'empire et des poussées de la société civile, y compris chez les Anglais : l'opinion publique (qui trouve sa place vers la fin du livre seulement), la presse, plusieurs mouvements religieux, voire la pensée de Locke. Dans cette optique, le titre du chapitre trois, « The Authority of the Defeated: Catholic Languages of Moral Order in the Eighteenth Century », évoque la tendance de l'historiographie anglaise, chez Christopher Hill et surtout E. P. Thompson, à porter un regard sur les victimes de l'histoire. La société civile pourrait ainsi apparaître comme la revanche prise par certains peuples sur la politique inexistante ou refusée, et par la même occasion sur les Anglais. Pourtant, il est à l'évidence réducteur d'établir une équivalence entre l'empire et l'Angleterre.

Citons, pour finir, une autre particularité de ce livre : la présence en annexe d'une bibliographie des plus conséquentes, composée pour l'essentiel de renvois à la littérature secondaire, mais parfois de sources inédites provenant des archives. Le recours à l'historiographie est donc constant et prodigieux – si bien que ce livre est plus explicitement et d'une façon plus insistante que d'habitude une synthèse de vastes connaissances. C'est à ce titre aussi qu'il peut être considéré comme une lecture utile et vivifiante.

ROBERT MANKIN

### **Mary Beth Norton**

*Separated by Their Sex: Women in Public and Private in the Colonial Atlantic World*  
Ithaca, Cornell University Press, 2011,  
XXI-247 p.

Pionnière de la recherche sur les femmes américaines de la période coloniale, Mary Beth

Norton a établi, par la publication d'ouvrages qui se distinguent à la fois par une solide érudition et sa manière d'envisager de front de vastes sujets, un cadre de référence de l'évolution des normes sexuelles dans l'Amérique moderne. Pour elle, comme pour d'autres chercheurs de sa génération, l'évolution politique des colonies britanniques sur le continent constitue le point d'ancrage de son travail et permet de formuler les questions auxquelles elle cherche à répondre. Ses deux précédents ouvrages sur les femmes dans l'Amérique coloniale anglaise, qui eurent une grande influence, concernent les relations des femmes à la sphère publique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles<sup>1</sup>. À travers l'analyse de la divergence des paramètres idéologiques qui ont modelé l'expérience féminine des affaires publiques dans chacune de ces périodes, son travail révèle l'existence d'une transformation fondamentale de la manière dont la vie et la conscience de soi des femmes rencontrent le politique. Alors que les femmes du début de la période coloniale étaient naturellement concernées par les affaires politiques et engagées dans les débats d'idées, leurs descendantes du XVIII<sup>e</sup> siècle devaient se conformer à une norme contraignante, régie par une nouvelle idéologie misogyne. Ce nouvel ouvrage se propose de relier les deux époques à travers l'étude détaillée des mutations de la période qui sépare 1640 et 1740.

Le principal postulat de M. Norton est que le genre a progressivement remplacé la hiérarchie en tant que facteur éliminatoire de la participation politique à partir du milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. Elle cherche, en particulier, à retracer « avec une chronologie précise la transition entre la moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque les contemporains n'exprimaient pas encore la conviction que les femmes devaient être confinées dans une sphère dite privée, et la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, lorsque de telles idées ont constitué des opinions normatives » (p. XIV). L'emploi par M. Norton du verbe « exprimer » est important ; ce qu'elle cherche à faire n'est pas d'expliquer comment ni pourquoi ce changement est advenu, mais d'étudier le discours qui l'accompagne. C'est une historienne trop consciencieuse pour affirmer que ce que l'on a pu écrire sur les femmes et la politique est

le reflet parfait de ce que l'on a pu en penser ou en faire. Cependant, la minutie qu'elle met à traquer les détails des mutations de la rhétorique du genre et de la politique montre l'importance qu'elle attache à cet exercice.

M. Norton agence avec adresse une série de cinq chapitres très denses, associés à de courtes études de cas, pour illustrer les transformations qu'elle avance. Elle commence avec Lady Frances Berkeley, la femme du gouverneur colonial qui fut la cible de la révolte de la Virginie, menée par Nathaniel Bacon en 1676. Non seulement, souligne M. Norton, Lady Frances était convaincue qu'il était de sa prérogative, en tant que femme de l'élite, d'intervenir dans les affaires publiques, mais elle partageait cette conviction avec des contemporains des deux sexes et de toutes conditions.

Le deuxième chapitre conduit les lecteurs de l'autre côté de l'Atlantique, dans les années 1640, pour analyser comment une femme, au cours de la guerre civile anglaise, a pu réclamer les mêmes droits à l'action politique au nom d'une représentation plus large de la société. L'amplitude de l'action politique féminine qui était considérée comme admissible ou supportable commença à se restreindre, dans le champ rhétorique tout du moins, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, si l'on en croit les pages d'un périodique populaire publié en Angleterre par John Dunton, *The Athenian Mercury*.

Le chapitre trois analyse le style journalistique de Dunton et les préoccupations du lectorat des deux sexes qu'il semble refléter, et s'achève par l'étude de la portée d'un pamphlet qu'il publie en 1702, intitulé *Petticoat-Government* (Le régime des jupons). Ce pamphlet concernait la question de l'accession au trône d'Angleterre de la reine Anne, dont le mari, le prince Georges de Danemark, n'était pas le co-régent. Cette situation anormale amena Dunton à détailler différentes formes de ce qu'il appela des « she-government » (régimes féminins), qui réglementaient les droits et les devoirs des femmes dans le foyer privé et prescrivaient que les hommes assument seuls la responsabilité de la gestion du domaine public. Dunton, affirme M. Norton, fut le premier à instituer dans le champ discursif la notion d'une sphère privée domestique propre aux femmes, qui constitue leur seul domaine légitime.

Dans le quatrième chapitre, M. Norton analyse les mises en œuvre anglaise et nord-américaine du concept de « privauté féminine », inventé par Dunton entre la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et le début du XVIII<sup>e</sup>. Deux périodiques anglais populaires, *The Spectator* et *Tattler*, s'adressaient à leurs lecteurs en condamnant sans ambiguïté les femmes qui « se mêlaient » de politique. Les journalistes d'Amérique du Nord suivirent la même voie. La tendance à l'intolérance envers la participation politique des femmes s'illustre, comme le montre M. Norton, à travers les réactions qui suivirent les tentatives de Grace Montagu d'intervenir dans les attaques politiques menées contre son mari, le gouverneur de New York William Cosby, dans les années 1730. Bien qu'aristocrate, Grace Montagu ne pût s'engager dans le genre de bataille politique que Frances Berkeley avait pratiqué avec tant de liberté un demi-siècle plus tôt. Entre-temps, le privilège du rang avait été remplacé par le privilège du genre.

Le milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle vit se consolider ce que M. Norton appelle le « privé féminin », c'est-à-dire le domaine privé de la famille et du foyer, qui avait été géré en commun par le mari et sa femme au XVII<sup>e</sup> siècle, mais qui était désormais considéré comme une sphère d'activité et d'influence exclusivement féminine. Associer le privé à la féminité permit simultanément de lier public et masculinité et érigea des barrières entre les deux domaines, qui n'existaient pas auparavant. M. Norton affirme que si les deux sexes étaient depuis longtemps considérés comme différents, les domaines foyer/famille d'un côté, vie publique/activité politique de l'autre, n'étaient pas définis comme les territoires exclusifs d'un sexe ou d'un autre avant la conceptualisation et la diffusion du privé féminin dans le discours populaire. Le dernier chapitre s'attache à analyser l'amer triomphe de ce nouveau paradigme, qui a modelé la conscience politique des femmes de la période révolutionnaire et a préparé le terrain à l'imposition rigide des cadres de la vie privée au XIX<sup>e</sup> siècle.

M. Norton est une historienne qui croit au pouvoir des mots. Peu nombreux sont ceux qui analysent les épanchements des auteurs avec autant d'enthousiasme et de conviction et son

travail offre une interprétation probante de la progressive éviction littéraire des femmes de la sphère politique. Pourtant, les lecteurs trouveront regrettable que M. Norton ne soit pas allée au-delà du discours et de l'anecdote pour les articuler aux grandes dynamiques historiques de ce temps. M. Norton mentionne l'essor du capitalisme et de la consommation, les Lumières, l'éclatement des hiérarchies sociales et les défis posés à l'absolutisme et à la monarchie qui ont caractérisé cette époque, mais elle ne les questionne pas. Elle nous offre toutefois, avec la maîtrise des sources et l'érudition qui la caractérisent, la pièce manquante du champ de l'histoire des femmes anglo-américaines de l'époque moderne, à travers un livre aussi utile pour tous les historiens de l'espace atlantique moderne qu'il est provocateur.

EMILY CLARK

Traduction de CÉCILE D'ALBIS

1 - Mary Beth NORTON, *Liberty's Daughters: The Revolutionary Experience of American Women, 1750-1800*, Boston, Little, Brown and Co, 1980, et *Id.*, *Founding Mothers and Fathers: Gendered Power and the Forming of American Society*, New York, A. Knopf, 1996.

**Natalie A. Zacek**

*Settler Society in the English Leeward Islands, 1670-1776*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, XI-293 p.

De nos jours, les îles Leeward (ou îles Sous-le-Vent) semblent quelque peu à l'écart de la politique internationale et de l'économie mondialisée. Mais à l'époque moderne, ces îles du Nord des Petites Antilles étaient, avec les Windward et surtout les Grandes Antilles, au cœur d'une économie globalisée émergente et au centre des luttes impériales du monde atlantique. Les Leeward étaient revendiquées à la fois par les empires coloniaux anglais (ou le premier empire britannique), espagnol et français, tout comme la Guadeloupe, Marie-Galante et d'autres îles appartenant à la France, ou Saint-Kitts, Montserrat, Antigua et

Navis, qui appartenaient à l'Angleterre (et plus tard à l'empire britannique).

L'ouvrage de Natalie Zacek, tiré d'une thèse de doctorat, traite des communautés coloniales anglaises dans les îles Leeward. Cette étude offre une image bien plus complexe et diverse des communautés de colons anglais dans les Leeward, entre la fin du XVII<sup>e</sup> et la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, que celle que l'on trouve dans les récits contemporains comme *Trip to Jamaica* d'Edward Ward ou *The Jamaica Lady or the Life of Bavia* de William Pittis<sup>1</sup>.

Le premier chapitre s'ouvre sur les conditions préalables ou les difficultés auxquelles les colons anglais devaient faire face en s'installant aux Leeward : le climat, les catastrophes naturelles comme les ouragans ou les tremblements de terre, les invasions françaises ou espagnoles, ou encore le déséquilibre entre les populations blanche et noire et donc le spectre des révoltes d'esclaves.

Le chapitre deux poursuit avec l'analyse des origines ethniques, nationales et religieuses des colons blancs et celle des régulations introduites par les gouverneurs des Leeward et par le *Board of Trade* (le bureau du commerce) pour contrebalancer l'influence des « fermiers dangereux » (p. 9), comme les catholiques irlandais ou les quakers. Alors que la majorité de la population blanche des Leeward anglais se composait de colons catholiques irlandais et d'Écossais presbytériens, N. Zacek affirme que des « communautés réduites parvinrent à intégrer des minorités ethniques d'origine étrangère et même suspecte » (p. 67). Au vu des sources qui sont présentées, il vaudrait peut-être mieux parler d'élites irlandaises pour Montserrat et Saint-Kitts. Ces populations, majoritairement originaires des Quatorze Tribus de Galway, étaient capables de s'adapter aux exigences coloniales et impériales en cultivant des pratiques multiconfessionnelles et, si nécessaire, en faisant officiellement allégeance à la couronne anglaise. Leur diversité ethnique, et surtout religieuse, était moins la conséquence d'une tolérance (idéologique) que de la nécessité pour les autorités coloniales et impériales de peupler les Leeward avec une population blanche toujours plus nombreuse. L'étude approfondie des individus vivant aux Leeward et de leurs différentes

pratiques ethniques et religieuses, autant que les sources nous le permettent, pourrait contribuer à faire mieux comprendre l'émergence de communautés nouvelles, à l'identité souple, dans le cadre des réseaux impériaux.

Dans le chapitre quatre, N. Zacek analyse la vie religieuse ainsi que les régulations à la fois coloniales et impériales de la politique de l'Église et de la tolérance religieuse. Les communautés blanches des îles Leeward formaient des ensembles hétérogènes constitués de groupes religieux variés : Anglais anglicans et dissidents, presbytériens écossais, catholiques irlandais, juifs espagnols et portugais, ou encore huguenots français. N. Zacek observe la mise en place de l'Église anglicane et l'arrivée des pasteurs anglicans. Mais malheureusement, elle ne voit pas à quel point le clergé anglican des Leeward était trans-confessionnel, ni comment ce caractère lui permettait de séduire aussi bien les anglicans que les Français ou les Écossais calvinistes (comme le montre la biographie du pasteur à la fois huguenot et anglican Francis Le Jau, et d'autres). Afin de mettre en place des structures ecclésiales, l'Église anglicane accepta dès le début le mélange des diverses communautés religieuses et c'est ce qui lui permit d'obtenir leur obédience officielle. Une meilleure connaissance de l'abondante bibliographie sur les communautés religieuses dans le monde atlantique, les accords d'asile et d'installation qui concernent les juifs sépharades, les huguenots et les quakers, aurait sans doute contribué à mieux interpréter la politique religieuse coloniale et impériale dans les Leeward anglaises et la manière dont les colons y ont réagi.

Le chapitre intitulé « Sexe, sexualité et contrôle social » étudie l'évolution sociale des Leeward anglaises et accorde une place centrale à la question de l'esclavage. Comme pour beaucoup d'autres communautés coloniales, la disproportion hommes/femmes parmi la population blanche semble avoir favorisé les relations sexuelles interraciales, ce qui a permis non seulement de peupler l'île, mais aussi d'accroître la propriété et la variété de la force de travail.

Dans le dernier chapitre, N. Zacek traite des idées politiques et des pratiques de la vie politique de l'île, à la fois dans une perspective

coloniale et impériale. Cette partie cherche à répondre aux questions qui touchent à l'identité « britannique » ou à la *Britishness* des colons. Apparaît nettement la réticence fréquente de nombre d'insulaires à souscrire pleinement aux « normes de gouvernance extérieures » (p. 212). Toutefois, les élites participaient au Conseil ou aux assemblées générales. On aurait aimé plus de détails sur les tensions qui existaient entre les communautés multiethniques et multi-religieuses de l'île (en particulier les élites non anglaises) et les prescriptions des autorités coloniales et impériales. Cela nous aurait permis d'en savoir plus sur les communautés créoles des Leeward, sur l'importance réelle et le rôle qu'a pu avoir une telle « britannicité » dans les îles.

Le chapitre intitulé « La communauté coloniale dans les Leeward anglaises » souligne l'intérêt croissant des chercheurs pour l'histoire de l'Amérique et de l'Atlantique au sens large dans les sociétés insulaires, et leur importance pour les réseaux ou système(s) atlantiques émergents. L'ouvrage de N. Zacek contribue incontestablement, aux côtés d'études importantes<sup>2</sup>, et en dépit de certains défauts, à une meilleure compréhension de ces sociétés insulaires dans une perspective locale, régionale et plus globale.

SUSANNE LACHENICHT

Traduction de CÉCILE D'ALBIS

1 - Edward WARD, *A Trip to Jamaica: With a True Character of the People and Island*, Londres, J. How, 1700 ; William PITTIS, *The Jamaica Lady or the Life of Bavia*, Londres, Tho. Bickerton, 1720.

2 - Comme, par exemple, Michael JARVIS, *In the Eye of All Trade: Bermuda, Bermudians, and the Maritime Atlantic World, 1680-1783*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2010.

### Michael J. Jarvis

*In the Eye of all Trade: Bermuda, Bermudians, and the Maritime Atlantic World, 1680-1783*

Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2010, 684 p.

Dès les premières pages, ce qui frappe est la carte du tracé des côtes, comprenant la mer des

Antilles, le golfe du Mexique et les colonies britanniques d'Amérique du Nord jusqu'à Terre-Neuve, qui, en étant basculée de 90 degrés (le Nord sur la droite), permet de découvrir la position centrale des Bermudes dans cette partie occidentale de l'Atlantique. L'auteur souligne la position singulière des Bermudes dans le croissant des possessions anglaises en Amérique, qui va de Tobago (disons la Barbade) à Terre-Neuve en passant par la Jamaïque et les Bahamas, et qui laisse à la périphérie les modestes établissements de Belize, de la côte des Mosquitos et de la baie d'Hudson. Cette situation stratégique, à mi-chemin entre Porto-Rico et l'entrée du Saint-Laurent, devient évidente avec la carte du jeu des vents (à l'est, les alizés portant au sud-est, les *Northeasterly Trade Winds*, et à l'ouest, les alizés ramenant au nord-est, les *Westerlies*) et des courants (le Gulf Stream), qui rend par exemple logique le détour par les Bermudes pour aller de la Jamaïque à la Barbade. De la même façon, les navires provenant de Nouvelle-Angleterre laissent les Bermudes sur leur tribord pour gagner les Leeward (les îles Sous-le-Vent) ou les Windward Islands (les îles du Vent).

Les Bermudes sont le point de convergence de deux grands types de trafic, celui au sud portant sur la marchandise tropicale et, plus au nord, celui qui draine céréales, bois, bétail ou poisson. Étant donné que ce dernier circuit dessert souvent l'Europe du Sud ou l'Afrique, les routes se croisent à la hauteur de l'archipel.

Voilà pour la position stratégique. Au-delà, Michael Jarvis s'applique à montrer le rôle crucial de la colonisation de ces îles pour l'expansion anglaise dans l'Atlantique. Elles sont découvertes en 1505 par le Portugais Juan de Bermúdez. Reconnues maintes fois par la suite, inhabitées, elles reçoivent le nom d'îles des Démons, alimentant toutes sortes de superstitions chez les marins. Les récifs qui les entourent y sont pour beaucoup. En juillet 1609, soit un peu plus de deux ans après le voyage fondateur de Christopher Newport dans la baie de la Chesapeake, l'ouragan drosse vers la côte le navire la *Sea Venture*. C'est l'un des neuf bâtiments partis ravitailler la Virginie. À son bord, 150 colons, Thomas Gates qui prend le gouvernement, l'amiral Sir George

Somers, et Newport, le commandant. Les naufragés passent dix mois sur l'archipel, accumulant les informations. En 1612, la colonisation effective commence. Le premier gouverneur, Richard Moore, est charpentier de son état : cela en dit long sur le chemin suivi par la plus petite et la plus ancienne des colonies britanniques.

La première cargaison de pétun américain part des Bermudes en 1614, au moment où John Rolfe en est encore au stade de l'expérimentation dans la Virginie voisine. Les établissements concernent d'abord la partie orientale de l'archipel, mais l'ensemble de la terre est mis en valeur en quelques années, vu le montant très modeste des investissements. Des tribus (au sens de familles) se partagent des bandes de terre (l'île principale est étroite), comme cela se pratique à la même époque sur les bords de l'Hudson hollandais ou du Saint-Laurent français. Parallèlement au tabac, la course menée contre la puissance espagnole se développe avec la bienveillance de la Somers Island Company. Le résultat est que les premiers esclaves, des noirs et des Indiens, débarquent à partir de 1616. Avec la reprise de la guerre entre l'Espagne et les Provinces-Unies en 1621, les corsaires bermudiens naviguent sous commissions hollandaises. Puritains, ils continueront sous le Commonwealth, aiguillonnés par le comte de Warwick. Le tabac finance la course et celle-ci favorise la culture du pétun : jusqu'en 1625, les Bermudes supplantent la Virginie dans cette production, exportant 432 000 livres poids en 1684. La Virginie, à l'époque, en expédie plus de 21 millions en Angleterre. Cependant, le pétun n'est pas une monoculture, l'économie se diversifie grâce au commerce réalisé avec les autres colonies (viande, beurre, fromages, poisson, blé et patates ou agrumes). De quoi pallier pour partie la crise du tabac. Le trop-plein de la population migre : Providence, Sainte-Lucie, Tobago, Trinidad, la Barbade et les Bahamas, déjà ! Parmi les premiers colons de la Jamaïque figurent 200 Bermudiens. L'ouverture sur la mer est commerciale et humaine. Elle s'accompagne d'un essor de la construction navale : le sloop et le schooner, d'une capacité de quatre à huit hommes armés, offrent l'avantage d'être utilisés aussi bien

pour la pêche que le transport de marchandises, la traite négrière ou la course. Le recours à l'interlope est inévitable, surtout lorsque disparaît la Compagnie en 1684.

Course, interlope, trafics en tous genres. Tous les moyens sont bons pour survivre et prospérer. La pêche sur les galions naufragés est une activité lucrative depuis qu'en 1687, deux capitaines bermudiens ont ramené pour 300 000 livres d'or et d'argent d'une épave. L'équivalent de 70 000 livres demeure dans l'archipel, le produit du tabac pour une décennie ! La piraterie prend le relais. Après Bartholomew Sharp, Thomas Tew du Rhode Island vient y quérir une commission avant de tourner forban dans l'océan Indien et de ramener un véritable trésor. Nathaniel North est, lui, un enfant du pays, qui prend également la route de Madagascar et de la mer Rouge. Ces richesses gagnées si rapidement, une épidémie de fièvre jaune qui balaye 12 % de la population, touchant particulièrement les cultivateurs en 1692, ce qui n'aurait pu être qu'une escale de rafraîchissement intègre les circuits de circumnavigations atlantiques. Le port de Saint George connaît une expansion remarquable au XVIII<sup>e</sup> siècle. Après Boston et Bridgetown (la Barbade), Saint George rivalise avec New York, Kingston ou Terre-Neuve, surpassant Philadelphie, Charlestown ou Antigua en tonnage. Dans l'archipel, la population dépasse les 8 000 habitants dès 1721, dont 3 500 noirs, libres ou esclaves. Chez les blancs comme chez les noirs, les femmes sont plus nombreuses que les hommes et les enfants représentent près de la moitié du total.

Comme les esclaves ne sont pas indispensables pour les cultures, beaucoup embarquent. Les Bermudes deviennent un lieu de recrutement de gens de mer. À la contrebande s'ajoutent le sel, exploité sur les îles Turques-et-Caïques, le produit des naufrages, la course en période de guerre, la pêche. Les hommes sont souvent absents, les femmes veillent. Ces activités sont très proches de celles des Yankees depuis la Nouvelle-Angleterre. Au moment où la guerre d'Indépendance éclate, à partir de 1775, les Bermudiens, après avoir hésité, se rallient à l'Angleterre, profitant des troubles pour commercer avec le Canada et les Caraïbes, restées eux aussi fidèles. Sans mettre

en avant une quelconque fibre patriotique, il est dommage que l'auteur, à l'instar de bien de ses collègues, en soit encore à se servir d'adjectifs désobligeants dès lors qu'il s'agit de la France, parlant de conquêtes agressives, etc. Le mieux aurait été de consulter les archives françaises, à propos du débarquement domingois aux îles Turques en 1764. Pour le reste, l'ouvrage est complet et accessible.

PHILIPPE HRODÉJ

### **Dominique Goncalvès**

*Le planteur et le roi. L'aristocratie havanaise et la couronne d'Espagne, 1763-1838*

Madrid, Casa de Velázquez, 2008, xvi-460 p.

Ce bel ouvrage, au titre sobre et précis, est tiré de la thèse de Dominique Goncalvès. Au moment où, commémoration du bicentenaire aidant, les historiens cherchent à mieux comprendre les raisons qui ont provoqué l'écroulement de l'empire espagnol des Indes et l'éclosion des États indépendants du continent américain, cette première décolonisation, ce livre fait la démonstration d'un contre-exemple : pourquoi Cuba n'a-t-elle pas suivi le même chemin que les autres colonies de l'Amérique espagnole, pourquoi n'est-elle pas devenue indépendante pendant ces années 1810-1825 et pourquoi est-elle restée dans le giron de la couronne d'Espagne jusqu'en 1898 ? Ces questions ne sont pas nouvelles, mais les réponses apportées par D. Goncalvès le sont : « une nouvelle piste est envisagée ici : celle du lien exceptionnel entre une élite créole et la Couronne d'Espagne » (p. 411).

Certes, le terrain était déjà bien balisé : l'histoire économique, celle, déjà ancienne, entreprise par Julio Le Riverend ou celle, renouvelée, de Manuel Moreno Fraginals, avait montré la place prépondérante de la plantation de canne à sucre dans l'économie coloniale, occupée par ces exploitations appelées *ingenios*<sup>1</sup>. Dès lors, du côté des élites de la colonie, s'affirmait une oligarchie transformée en « plantocratie » ou encore en « saccharocratie ». Plusieurs travaux d'histoire sociale s'étaient donc attachés à décrire ces élites de la société

havanaise, cette aristocratie du sucre, afin de comprendre les rapports établis entre les maîtres de la terre, les commerçants et les fonctionnaires de la Couronne. Le poids grandissant de cette société aristocratique créole a même permis à Allan Kuethe de mesurer l'impact des réformes militaires imposées à Cuba par la métropole sur cette élite<sup>2</sup>.

Mais l'ouvrage de D. Goncalvès brosse le tableau détaillé et précis de cette élite aristocratique havanaise sur une longue période : il montre comment les liens politiques et sociaux établis avec les commerçants et les fonctionnaires de la Couronne ont conduit cette « saccharocratie » à privilégier l'option du maintien de Cuba dans l'empire espagnol, un empire en voie d'implosion. Ces liens renforcèrent ainsi la place dominante qu'elle exerçait sur « la perle des Antilles », à la fois dans la dynamisation de l'économie sucrière coloniale et dans la géopolitique de défense de l'île, face aux troubles agitant l'empire mais aussi la métropole.

Un des principaux apports de l'ouvrage est la description de cette « saccharocratie ». La démarche prosopographique de l'auteur fait apparaître les liens entretenus par les réseaux sociaux d'une quarantaine de familles. Le traitement informatique des données archivistiques doit beaucoup aux méthodes mises au point par Jean-Pierre Dedieu à propos de l'histoire des familles et des réseaux de pouvoir de l'Espagne moderne. Les comparaisons effectuées entre ces élites havanaises et celles du Mexique, traitées à partir des officiers de finance en Nouvelle-Espagne par Michel Bertrand ou à partir des sociétés minières de Zacatecas par Frédérique Langue, montrent la spécificité du « modèle cubain »<sup>3</sup>. Il en est de même avec les élites des différentes îles des Caraïbes, confrontées au monde des esclaves des plantations de canne et marquées par les révoltes de la colonie française de Saint-Domingue. Peut-être, à ce propos, aurait-il été instructif de comparer cette « saccharocratie » cubaine avec les maîtres d'*engenhos* (les maîtres de moulins à sucre) du Brésil ?

Étroitement mêlée à cette histoire sociale quantitative des familles havanaises, une approche micro-historique donne à l'auteur les

moyens de mettre en valeur les actions de ce groupe, aussi bien à Cuba qu'à la cour madrilène des Bourbons, de Charles III à Ferdinand VII. Les tableaux récapitulatifs des concessions de titres et de grandesses, distribuées à l'élite créole havanaise par Madrid, se révèlent ainsi particulièrement utiles pour comprendre les relations entre les membres de cette « saccharocratie » et la couronne d'Espagne, ainsi que l'engagement de cette élite au sein de cette institution, créée à Cuba en 1792 par la monarchie, qu'est le Consulat royal. C'est la complexité des rapports établis entre les élites havanaises et les fonctionnaires de l'empire qui justifie la périodisation non conventionnelle établie par D. Goncalvès : le rappel à Madrid du capitaine général Miguel Tacón en janvier 1838 et la nomination comme surintendant, à la tête de l'administration des finances de l'île, d'un aristocrate créole, le comte de Villanueva, sont les preuves tangibles de la fidélité de ces élites à la couronne d'Espagne.

Enfin, l'analyse des enjeux des relations internationales figure en toile de fond de cette monographie sur l'île de Cuba. Alors qu'en juin 1763, la couronne d'Espagne récupérait La Havane, occupée depuis onze mois par les troupes anglaises à la suite du conflit engagé entre l'Espagne et l'Angleterre, consécutif au Pacte de famille établi entre Louis XV et Charles III, l'arrivée de Joseph Bonaparte sur le trône d'Espagne en 1808 perturbait à Cuba, comme dans l'empire, le comportement des élites. L'option cubaine de fidélité à la couronne des Bourbons renforçait la domination de la « saccharocratie ». Elle trouvait dans la modernisation technique des *ingenios* un moyen de développer la production sucrière désormais exportée vers un nouveau marché, celui des États-Unis d'Amérique.

GUY MARTINIÈRE

1 - Julio LE RIVEREND, *História económica de Cuba*, La Havane, Instituto cubano del Libro, 1974 ; Manuel MORENO FRAGINALS, *El ingenio. Complejo económico social cubano del azúcar*, Barcelone, Crítica, 2001.

2 - Allan J. KUETHE, *Cuba, 1753-1815: Crown, Military, and Society*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1986.



3 - Jean-Pierre DEDIEU, « Une nouvelle approche de l'histoire sociale : les grandes bases de données », *Sciences de l'homme et de la société*, 6, 2003, p. 35-38; Hélène MILLET (éd.), *Informatique et prosopographie*, Paris, Éd. du CNRS, 1985; Michel BERTRAND, *Grandeur et misère de l'office. Les officiers de finances de Nouvelle-Espagne, XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1999; Frédérique LANGUE, *Mines, terres et société à Zacatecas (Mexique) de la fin du XVII<sup>e</sup> à l'indépendance*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1992.

### Ashli White

*Encountering Revolution: Haiti and the Making of the Early Republic*

Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2010, IX-267 p.

La révolution haïtienne donne aujourd'hui lieu à un véritable raz-de-marée historiographique dans le monde anglophone, à tel point que Saint-Domingue/Haïti peut passer pour la « capitale » imaginaire de l'espace atlantique révolutionnaire<sup>1</sup>. La contribution d'Ashli White à ce champ d'études réévalue l'impact d'une révolution naguère « passée sous silence » sur la construction de la jeune République américaine. Selon l'auteur, les vagues successives de réfugiés dominicains qui affluent sur les côtes américaines dans les années 1790-1800 confrontèrent les États-Unis aux contradictions inscrites dans le compromis constitutionnel de 1787. Ces migrants – planteurs et esclaves, blancs et gens de couleur –, apportant avec eux les conflits politiques de Saint-Domingue et de métropole, reformulaient concrètement la question de la compatibilité du républicanisme avec l'esclavage aux États-Unis. A. White, laissant de côté les considérations démographiques ou l'approche « diasporique » d'une communauté de migrants, choisit d'aborder son sujet sous l'angle de l'interaction, afin d'éclairer les processus de différenciation qui contribuent à l'élaboration d'un exceptionnalisme américain. Ce faisant, l'auteur interroge les processus de « contagion » révolutionnaire, en substituant la métaphore du réseau au modèle classique des dominos.

Dans un premier chapitre, l'auteur se livre à un exercice de comparaison entre Saint-

Domingue et les États-Unis afin de mettre en évidence des analogies contre-intuitives. L'urbanisme, les structures de sociabilité, le rôle crucial des ports expliquent notamment pourquoi Philadelphie put être perçue comme le « Nouveau Cap ». L'auteur montre que les difficultés matérielles auxquelles furent confrontés les réfugiés pour se loger ou pour trouver un emploi contribuèrent à des jeux identitaires d'assimilation et de différenciation. A. White éclaire ainsi la variété des auto-désignations (de l'« infortuné Dominicain » au « Français de bon goût ») et, parallèlement, la diversité de perceptions des Américains. La réflexion est approfondie dans un deuxième chapitre qui porte sur le défi logistique posé par l'arrivée massive de réfugiés souvent démunis. Les grands négociants des principaux ports, qui, pour la plupart, avaient des intérêts commerciaux dans les Antilles françaises, organisèrent des comités de soutien et procédèrent à de vastes collectes. Les ressources locales se révélant insuffisantes, il fallait, d'une part, distinguer les réfugiés à aider prioritairement selon des critères de genre, de race et d'âge; et, d'autre part, préciser les charges respectives des États fédérés et du gouvernement fédéral dans la construction des États-Unis comme « terre d'asile ».

Le troisième chapitre présente les manœuvres des planteurs pour éviter d'être assimilés à des « aristocrates » fuyant les terres républicaines. Les tensions internationales entre la France et les États-Unis, les remous révolutionnaires internes à l'empire colonial français, et le développement d'un bipartisme de plus en plus radical dans la jeune République américaine, expliquent les acrobaties des réfugiés dominicains, dont les positionnements politiques ne pouvaient qu'être instables, malgré un infatigable activisme.

Le chapitre suivant déplace le regard vers les gens de couleur et les esclaves, interrogeant de ce fait la perception américaine de la révolution servile. Or ces réactions furent d'une grande diversité : aux expressions d'horreur devant les massacres se mêlaient les accusations contre la cruauté des planteurs dominicains, voire, plus rarement, la justification d'une insurrection partageant les valeurs de la révolution américaine. Si des lois visèrent à inter-

dire l'entrée des « *French negroes* » dans certains États du Sud par peur de propagation des révoltes, A. White montre que nombre de planteurs et négociants américains contournaient ces lois, manifestant ainsi une grande confiance dans l'institution esclavagiste, comme le suggère également la continuation des relations commerciales avec Saint-Domingue sous la présidence fédéraliste de John Adams. Refusant un schéma binaire, A. White souligne que Saint-Domingue servit autant la cause de l'abolitionnisme graduel que celle de l'esclavagisme.

Le dernier chapitre porte sur la dernière vague des réfugiés qui, expulsés de Cuba en 1809, prirent la direction de la Louisiane. Cet afflux fit rejouer les questions posées dans les années 1790, mais l'expansion territoriale des États-Unis, l'indépendance d'Haïti en 1804 et l'interdiction de la traite en 1807 en modifiaient les enjeux. L'exemption finalement accordée aux Domingoï, autorisés à introduire leurs « propriétés » malgré la prohibition de la traite, fut décisive pour l'histoire de la Louisiane et, plus généralement, des États-Unis au XIX<sup>e</sup> siècle.

La démarche originale adoptée par A. White constitue l'apport majeur de l'ouvrage : l'histoire atlantique n'est pas pensée comme alternative à une histoire nationale, elle est présentée comme une dimension consubstantielle à la construction de la nation et de l'État fédéral américains. L'auteur prend ainsi le contrepied d'une histoire atlantique mise au service d'un exceptionnalisme régional ou local, faisant de Boston ou de la Louisiane des espaces intrinsèquement distincts : l'examen minutieux de la presse de très nombreux ports montre que des villes secondaires telles que Norfolk ou Wilmington, pourtant dépourvues d'une tradition historiographique comparable, furent autant concernées par la « question domingoï ».

Nous pouvons regretter néanmoins que les archives françaises n'aient pas été mobilisées, car les sources consulaires notamment auraient permis d'approfondir l'analyse de l'interaction entre Américains et Domingoï. Si A. White prévient d'emblée qu'elle ne se livre ni à un exercice de comptabilité démographique ni au récit biographique propre à la micro-histoire, il faut reconnaître que cette double absence fait obstacle à la réflexion. Domingoï et

Américains ne forment pas deux « blocs » intangibles, de même que la tripartition construite politiquement et juridiquement entre blancs, libres de couleur et esclaves, employée ici sans trop de précautions, est profondément retravaillée par la circulation atlantique<sup>2</sup>. Une réflexion plus poussée sur les acteurs de l'interaction aurait donc été souhaitable, dans la mesure où les jeux de l'identité et de l'identification constituent un volet majeur de l'ouvrage.

Ces nuances ne doivent toutefois pas conduire à minimiser l'importance du livre. Mêlant l'histoire politique à l'histoire culturelle, A. White est particulièrement convaincante quand elle analyse la variété des perceptions attachées à la philanthropie ou au républicanisme dans l'espace atlantique. Enfin, le lecteur aura beaucoup de plaisir à lire un ouvrage écrit dans un style enlevé, concis et illustré d'exemples parfois réjouissants.

MANUEL COVO

1 - Norman FIERING et David Patrick GEGGUS (dir.), *The World of the Haitian Revolution*, Bloomington, Indiana University Press, 2009, p. vii. Citons par exemple Jeremy D. POPKIN, *You Are All Free: The Haitian Revolution and the Abolition of Slavery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010, et Matthew J. CLAVIN, *Toussaint Louverture and the American Civil War: The Promise and Peril of a Second Haitian Revolution*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2010.

2 - Les incertitudes autour du statut juridique des réfugiés sont particulièrement bien mises en évidence dans Martha S. JONES, « Time, Space and Jurisdiction in Atlantic World Slavery: The Volunbrun Household in Gradual Emancipation New York », *Law and History Review*, 29-4, 2011, p. 1031-1060.

### Lyman L. Johnson

*Workshop of Revolution: Plebeian Buenos Aires and the Atlantic World, 1776-1810*  
Durham, Duke University Press, 2011,  
410 p.

Fruit de plus de trente années de recherches et de réflexion, ce livre dessine le portrait précis et convaincant du monde des artisans de la

ville de Buenos Aires au cours des décennies pré-révolutionnaires. Il faut remarquer d'emblée que la longue gestation de cet ouvrage a produit un effet heureux grâce à la sédimentation des différents modes qui ont marqué l'historiographie latino-américaniste depuis le milieu des années 1970. Aux approches sérielles et structurelles qui dominaient encore l'histoire sociale se sont combinées les perspectives fondées sur le genre et la race, ainsi qu'une contextualisation atlantique devenue dominante dans l'univers académique nord-américain. L'une des originalités du travail de Lyman Johnson consiste en ce que les données extraites du dépouillement exhaustif de certaines séries d'archives concernant le milieu des artisans – comme les contrats d'apprentissage ou les mercuriales de prix – donnent lieu aussi bien à l'élaboration de courbes et de graphiques sur les prix et les salaires qu'à des récits de cas individuels, analysés à la lumière des concepts des études culturelles, post-coloniales ou de genre. Les reconstructions statistiques dialoguent avec l'étude des singularités, vies ou événements. L'approche structurelle, dans sa massivité argumentative, se nuance ainsi d'une approche culturelle, voire anthropologique, des phénomènes sociaux. La combinaison de ces perspectives historiographiques étalées dans le temps donne sa personnalité à l'ouvrage, inassimilable aux catégories conceptuelles, et à la nouvelle routine intellectuelle de « race, classe et nation ».

Certes, cette diversité fait le choix d'écarter la nouvelle histoire politique née au cours des années 1990 et illustrée par de grands noms en Argentine. Les huit chapitres du livre cherchent pourtant à articuler les dimensions sociales, culturelles et politiques du monde des plébéiens portègues. Le premier décrit les structures de la vie plébéienne dans le contexte d'une cité portuaire d'abord modeste, qui connaît une expansion rapide tant sur le plan démographique qu'économique et politique. Ce chapitre détaille finement les conséquences de l'insertion de Buenos Aires dans une économie atlantique en plein essor et son érection en siège de la vice-royauté du Río de la Plata. Il éclaire le monde méconnu de la culture matérielle, à propos, par exemple, des changements architecturaux et de l'évolution

du bâti de la ville sous la pression des nouveaux arrivants. La réorientation atlantique de la cité comme de la région (Tulio Halperin Donghi, John Lynch) fait de Buenos Aires une société urbaine en effervescence – avec l'arrivée de nombreux migrants d'Europe ou d'esclaves déportés d'Afrique –, à la fois fluide, changeante et traversée de multiples conflits.

Le deuxième chapitre approfondit l'étude sociale du groupe des artisans. Il signale l'hétérogénéité et la labilité de ce collectif, ainsi que son évolution rapide au cours de la période. Le groupe des artisans comprend en effet des Créoles (blancs nés en Amérique), des Espagnols et d'autres Européens, notamment Portugais, mais aussi des mulâtres libres, des Indiens, ainsi que de nombreux esclaves qui travaillent avec eux. L'un des intérêts de l'étude consiste en son approche anthropologique, axée autour de la compréhension de la cohésion et des divisions de chaque corps de métier. L. Johnson inscrit ainsi la formation des compagnons dans le contexte plus large d'une culture de la masculinité : confier son fils à un maître ne signifie pas seulement le former à un savoir-faire, mais « en faire un homme ». Il étudie également les loisirs (corridas, paris, sociabilités dans les cafés, pelote basque), ainsi que les hiérarchies internes entre les métiers – les charpentiers et les forgerons tenant le haut du pavé – et, au sein de chacun d'entre eux, la qualification et le type d'activité exercée, fixant un statut toujours changeant et négociable. Il montre enfin les interrelations entre le monde du compagnonnage et celui des ouvriers non qualifiés.

Les chapitres trois et quatre sont plus narratifs puisqu'ils s'organisent autour du récit de l'institutionnalisation impossible de deux corps de métiers : les cordonniers et les forgerons. Ce processus connaît de multiples rebondissements et aboutit à un échec : les institutions corporatives n'eurent en effet qu'une existence éphémère en raison des conflits internes et du nouveau credo libéral des institutions municipales et coloniales (inspirées par l'exemple de la réforme de Turgot en 1776). Ces chapitres sont passionnants à plus d'un titre. Ils maintiennent en effet une sorte d'indécision entre deux stratégies argumentatives : d'un côté, l'analyse insti-

tutionnelle, de l'autre, celle des réseaux et des factions. Si, sur le plan conceptuel, une telle hésitation est dommageable, elle n'en finit pas moins par emporter l'adhésion du lecteur, car elle permet à l'auteur de fournir une description détaillée des différentes stratégies en présence. L. Johnson insiste avec bonheur sur la capacité des artisans de couleur à se regrouper pour se défendre contre les artisans blancs, d'origine européenne en général, qui voudraient imposer le critère de pureté de sang pour éliminer la concurrence du puissant groupe des métis libres d'origine africaine. La mise en évidence de ces motivations économiques jette une lumière originale sur les enjeux de la macule raciale. En outre, on comprend mieux les processus prérévolutionnaires d'organisation plébéenne, ainsi que l'émergence d'une conscience collective antérieure à la création de la sphère publique lors des indépendances (encore faudrait-il préciser la nature de cette dernière et son incidence sur les événements postérieurs).

Le chapitre cinq rompt avec la relative homogénéité des parties précédentes en s'attachant à l'étude événementielle d'une conspiration liée à la Révolution française en 1795. Si l'on doute, au final, de la réalité d'un tel « complot » français visant à établir la liberté dans la vice-royauté, du moins apprend-on beaucoup sur la circulation des idées et des rumeurs dans le contexte atlantique au sein des couches plébéennes de la population : loin de se cantonner aux élites ou à la sphère des idées, l'information sur Robespierre, l'exécution de Louis XVI ou la révolution de Saint-Domingue, s'est répandue comme une traînée de poudre dans le milieu des artisans – et des esclaves – de Buenos Aires, inspirant maintes mauvaises paroles contre l'ordre existant.

Reprenant le fil de l'approche sociologique, les chapitres six et sept décrivent la culture matérielle, insistant sur la question des revenus. Comme on pouvait s'y attendre, de fortes inégalités de salaires divisent les métiers et les qualifications. Cependant, le monde des artisans, qualifiés ou non, connaît une amélioration significative de ses gains, sauf en période de guerre. Le commerce atlantique et la création de la vice-royauté s'imposent comme les facteurs décisifs de cette embellie.

Les commandes de l'administration coloniale, ainsi que celles de l'Église locale, stimulent la demande. Malgré cette conjoncture favorable, l'arrivée de nombreux esclaves comme la liberté du travail font que le monde des artisans se trouve sans repère ni structure à la fin de l'Ancien Régime. Cette situation favorise l'enrichissement de quelques-uns, qui parviennent à fabriquer en gros, mais plonge l'ensemble des artisans dans l'incertitude. Celle-ci explique – et c'est l'un des apports significatifs de l'ouvrage – que les travailleurs urbains s'engagent en masse dans les milices, peut-être par patriotisme mais surtout pour se garantir un revenu stable lors des deux invasions anglaises (1806-1807) et au cours de la révolution (1810), sur lesquelles le dernier chapitre clôt l'étude.

Par l'ampleur de ses sources et la subtilité de ses analyses, le livre de L. Johnson représente une contribution majeure dans le domaine de l'histoire sociale et urbaine. Il permet d'éclairer tout un pan de l'histoire sociale et urbaine de Buenos Aires, inconnu jusque-là pour cette période – l'ouvrage de Gabriel Di Meglio consacré au rôle politique de la plèbe urbaine, cité mais peu utilisé, concernant l'époque révolutionnaire<sup>1</sup>. Il suggère, en outre, de nombreuses pistes pour mieux comprendre les processus de politisation et de mobilisation populaire, à la fois sous l'Ancien et le Nouveau Régime. Toutefois, il faut convenir que l'ouvrage n'atteint sans doute pas l'objectif que laisse supposer son titre (et qui n'est pas son ambition réelle) : éclairer d'un jour nouveau le processus révolutionnaire par un rapprochement inédit de l'analyse sociale et de l'étude du politique. Cédant parfois à l'ivresse de posséder la « vraie histoire », celle des classes populaires et des structures économiques, *Workshop of Revolution* ne fait que suggérer les articulations possibles entre l'évolution des conditions matérielles de la vie plébéenne et le processus d'organisation et de participation politiques des artisans. Cette critique n'est qu'une invitation à nouer un dialogue nécessaire entre deux approches historiographiques (politique ou sociale) qui, si elles abandonnaient leurs prétentions totalisantes et leur goût pour l'insularité académique, permettraient conjointement de mieux

comprendre la grande mutation du monde atlantique entre la guerre de Sept Ans et les réformes libérales du XIX<sup>e</sup> siècle, découvrant au passage de nouveaux chantiers historiographiques.

CLÉMENT THIBAUD

1 - Gabriel DI MEGLIO, *¡Viva el bajo pueblo! La plebe urbana de Buenos Aires y la política entre la revolución de Mayo y el Rosismo*, Buenos Aires, Prometeo Libros, 2006.

### Rachel Moore

*Forty Miles from the Sea: Xalapa, the Public Sphere, and the Atlantic World in Nineteenth-Century Mexico*

Tucson, University of Arizona Press, 2011, XIII-230 p.

Essayant de reconstruire la culture atlantique de la ville de Xalapa, située à 1 500 mètres au-dessus du niveau de la mer dans le Mexique central, ce livre brise l'une des limites les plus évidentes de l'histoire atlantique, qui a souvent restreint l'analyse aux territoires proches des rivages océaniques. L'auteur montre en effet que, de la fin de l'époque coloniale à l'indépendance, la culture atlantique de la côte se déplace de sa localisation géographique naturelle au port de Veracruz pour se reconstituer à Xalapa. Cette ville, éloignée de la mer, acquiert ainsi toutes les caractéristiques d'un espace urbain portuaire : une large population de passage et de marchands, un point stratégique de commerce, un cantonnement militaire, un lieu de convalescence.

Le livre est structuré en cinq chapitres. Le premier montre comment, de lieu de passage sur la route de Veracruz à Mexico, Xalapa se convertit en centre commercial vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et finalement en lieu de cure. Les raisons de cette transformation résident dans l'adversité que le port de Veracruz dut affronter entre 1790 et 1867 : menaces et attaques étrangères, épidémies, etc. La décision des autorités espagnoles de ne pas investir dans le renforcement des défenses de la ville, qu'elles soient militaires ou hygiéniques, en fit un lieu répulsif. Ceux qui vivaient dans la ville portuaire trouvèrent refuge à Xalapa ; ceux qui

voyageaient délaissèrent presque immédiatement Veracruz pour poursuivre leurs affaires à Xalapa. Cette dernière devint ainsi une ville frontière entre la côte menacée et l'intérieur du Mexique.

Le deuxième chapitre analyse les interactions de la bureaucratie mexicaine avec la culture atlantique. Pendant les guerres d'indépendance, Xalapa se transforma en un site de contrôle policier : les voyageurs venant de Veracruz devaient y attendre les papiers nécessaires pour voyager à l'intérieur du pays. De cette manière, nombre de Mexicains et d'Espagnols qui, pendant les guerres, avaient émigré aux Caraïbes prolongeaient leur séjour à Xalapa. Les auberges de la ville se sont multipliées et sont devenues le point central des échanges d'informations entre les voyageurs et les Xalapeños.

Considérant la région de Veracruz dans son ensemble, le troisième chapitre élargit l'horizon spatial de l'analyse. L'auteur introduit en effet une comparaison entre Xalapa et Orizaba, une ville au sud de Xalapa, qui, pendant l'époque coloniale, avait joué le même rôle du fait de sa localisation sur route reliant Mexico à Veracruz. Cependant, contrairement à Xalapa, celle-ci ne s'est pas ouverte à la culture atlantique et resta très liée à la capitale, au moins pendant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

Les deux derniers chapitres explorent les relations de ces deux villes, Xalapa et Orizaba, avec le gouvernement central au cours de deux moments fondamentaux de l'histoire mexicaine : la carrière politique d'Antonio López de Santa Anna et la guerre de Réforme (1858-1861). L'attitude ambiguë de Santa Anna envers sa région d'origine – il était né à Xalapa – explique son arrivée au pouvoir. Alors qu'au début de sa carrière, celui-ci symbolise la défense de l'autonomie de la région face au gouvernement central, une fois président, il utilise son pouvoir pour limiter la liberté de presse, conquérant ainsi l'opposition radicale des Xalapeños. Dans le cas d'Orizaba, les réformes libérales et anticléricales de la fin des années 1850 provoquèrent la réaction des habitants de la ville vis-à-vis du gouvernement central : face à l'attaque contre le clergé qui, jusqu'à cette date, avait garanti la circulation des informations, ils réclament un service postal plus efficace.

L'originalité et l'intérêt de ce livre résident dans l'effort d'intégrer le monde atlantique, avec ses échanges et connexions transnationales, dans un récit de construction nationale. Il montre comment la formation d'un espace national aux Amériques au XIX<sup>e</sup> siècle ne peut faire abstraction des effets d'interconnexion que l'espace atlantique continue à produire bien au-delà des indépendances. En ce sens, l'ouvrage de Rachel Moore essaie de fournir une réponse au débat, très actuel, sur les limites chronologiques de l'histoire atlantique et sur la signification de la catégorie « coloniale »<sup>1</sup>. En effet, l'« atlanticté » de Xalapa au XIX<sup>e</sup> siècle est le résultat des dynamiques de l'époque espagnole et surtout des réformes de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui placent la ville sous la juridiction du nouveau consulat de commerce de Veracruz. Ce lien avec l'Atlantique s'atténue seulement vers la fin du siècle, en raison de la construction du chemin de fer qui relie Mexico à la ville portuaire, en passant par Orizaba.

L'autre grand mérite du livre est d'avoir montré que les effets produits par ce grand espace de mobilités et d'interconnexions – le monde atlantique – ne s'arrêtent pas aux zones côtières mais se prolongent vers les villes de l'intérieur. On découvre ainsi l'existence d'un espace typiquement portuaire – avec des foires, des marchands, des commerces, des gens de passage – à 1 500 mètres d'altitude, dans le Mexique central. Cela renvoie au concept de frontière et au fait que les zones côtières ont beaucoup en commun avec les cités intérieures – les deux espaces étant des zones de conflit et de synthèse à la fois<sup>2</sup> –, tout en remettant en question la catégorie de région en tant qu'espace dont l'architecture et la direction internes sont constamment redéfinies autant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

L'auteur, néanmoins, ne réussit pas à atteindre l'un des objectifs énoncés : l'articulation entre espace atlantique et sphère publique. R. Moore montre qu'à Xalapa il y avait de nombreux journaux aussi bien que maints cafés où les gens échangeaient des informations, mais elle ne réussit pas vraiment à convaincre lorsqu'elle aborde la relation étroite entre ce monde atlantique fait de marchands et de voyageurs et la sphère publique qui se développe dans la ville au XIX<sup>e</sup> siècle.

Le fait que la ville soutienne les libéraux et le projet fédéraliste et qu'elle soit constamment à la recherche d'autonomie politique, en s'opposant même à Santa Anna, ne suffit pas à établir une relation directe entre son caractère atlantique et ses orientations politiques, issues d'une sphère publique moderne et démocratique. Alors que la presse connaît un essor un peu partout dans le Mexique au XIX<sup>e</sup> siècle – au moins dans les espaces urbains –, l'autonomie constitue un objectif de la majorité des villes et villages mexicains après les indépendances, comme l'ont signalé de nombreuses études d'histoire politique parues au cours des deux dernières décennies. Alors, au-delà des chroniques de voyage et d'histoire locale – que l'auteur utilise comme sources principales de son travail –, reste à montrer de manière plus détaillée et convaincante comment se construit le rapport supposé entre le monde atlantique et la naissance d'une sphère publique moderne.

FEDERICA MORELLI

1 - Jean-Frédéric SCHAUB, « La catégorie 'études coloniales' est-elle indispensable ? », *Annales HSS*, 63-3, 2008, p. 625-646.

2 - François FURSTENBERG, « The Significance of the Trans-Appalachian Frontier in Atlantic History », *The American Historical Review*, 113-3, 2008, p. 647-677.

**Silvia Capanema P. de Almeida  
et Anaïs Fléchet (dir.)**

*De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques, Europe*  
Bruxelles, Peter Lang, 2009, 273 p.

Cet ouvrage collectif est le fruit de journées d'études tenues en 2007 et consacrées au thème particulièrement porteur de la « démocratie raciale » au Brésil et de sa crise actuelle. La croyance en un modèle portugais et brésilien du métissage et du multiracialisme est si répandue qu'il est fort utile de présenter aux lecteurs francophones un état des lieux qui corrige sérieusement les idées reçues et historicise la question. On déplore d'autant plus que le travail d'édition n'ait pas débarrassé les traductions de leurs nombreux lusismes et

d'approximations qui gênent parfois la parfaite compréhension des textes.

Contrairement à ce que suggère son titre, le livre, qui suit une progression chronologique, ne commence pourtant pas par la « démocratie raciale », dont Antônio Sérgio Alfredo Guimarães rappelle qu'elle a été formulée entre 1937 et 1944, au moment où la dictature de l'*Estado Novo*, calqué à l'origine sur divers régimes autoritaires européens, finit par rejoindre les États-Unis dans la grande alliance contre le fascisme et le nazisme. La « démocratie raciale » était alors présentée comme un système adapté aux « conditions nationales » et permettait de concilier la politique extérieure du Brésil avec la liquidation de la démocratie libérale à l'intérieur de ses frontières.

Ce sont bien ces « conditions nationales », c'est-à-dire la présence d'une population nombreuse d'Afro-descendants due au caractère massif et durable de la traite et de l'esclavage au Brésil, qui constituent le point de départ de l'ouvrage, avec l'importante contribution d'Hebe Mattos. Celle-ci reprend le titre de sa thèse<sup>1</sup>, et insère dans la longue durée les conclusions de ce travail qui portait sur les dernières années de l'esclavage et les premières décennies post-abolitionnistes. H. Mattos perçoit l'histoire du Brésil comme l'alternance de cycles de « racialisation » et de « déracialisation » des rapports sociaux (p. 50). Des systoles et diastoles comparables rythment la conscience que les noirs du Brésil ont de leur couleur.

Jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la société portugaise permettait à quelques familles noires, distinguées par le métier des armes, de s'agréger aux élites de la colonie et de la nation, mais, vers 1690, la couleur de la peau apparaît comme le stigmate de l'origine servile, quels que soient les services rendus par les individus ou leur position. Avec la consolidation de l'esclavage africain en Amérique portugaise, « l'interdit de couleur » (p. 47) se superpose à l'exclusion ibérique fondée sur la « pureté de sang », et barre l'accès à l'échevinage et aux ordres de chevalerie à ceux dont la peau trahit un ancêtre infâme – un esclave –, comme aux nouveaux chrétiens.

H. Mattos évoque un mouvement de « dénaturalisation des hiérarchies sociales » à

partir de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, des réformes du marquis de Pombal et des principes égalitaires de l'ère des révolutions, à travers la biographie d'André Pereira Rebouças (1798-1880). Ce fils d'une esclave affranchie participa à Bahia aux combats pour l'indépendance du Brésil, devint un juriste renommé et plaida tout au long de sa vie pour la parfaite intégration des hommes libres de couleur dans la société impériale et la fin de toute discrimination fondée sur la race. Son fils André Rebouças (1838-1898), célèbre ingénieur et militant abolitionniste, se découvrit sur le tard une conscience noire et africaine, exprimant à sa manière le regain de racialisation qui s'empare de la société brésilienne dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Après l'abolition de l'esclavage, les anciens esclaves et descendants d'esclaves souhaitent aussi abolir la couleur pour n'être plus que des « citoyens », sans distinction ou discrimination particulières, et manifestent des aspirations assimilatrices et universalistes, comme le confirme l'article de Sílvia Capanema de Almeida. La société brésilienne ne se montre certes pas aveugle à la couleur de peau – la classe laborieuse a toujours fait figure de race dangereuse –, mais elle est longtemps frappée de mutisme sur la question, à la demande même des principaux intéressés qui mettent en œuvre une « éthique du silence » (p. 30). Celle-ci explique en grande partie la quasi-absence des intellectuels noirs brésiliens dans le débat panafricaniste avant les années 1960, même si H. Mattos en décèle quelques échos dans les derniers écrits d'A. Rebouças.

L'histoire des noirs du Brésil se heurte aux mêmes difficultés méthodologiques que toute histoire des prolétaires. Pour approcher la masse anonyme et sans voix, les historiens disposent de quelques documents statistiques, comme ceux exploités par S. Capanema, mais les témoignages sont rares et proviennent de sujets atypiques, d'individus qui, d'une manière ou d'une autre, ont échappé à leur condition. Tel est le cas des exemples déclinés au fil des contributions, comme ceux des Rebouças père et fils, de Toninho, le militant de la cause noire cité par H. Mattos, de João Cândido, « l'amiral noir » de la mutinerie de 1910 évoqué par S. Capanema, de Francisco Xavier da Costa,

l'ouvrier lithographe et leader socialiste à Porto Alegre dont Benito Bisso Schmidt retrace le parcours, ou d'Abdias do Nascimento, figure fondatrice du Mouvement noir brésilien et éveilleur de la conscience noire dans les années 1980.

C'est la substitution de la démocratie raciale par le multiethno-racialisme, contemporain du démantèlement des dictatures militaires et de la construction de « nouvelles républiques » en Amérique du Sud, qui fait l'objet de la contribution d'A. Guimarães. Cette dernière a l'intérêt de situer le cas brésilien dans une perspective globale et d'examiner la question raciale à la lumière des évolutions de la démocratie et de l'État. Pour l'auteur, la « démocratie raciale » est l'apanage de l'État national-développementaliste qui apparaît au Brésil sous l'*Estado Novo* (1937-1945) et se maintient jusqu'au régime militaire (1964-1985). Elle traduit alors l'extension de la citoyenneté (poids politique, droits sociaux, inclusion dans l'imaginaire national) aux classes populaires urbaines, très largement composées de Noirs. La « Nouvelle République », en

revanche, est élaborée dans le contexte du néo-libéralisme triomphant, de l'affaiblissement de l'État, de la montée en puissance des ONG et des revendications identitaires multiples. Au Brésil, c'est moins en termes culturels que sociaux que le problème est abordé : le fait que les inégalités sociales y aient un fondement racial n'est quasiment contesté par personne, et justifie une politique de discrimination positive, notamment dans le système éducatif. A. Guimarães nourrit cependant quelques doutes sur la capacité de ces mesures à bouleverser la donne et à enrayer la reproduction des inégalités sociales. La critique et le dépassement de la « démocratie raciale » sont sans doute la voie qu'emprunte le post-colonialisme au Brésil. Telle est du moins l'une des pistes que ce livre suggère d'approfondir.

ARMELLE ENDERS

1 - Hebe Maria MATTOS DE CASTRO, *Das Cores do Silêncio. Os Significados da Liberdade no Sudeste Escravista. Brasil Século XIX*, Rio de Janeiro, Arquivo Nacional, 1995.





- Toby Green, *The Rise of the Trans-Atlantic Slave Trade in Western Africa, 1300-1589* (Antonio de Almeida Mendes) p. 497-498
- Carlos Alberto de Moura Ribeiro Zeron, *Ligne de foi. La Compagnie de Jésus et l'esclavage dans le processus de formation de la société coloniale en Amérique portugaise, XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles* (Charlotte de Castelnau L'Estoile) p. 498-501
- Willem Frijhoff, *Fulfilling God's Mission: The Two Worlds of Dominie Everardus Bogardus, 1607-1647* (Bertrand Forclaz) p. 501-503
- Jonathan Schorsch, *Swimming the Christian Atlantic: Judeo-conversos, Afroiberians and Amerindians in the Seventeenth Century* (Natalia Muchnik) p. 503-505
- Herman L. Bennett, *Colonial Blackness: A History of Afro-Mexico* (Jean-Paul Zuniga) p. 505-507
- Frederick C. Knight, *Working the Diaspora: The Impact of African Labor on the Anglo-American World, 1650-1850* (Marguerite Martin) p. 507-509
- G. Ugo Nwokeji, *The Slave Trade and Culture in the Bight of Biafra: An African Society in the Atlantic World* (Ibrahima Thioub) p. 509-511
- James H. Sweet, *Domingos Álvares, African Healing, and the Intellectual History of the Atlantic World* (Catarina Madeira Santos) p. 511-514
- Madeleine Dobie, *Trading Places: Colonization and Slavery in Eighteenth-Century French Culture* (Marco Platania) p. 514-516
- Jeremy D. Popkin, *You Are All Free: The Haitian Revolution and the Abolition of Slavery* (Miranda Spieler) p. 516-518
- Seymour Drescher et Pieter C. Emmer (éd.), *Who Abolished Slavery: Slave Revolts and Abolitionism: A Debate with João Pedro Marques* (Marie-Jeanne Rossignol) p. 518-520
- Naana Opoku-Agyemang, Paul E. Lovejoy, David V. Trotman (éd.), *Africa and Trans-Atlantic Memories: Literary and Aesthetic Manifestations of Diaspora and History* (Anthony Mangeon) p. 520-521

- Patrick O’Flanagan, *Port Cities of Atlantic Iberia, c.1500-1900* (Jean-Paul Zuniga) p. 521-523
- Alejandro de la Fuente, *Havana and the Atlantic in the Sixteenth Century* (Thomas Calvo) p. 523-524
- Filipa Ribeiro da Silva, *Dutch and Portuguese in Western Africa: Empires, Merchants and the Atlantic System, 1580-1674* (Antonio de Almeida Mendes) p. 524-526
- Peter Mark et Jose da Silva Horta, *The Forgotten Diaspora: Jewish Communities in West Africa and the Making of the Atlantic World* (Antonio de Almeida Mendes) p. 526-528
- Christian J. Koot, *Empire at the Periphery: British Colonists, Anglo-Dutch Trade, and the Development of the British Atlantic, 1621-1713* (Wim Klooster) p. 528-530
- Nuala Zahedieh, *The Capital and the Colonies: London and the Atlantic Economy, 1660-1700* (Albane Forestier) p. 530-532
- Olivier Le Gouic, *Lyon et la mer au XVIII<sup>e</sup> siècle. Connexions atlantiques et commerce colonial* (Silvia Marzagalli) p. 532-534
- James Livesey, *Civil Society and Empire: Ireland and Scotland in the Eighteenth-Century Atlantic World* (Robert Mankin) p. 534-536
- Mary Beth Norton, *Separated by Their Sex: Women in Public and Private in the Colonial Atlantic World* (Emily Clark) p. 536-538
- Natalie A. Zacek, *Settler Society in the English Leeward Islands, 1670-1776* (Susanne Lachenicht) p. 538-539
- Michael J. Jarvis, *In the Eye of all Trade: Bermuda, Bermudians, and the Maritime Atlantic World, 1680-1783* (Philippe Hroděj) p. 539-541
- Dominique Goncalvès, *Le planteur et le roi. L’aristocratie havanaïse et la couronne d’Espagne, 1763-1838* (Guy Martinière) p. 541-543
- Ashli White, *Encountering Revolution: Haiti and the Making of the Early Republic* (Manuel Covo) p. 543-544
- Lyman L. Johnson, *Workshop of Revolution: Plebeian Buenos Aires and the Atlantic World, 1776-1810* (Clément Thibaud) p. 544-547
- Rachel Moore, *Forty Miles from the Sea: Xalapa, the Public Sphere, and the Atlantic World in Nineteenth-Century Mexico* (Federica Morelli) p. 547-548
- Sílvia Capanema P. de Almeida et Anaïs Fléchet (dir.), *De la démocratie raciale au multiculturalisme. Brésil, Amériques, Europe* (Armelle Enders) p. 548-550